
TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

SITUATION 2016

PERSPECTIVES 2017-2018

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministres délégué

M. Noël MBOUMBA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT ép. NGUEMA

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la **Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF)**, a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977.

Les principales missions sont :

- concevoir la politique économique et sociale de l'Etat ;
- analyser, orienter et promouvoir l'économie nationale ;
- contribuer à créer les conditions d'un environnement économique attractif et compétitif à partir des textes législatifs en la matière ;
- collecter toutes les informations conjoncturelles à caractère économique et social ;
- élaborer des prévisions économiques à court terme ;
- mener des études d'impact économique et social à court terme ;
- faire appliquer la réglementation bancaire et de change et analyser les flux financiers avec l'extérieur ;
- assurer la veille stratégique.

La DGEPF est organisée en cinq (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- suivre et analyser les activités du secteur financier ;
- étudier les principaux indicateurs monétaires et financiers ;
- analyser la conjoncture financière internationale ;
- mettre en œuvre la Réglementation de change.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- suivre la conjoncture économique du secteur réel ;
- suivre l'évolution des cours des matières premières ;
- participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- concevoir la politique économique de la nation conformément à la vision des plus hautes autorités ;
- procéder au suivi et à l'évaluation des politiques économiques ;
- étudier les principales grandeurs macroéconomiques ;
- analyser l'impact économique du budget de l'Etat ;
- élaborer les prévisions économiques ;
- assurer la veille économique.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economique (DSPE)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques, sociales, environnementales et démographiques ;
- mener des études et de proposer des mesures de politiques économiques et sociales ;
- assurer la promotion de l'économie gabonaise ;
- assurer la diffusion des publications de la DGEPE.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- participer à l'élaboration de la législation fiscale ;
- mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- participer à la gestion administrative des personnels ;
- suivre la carrière des agents en relation avec la Fonction Publique ;
- tenir des tableaux d'avancement des personnels ;
- élaborer le budget, exécuter et assurer le suivi des crédits alloués à la DGEPE.

SOMMAIRE

■ RESUME EXECUTIF	15
-------------------	----

1ÈRE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 19

■ I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2016	21
-----------------------------------	----

I.1.1 L'activité	21
I.1.2 L'inflation	24
I.1.3 L'emploi	25
I.1.4 Le commerce extérieur	26
I.1.5 Les finances publiques	28
I.1.6 Les taux d'intérêt	29

■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	31
---	----

I.2.1 Le pétrole	31
I.2.2 Le sucre	31
I.2.3 Le cacao	32
I.2.4 Le café	32
I.2.5 L'huile de palme	33
I.2.6 Le caoutchouc naturel	34
I.2.7 Le minerai de manganèse	34
I.2.8 Le minerai de fer	35
I.2.9 L'or	36

2ÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE 37

■ II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2016	39
--	----

■ II.2.LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	40
--	----

II.2.1 Le pétrole	40
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé	40
II.2.3 Le manganèse	41
II.2.4 L'or	43

■ II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE	43
■ II.4 L'AGRICULTURE L'ELEVAGE ET LA PECHE	44
II.4.1 L'Agriculture	44
II.4.2 L'Elevage	48
■ II.5 LES INDUSTRIES	49
II.5.1 Les Agro-industries	49
II.5.2 Les Industries du Bois	53
II.5.3 Le raffinage	56
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	58
II.5.5 Les autres industries de transformation	59
II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	63
■ II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	64
■ II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	65
II.7.1 Le transport ferroviaire	65
II.7.2 Le transport aérien	66
II.7.3 Le transport maritime et fluvial	67
■ II.8 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	70
■ II.9 LE COMMERCE	72
II.9.1 Le commerce général structuré	72
II.9.2 Le commerce des véhicules	73
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers	74
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	74
II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques	75
■ II.10 LES AUTRES SERVICES	75
II.10.1 Les services rendus aux particuliers	76
II.10.2 Les services immobiliers	76
II.10.3 Les services rendus aux entreprises	77
II.10.4 Les services de mécanique générale	78
II.10.5 Les services parapétroliers	78

■ II.11 L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION	79
II.11.1 L'hôtellerie	79
II.11.2 La restauration	80
■ II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	80
II.12.1 Les banques commerciales	81
II.12.2 La situation des établissements financiers	84
II.12.3 Les activités de microfinance	85
II.12.4 Les compagnies d'assurance	88
3ÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	95
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	98
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	98
III. 1.2 Le PIB par la demande	101
■ III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT	102
III.2.1 L'équilibre budgétaire	102
III.2.1.1 Les ressources	103
III.2.1.2 Les emplois	103
III.2.2 L'exécution du budget	104
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	105
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières	105
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole	106
III.2.2.2 Les dépenses publiques	106
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement	107
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement	107
III.2.2.2.3 Les autres dépenses	107
III.2.3 La dette publique	108
■ III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	110
III.3.1 Les ressources du système monétaire	111
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	111
III.3.1.2 La quasi-monnaie	112
III.3.1.3 Les ressources extra-monétaires	112
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	112
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets	112

III.3.2.2 Le crédit intérieur	112
III.3.2.3 Le financement de l'économie	113
III.3.3 La politique monétaire	114
■ III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	115
III. 4. 1 La balance des transactions courantes	115
III.4.1.1 La balance commerciale	115
III.4.1.2 La balance des services	116
III.4.2 La balance des revenus	116
III.4.3 La balance des capitaux	117
III.4.4 La balance globale	117
■ III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	118
III.5.1 L'emploi	118
III.5.1.1 L'emploi dans le public	118
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	120
III.5.2 La situation du marché de l'emploi	121
III.5.3 Les salaires	122
III.5.3.1 La masse salariale du secteur public	122
III.5.3.2 La masse salariale des sociétés	124
III.5.4 Les prix	125
4^{ÈME} PARTIE : LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2016	127
■ IV.LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2016	129
IV.1 La politique budgétaire	129
IV.1.1 L'optimisation des recettes	129
IV.1.2 La maîtrise des dépenses	130
IV.1.3 Nouvelles sources de financement	130
IV.2 Les politiques sectorielles	130
IV.3 La politique sociale	134
5^{ÈME} PARTIE : LES PERSPECTIVES 2017 - 2018	135
■ V.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2017 ET 2018	137

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	137
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	137
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	139
V.1.4 L'évolution des produits de base	139
■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	142
V.2.1 L'activité sectorielle	142
V.2.1.1 Le pétrole	142
V.2.1.2 Les mines	142
V.2.1.3 La filière bois	142
V.2.1.4 L'agriculture	142
V.2.1.5 Les Agro-industries	143
V.2.1.6 Les autres industries	143
V.2.1.7 Le raffinage	143
V.2.1.8 L'énergie	143
V.2.1.9 Les BTP	143
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport	144
V.2.1.11 Les télécommunications	144
V.2.1.12 Le commerce	144
V.2.1.13 L'hôtellerie	144
V.2.2 La Microfinance	144
V.2.3 Les assurances et réassurance	145
V.2.4 Les estimations macroéconomiques en 2016	145
V.2.4.1 Les principales hypothèses	145
V.2.4.2 La formation du PIB prévisionnel en 2017 et 2018	146
V.2.4.3 Les ressources du PIB prévisionnel en 2017 et 2018	146
V.2.4.4 Les emplois du PIB prévisionnel en 2017 et 2018	149
V.2.4.5 Les prévisions du budget 2017	151
V.2.4.5.1 Les recettes budgétaires	151
V.2.4.5.2 Les dépenses budgétaires	151
V.2.4.5.3 La dette publique	152
V.2.5 La balance des paiements prévisionnelle en 2017-2018	153
V.2.5.1 La balance des transactions courantes	153
V.2.5.2 La balance commerciale	153
V.2.5.3 La balance des services	153
V.2.5.4 La balance des revenus	154
V.2.5.5 La balance des capitaux	154
V.2.5.6 La balance globale	154
V.2.6 L'emploi, les salaires et les prix	154
V.2.6.1 L'emploi	154
V.2.6.2 Les salaires	154
V.2.6.3 Les prix	155

■ V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2017-2018	155
V.3.1 Les infrastructures	155
V.3.2 Le secteur productif	156
V.3.3 Le développement du secteur privé et l'amélioration du climat des affaires	157
V.3.4 Le secteur social	158
V.3.4.1 La politique budgétaire	159
■ CONCLUSION	160

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 47ième Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en février 2017, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de trois cent cinquante entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

RESUME EXECUTIF

L'économie mondiale a enregistré un léger ralentissement en 2016, suite à l'atonie de l'investissement et de la consommation, notamment dans les pays avancés, en dépit d'une politique monétaire accommodante. Cette évolution s'est opérée dans un contexte de décélération de l'activité dans les différents ensembles économiques. Celle-ci a néanmoins été atténuée par la dynamique haussière observée dans les pays émergents et en développement.

Le commerce mondial des biens et services, en volume, s'est replié, en lien avec l'investissement et le renforcement des politiques commerciales protectionnistes dans le monde. Les cours mondiaux de matières premières, bien qu'en phase de redressement progressif, sont demeurés à des seuils faiblement rémunérateurs.

Enfin, en dépit d'une volonté des autorités monétaires américaine, européenne et japonaise de relever le niveau de l'inflation, celle-ci est demeurée en deçà des objectifs visés. Par contre, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement reculé. Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut mondial a décéléré à 3,1% contre 3,3% en 2015.

L'économie des principaux **pays avancés** a ralenti au cours de la période sous revue. La croissance qui s'est ainsi établie à 1,7% contre 2,1% en 2015. Elle a été principalement pénalisée par un endettement élevé, une vulnérabilité du système financier, une demande atone, la faiblesse de l'investissement et la faible croissance de la productivité.

Parallèlement, la croissance de la **Zone euro** a marqué le pas, consécutivement au retour de l'inflation et à la baisse de confiance des investisseurs, du fait des incertitudes liées au Brexit. Le PIB a de ce fait évolué de 1,7% contre 2,0% un an plus tôt.

Au sein **des pays émergents et en développement**, la croissance a légèrement augmenté en 2016, en rapport aux efforts de relance économique et à la remontée des cours de certaines matières premières. Ainsi, la croissance économique s'est chiffrée à 4,1%.

Plombée par la chute des cours des matières premières, le durcissement des conditions de financement et les incertitudes pesant sur les politiques économiques des principales économies de la région, l'activité économique des pays de

l'**Afrique subsaharienne** a décéléré en 2016 pour se situer à 1,4% contre 3,4% un an plus tôt.

En zone **CEMAC**, les effets dépressifs du repli des activités pétrolières sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier ont entraîné un ralentissement de la croissance évalué à 0,2% contre 1,7% en 2015.

Évoluant dans ce contexte, l'**activité économique nationale** a ralenti à 2,1% contre 3,9% en 2015. Cette évolution résulte des performances du secteur hors-pétrole (+2,9%) et du repli de l'activité du secteur pétrolier (-3,7%). L'analyse du produit intérieur brut par secteur d'activité, indique une reprise dans le secteur secondaire (+3,2%), un ralentissement dans le secteur tertiaire (+5,0%) et une légère baisse d'activité dans le secteur primaire (-0,2%).

L'évolution des activités du **secteur primaire** s'explique principalement par la fermeté de l'activité agricole (+13,9%), l'exploitation forestière (+8,5%) et la production gazière (+13,6%), en dépit du repli des activités pétrolière (-3,7%) et minière (-14,2%).

Le **secondaire** est conforté par la progression de la quasi-totalité des branches, à l'exception des BTP (-1,1%) et de la Recherche-Services pétroliers (-1,1%). Dans le même temps, le dynamisme des branches Transports et communications (+5,9%), Banques et assurances (+6,6%) et Services (+3,4%) a induit une progression du **secteur tertiaire**, liée essentiellement à la demande supplémentaire relative aux élections.

Du point de vue de la demande, L'évolution du PIB a reposé sur la dynamique interne (+0,2%) provenant essentiellement de l'augmentation de la consommation totale, en dépit d'un fort recul de la demande nette externe (-36,6%) plombée par la contraction de la demande mondiale de matières premières.

Parallèlement, **les finances publiques** ont pâti de la faiblesse des cours du pétrole qui ont induit une baisse de 423,1 milliards de FCFA des recettes pétrolières en 2016. En effet, l'exécution du budget à fin décembre s'est soldée par trois déficits : primaire, base engagement et base caisse.

S'agissant du **compte extérieur**, la baisse des cours des principales matières premières a conduit à une diminution des exportations en valeur. Ainsi, le déficit du solde global amorcé depuis 2014 s'est davantage détérioré en 2016 pour s'établir à 553,3 milliards de FCFA consécutivement à la dégradation du solde courant.

Corrélativement au ralentissement de l'activité en 2016, **le niveau général de l'emploi** a reculé de 0,3% sous l'effet du non-remplacement des départs à la retraite dans le secteur public (-1,3%) et des licenciements dans le secteur parapublic (-19,8%).

Les prix, mesurés par l'IHPC, ont progressé de 2,1% en moyenne annuelle par rapport à 2016. Cette variation s'explique principalement par le renchérissement des prix des postes « Logement, eau, gaz, électricité... » (+1,4%), « Transports » (+10,5%) et « Biens et services divers » (+35,5%).

En lien avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et du commerce extérieur, **la situation monétaire au sens large** s'est caractérisée par une diminution de la masse monétaire, un raffermissement du crédit intérieur, une dépréciation des avoirs extérieurs nets, une détérioration de la Position Nette du Gouvernement et un assouplissement de la politique monétaire.

L'Environnement
International



ère

partie

1.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2016

L'économie mondiale a légèrement ralenti en 2016 à 3,1% contre 3,3% en 2015. Cette évolution s'est opérée dans un contexte marqué par une décélération de l'activité économique dans les pays avancés, tandis que les pays émergents et en développement, plus dynamiques, ont contribué pour trois quarts à la croissance mondiale. L'économie mondiale a par ailleurs été affectée par l'atonie de l'investissement et de la consommation, notamment dans les pays avancés, en dépit d'une politique monétaire accommodante.

Le commerce mondial des biens et services, en volume, s'est replié, en lien avec l'investissement et le renforcement des politiques commerciales protectionnistes dans le monde. Les cours mondiaux de matières premières, bien qu'en phase de redressement progressif, sont demeurés à des seuils faiblement rémunérateurs.

Enfin, en dépit d'une volonté des autorités monétaires américaine, européenne et japonaise de relever le niveau de l'inflation, celle-ci est demeurée en deçà des objectifs visés. Par contre, dans les pays émergents et en développement, l'inflation a légèrement reculé.

1.1.1 L'activité

L'économie des principaux **pays avancés** a décéléré au cours de la période sous revue. La croissance s'est ainsi établie à 1,7% contre 2,1% en 2015. Cette zone est restée confrontée à diverses difficultés ayant impacté négativement l'activité. On note, selon les pays, un endettement élevé, une vulnérabilité du système financier, une demande atone, la faiblesse de l'investissement et la faible croissance de la productivité. A ce qui précède, il convient d'ajouter un contexte avant et après Brexit incertain, qui a largement influé sur les choix et les décisions des agents économiques.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique s'est chiffrée à 1,6% contre 2,6% en 2015. En effet, l'économie a pâti du ralentissement des dépenses de consommation, moteur traditionnel de l'expansion américaine, et des dépenses du gouvernement fédéral, faiblement compensé par la bonne tenue du marché immobilier (+10,2%) et de l'investissement (+2,4%).

Au **Japon**, après une croissance de 1,2% en 2015, l'activité s'est renforcée en 2016 pour atteindre 1,4% grâce au soutien budgétaire, au recul des prix du pétrole, à une politique monétaire ultra-accommodante et à l'augmentation des revenus.

Dans la **zone euro**, l'économie a décéléré à 1,7%, contre 2,0% en 2015 suite

à la baisse de confiance des investisseurs en raison de l'incertitude liée au Brexit et au retour de l'inflation. Néanmoins, la croissance s'est renforcée en Allemagne (+1,7%) et en Italie (+0,9%). Elle a par contre reculé légèrement en France (1,1% contre 1,2% en 2015).

En **Allemagne**, l'économie a enregistré sa plus forte hausse en cinq ans. La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance, grâce à la faiblesse des prix de l'énergie qui a soutenu le revenu disponible réel et partant les dépenses des ménages. Les dépenses intérieures ont en outre bénéficié des dépenses publiques en faveur des réfugiés.

La contreperformance de l'**économie française** en 2016 est imputable aux événements enregistrés en milieu d'année, à savoir : les grèves, les attentats et les inondations. Durant cette période, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont restés stables. Par ailleurs, du fait d'un ralentissement plus marqué des exportations, le commerce extérieur a également impacté la croissance française.

Hors Zone euro, la croissance du produit intérieur brut de la **Grande Bretagne** s'est élevée à 2% contre 2,2% en 2015. Le dynamisme de cette économie a été soutenu par les performances enregistrées par les principaux secteurs, notamment celui des services tirés par les composantes suivantes : finance, distribution, communication et transport.

Dans **les pays émergents et en développement**, la croissance s'est chiffrée à 4,1%, soutenue par les efforts de relance économique et par la remontée des cours de certaines matières premières. Toutefois, au regard de la diversité des pays composant cet ensemble, une multitude de situations a été observée. Ainsi, les pays émergents d'Asie, ont enregistré la plus forte expansion de ce groupe, contribuant pour environ deux tiers à la croissance de cet ensemble. A contrario, la zone Amérique latine et Caraïbes est entrée en récession, tandis que l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance molle.

Dans **les pays émergents d'Europe**, l'activité économique a décéléré en 2016. Le contexte fragile des économies de la Zone euro et le conflit géopolitique en Ukraine ont pesé sur la croissance, en dépit d'une bonne tenue des exportations. Ainsi, la zone a enregistré production globale estimée à 3,0% contre 4,7% un an plus tôt.

En 2016, l'**économie russe** a continué à s'adapter à la faiblesse du niveau des prix du pétrole, aux sanctions occidentales et aux tensions géopolitiques. Dans ce contexte, le pays a enregistré une croissance de -0,2% de son PIB contre -2,8% en 2015.

Dans le sillage de la Russie, l'activité s'est relativement améliorée dans les autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). En effet, la zone a réalisé une croissance estimée à 0,3% en 2016 contre -2,1% l'année précédente.

L'activité économique est restée vigoureuse dans **les pays émergents et en développement d'Asie**, avec une estimation à 6,4% contre 6,7% un an plus tôt. En dépit des difficultés liées au rééquilibrage de l'économie chinoise et à la faiblesse de la demande mondiale, l'Asie émergente et en développement est parvenue à conserver un certain dynamisme soutenu par des réformes macroéconomiques et la bonne tenue de la consommation.

La croissance de **l'économie chinoise** s'est située à 6,7% en 2016 contre 6,9% en 2015. Ce ralentissement est lié à la baisse de l'investissement, nonobstant la reprise de l'activité globale du secteur privé et les mesures de politique monétaire visant à soutenir le secteur productif et le niveau général des prix. En 2016, le pays a poursuivi les réformes dans le but d'orienter l'économie vers un modèle basé sur la consommation plutôt que les exportations.

En **Inde**, malgré le rebond de l'activité enregistré au quatrième trimestre (+7,5%), la croissance annuelle s'est chiffrée à 6,8% contre 7,9% en 2015. Cette situation résulte de la contraction de l'investissement privé et de la consommation des ménages, suite à la pénurie de monnaie induite par le processus de démonétisation en cours.

L'ensemble des pays de la Zone **Amérique latine et Caraïbes** a enregistré une croissance négative (-1,0%), consécutive à une récession au Brésil et aux difficultés économiques liées à la faiblesse des cours des matières premières. Cette baisse des cours des produits de base a entraîné un recul de la consommation et de l'investissement, dans un contexte de durcissement des conditions financières.

Au **Brésil**, la récession s'est poursuivie sur la période considérée (-3,6% contre -3,8% en 2015). Cette situation s'explique par la hausse de l'inflation, la chute des cours des matières premières, la baisse de la demande domestique et un climat politique et institutionnel tendu.

Parallèlement, la récession s'est accentuée au **Venezuela**, en raison de la faiblesse des cours du pétrole, des difficultés macroéconomiques et des tensions sociopolitiques. La croissance s'est ainsi établie à -10,0% en 2016 contre -6,2% un an plus tôt.

Dans un contexte régional de récession, la production réelle du **Mexique** s'est accrue de 2,3% contre 2,6% en 2015. Cette évolution est consécutive à la

bonne tenue de la demande domestique, favorisée par l'expansion du crédit, et la hausse des transferts des fonds des travailleurs expatriés.

La relative remontée des cours du pétrole a induit une hausse de la production de la zone **Moyen-Orient-Afrique du Nord**, estimée à 3,9% contre 2,7% en 2015, en dépit des tensions géopolitiques et des conflits militaires internes. La croissance régionale a été par ailleurs portée par la poursuite de politiques budgétaires saines, l'introduction des réformes et les efforts de diversification économique.

Après le ralentissement amorcé en 2015, l'économie des pays de l'**Afrique subsaharienne** a enregistré à nouveau une décélération. En conséquence, la croissance du PIB s'est située à 1,4% contre 3,4% l'année précédente. Cette évolution fait suite aux difficultés économiques rencontrées par les principales économies de la région (Nigéria et Afrique du Sud) qui pâtiennent de la chute des cours des matières premières, du durcissement des conditions de financement et des incertitudes pesant sur leurs politiques économiques.

Pour l'année 2016, il ressort en Zone **CEMAC** un ralentissement économique plus marqué, en rapport avec les effets dépressifs du repli des activités pétrolières sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier. Ainsi, le taux de croissance s'est situé à 0,2% contre 1,7% en 2015 (-6,4% pour le secteur pétrolier et +2,3% pour le secteur non pétrolier). Par pays, la croissance s'est établie ainsi qu'il suit : Cameroun (+5,0% contre 5,8% en 2015), RCA (+5,3% contre 4,9% en 2015), Gabon (+2,1% contre 3,9% en 2015), Congo (-2,1% contre +2,8% en 2015), Tchad (-5,1% contre +2,5% en 2015) et Guinée Equatoriale (-6,0% contre -9,5% en 2015).

1.1.2 L'inflation

Au niveau mondial, l'inflation a progressé dans les pays avancés (0,8% contre 0,3% en 2015), suite à la remontée des prix du pétrole et des produits alimentaires. A contrario, dans les pays émergents et en développement (4,5% contre 4,7% en 2015), les prix ont reculé en raison de la dissipation des effets des dépréciations monétaires antérieures.

L'inflation s'est accélérée aux Etats-Unis à 1,2% en 2016 contre 0,1% en 2015, suite à la hausse des prix de l'énergie, des loyers, des frais médicaux et des produits alimentaires. A cela, il convient d'ajouter une appréciation continue du dollar depuis 2015.

Au Japon, l'inflation est demeurée proche de zéro, en dépit des mesures initiées par la banque centrale en vue d'atteindre l'objectif de 2%. Ainsi, le pays a

enregistré une inflation de base de 0,3% en 2016 contre 0,8% en 2015, soutenue essentiellement par la « composante des produits alimentaires ».

En Chine, l'inflation a baissé pour s'établir à 2,1% en 2016, en rapport avec les capacités de production inemployées dans le secteur industriel.

Dans la zone euro, l'inflation a été estimée à 1,1% en 2016 contre 0,2% en 2015. Cette accélération s'explique par la poussée des prix dans plusieurs composantes, notamment l'énergie (+2,5%), les services (+1,2%) et les produits alimentaires (+1,2%).

Le redressement progressif des prix de l'énergie a dopé l'inflation en Allemagne (+1,7%). Ce taux se rapproche de l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne.

Après deux années d'inflation quasi nulle, les prix à la consommation ont légèrement augmenté en France (+0,6%) en 2016, portés par la remontée des prix du pétrole, des services et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés.

En Grande Bretagne, l'inflation a atteint son plus haut niveau en deux ans se situant à 1,5% à fin décembre 2016 contre 0,2% à la même période en 2015, notamment sous l'effet de la baisse de la livre sterling face au dollar (-15%) et à l'euro (-9%), suite au Brexit.

La Zone CEMAC a enregistré une baisse de l'inflation dans l'ensemble des pays. En effet, l'indice sous-régional global des prix à la consommation a ralenti à 1,1% en moyenne annuelle contre une progression de 2,5% un an plus tôt. Cette évolution découle de l'affaiblissement généralisé de la demande intérieure lié à la baisse des revenus pétroliers, de la diminution des prix des produits alimentaires dans la quasi-totalité des pays et de l'amélioration progressive des conditions sécuritaires en RCA.

1.1.3 L'emploi

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le nombre de chômeurs a augmenté de 2,3 millions de personnes en 2016, pour un total de 199,4 millions de sans emplois dans le monde. Cette situation s'explique par la détérioration de la situation économique dans de nombreux pays. L'organisation internationale souligne, par ailleurs, la progression importante des emplois précaires qui concernent environ 1,5 milliard de personnes.

Le taux de chômage aux Etats-Unis a été évalué à 4,7% à fin décembre 2016 contre 5,0% en glissement annuel, ramenant ainsi le nombre de demandeurs

d'emplois à 7,5 millions contre 7,9 millions en décembre 2015. Le secteur des services, notamment l'assurance-maladie, et celui de la construction ont été les plus grands pourvoyeurs d'emplois, en dépit des suppressions relevées dans le secteur manufacturier.

Au Japon, le taux de chômage s'est chiffré à 3,1% de la population active à fin 2016 contre 3,3% à fin 2015. Cette amélioration du marché du travail a été favorisée notamment par la bonne tenue de la production industrielle, dans un contexte d'affaiblissement du yen favorable aux entreprises exportatrices.

Malgré un léger ralentissement de son économie, le marché chinois de l'emploi est resté stable en 2016 avec un taux de chômage urbain bien maîtrisé. Le taux de chômage officiel dans les régions urbaines de la Chine s'est établi à 4,0% à fin 2016. Ce chiffre est en dessous de l'objectif de 4,5%, fixé en début d'année par le gouvernement. La Chine a ainsi créé 13,14 millions d'emplois pour les habitants urbains en 2016.

Le taux de chômage dans la zone euro a reculé à 9,6 % contre 10,5% en 2015, soit 15,571 millions de personnes à la recherche d'un emploi. Toutefois, des disparités subsistent entre les différents Etats membres. Ainsi, en Allemagne le taux de chômage s'est établi à 3,9%, s'améliorant de 5 points de base sur un an. De même, les politiques de soutien à l'emploi mises en œuvre en France ont permis la réduction du taux de chômage à 9,6% contre 10,2% à fin décembre 2015. Cependant, l'Italie et Chypre ont enregistré des taux de chômage en hausse à 12,0% et 14,3% contre respectivement 11,6% et 13,1% en 2015. Par ailleurs, la Grèce et l'Espagne ont affiché les taux les plus élevés, soit 23,4% et 19,2% sur la période.

1.1.4 Le commerce extérieur

La croissance du commerce mondial en volume a reculé à 2,1% contre 2,7% en 2015, dans le sillage de l'évolution de l'activité économique. Les chocs de la demande dans les pays émergents et en développement, la faiblesse durable des prix des matières premières, la succession des dépréciations des devises et la montée du protectionnisme sont les principales variables explicatives à ce ralentissement.

Aux Etats-Unis, le déficit commercial s'est accentué à 502 milliards USD, soit 2,7% du PIB, contre 500,5 milliards USD en 2015. Les exportations américaines ont été pénalisées par la hausse du cours du dollar à la base de la diminution de leur compétitivité, notamment celle des exportations industrielles et des produits pétroliers.

La zone euro a enregistré un excédent commercial évalué à +271,9 milliards d'euros contre +238,7 milliards en 2015, soit une amélioration de près de 14%. Cette évolution provient d'un recul de 2% à 1 775,8 milliards d'euros des importations combiné à une quasi-stagnation des exportations à 2 047,7 milliards d'euros.

Au sein de cet ensemble économique, l'Allemagne a battu son record d'excédent commercial en 2016 malgré un léger recul des exportations. Celui-ci s'est élevé à 252,9 milliards d'euros après 244,3 milliards en 2015.

A contrario, le déficit commercial de la France est reparti à la hausse pour s'établir à 48,1 milliards d'euros contre 45,0 milliards en 2015. Cette dégradation du solde commercial résulte d'une baisse de l'excédent des secteurs « produits manufacturiers », « aéronautique » et « Agroalimentaire », conjuguée à une augmentation du déficit du secteur « automobile ».

Le commerce extérieur de la Chine a ralenti en 2016, suite à une baisse concomitante des exportations (-7,7%) et des importations (-5,5%). Les exportations et les importations ont atteint respectivement 2 100 milliards USD et 1 590 milliards USD, ramenant en conséquence l'excédent commercial à 510 milliards contre 560 milliards USD un an plus tôt. Ce résultat est lié en partie à la mise en œuvre d'un nouveau modèle économique axé sur la consommation privée et les services et qui nécessite moins d'importations.

Au niveau des échanges extérieurs en Zone CEMAC, le déficit des transactions courantes hors dons s'est élevé à 4 732,8 milliards FCFA (-10,7 % du PIB) en 2016 contre 5 846,4 milliards (-12,9 % du PIB) un an plus tôt, suite principalement à la contraction de l'excédent commercial et de celui des transferts courants. En effet, l'excédent commercial de 1 685 milliards en 2015 a reculé à 1 210,6 milliards en 2016.

Les exportations ont diminué de 18,9 % pour se fixer à 10 738,2 milliards en 2016, en liaison avec une réduction des ventes notamment de pétrole brut, de méthanol et autres gaz, de bois ainsi que de cacao. Cette baisse est toutefois atténuée par l'augmentation des ventes de café et de manganèse. Quant aux importations, elles ont baissé de 17,5 % pour se situer à 9 527,5 milliards en 2016.

Les déficits de la balance des services et des revenus sont demeurés élevés en 2016, mais en baisse par rapport à l'année 2015, pendant que l'excédent du compte de capital et d'opérations financières a reculé à 2 315,9 milliards en 2016 contre 2 975,5 milliards en 2015.

En définitive, le déficit global de la balance des paiements, toujours élevé, s'est aggravé pour atteindre 3 436,3 milliards en 2016 contre 3 018,3 milliards en 2015. Il a été couvert par une ponction sur les réserves officielles à hauteur de 3 414,2 milliards, et par un financement exceptionnel de 22,2 milliards.

Par pays, le solde extérieur courant a été déficitaire dans tous les États membres au cours de l'année 2016 : au Cameroun (-6,8 % du PIB contre -4,1 % du PIB en 2015), en République Centrafricaine (-12,0 % du PIB contre -16,1 % du PIB en 2015), au Congo (-36,9 % du PIB contre -41,9 % du PIB en 2015), au Gabon (-4,7 % du PIB contre +0,7 % du PIB en 2015), en Guinée équatoriale (-1,0 % du PIB contre -16,7 % du PIB en 2015) et au Tchad (-16 % du PIB contre -17,3 % du PIB en 2015).

1.1.5 Les finances publiques

Les finances publiques à l'échelle mondiale ont été marquées par la mise en place de plans de relance budgétaire dans les principaux pays industrialisés (Zone euro, Chine, Japon, Inde et prochainement États-Unis). Ces politiques qui visaient à donner une impulsion à l'activité économique ont cependant contribué à l'aggravation des déficits publics. Dans de nombreux pays émergents et en développement, le ralentissement de l'activité s'est accompagné d'une baisse drastique des ressources. Ainsi, les politiques d'ajustement budgétaire se sont traduites par l'abandon de certains projets de développement.

Le déficit budgétaire des États-Unis a augmenté à 587 milliards de dollars sur l'exercice 2016, soit 3,2% du PIB, contre 439 milliards de dollars en 2015, représentant 2,5% du PIB. Cette aggravation s'explique par la faiblesse des recettes, combinée à une hausse des dépenses, notamment celles liées à la sécurité sociale et au programme « Medicare » d'assurance-maladie pour les personnes âgées. Parallèlement, la dette publique a atteint 19 000 milliards de dollars, soit 106,2% du PIB national en 2016. Elle est composée de 13 700 milliards de dollars de dette publique détenue par les entreprises et les particuliers et de 5 300 milliards de dollars de dette nationale du gouvernement envers la Réserve fédérale américaine (Fed).

Dans la Zone euro, le solde budgétaire des administrations a été déficitaire (-1,8% du PIB). La dette publique de la zone (89,4% du PIB contre 90,7% en 2015) a toutefois continué à reculer. A fin 2016, deux États membres de la Zone euro restent soumis aux procédures de réduction de déficit, à savoir : la France (-3,4%) et l'Espagne (-4,5%).

Au Japon, l'encours et le service de la dette publique ont représenté respectivement 248% et 4,7% du PIB. La dette de ce pays est détenue majoritairement par des créanciers locaux (90%). De fait, la question de la

dette publique japonaise n'est pas un problème de solvabilité, mais plutôt un enjeu de redistribution.

Le déficit budgétaire de la France s'est établi à 69 milliards d'euros (3,4% du PIB) en 2016 contre 70,5 milliards en 2015. La dette publique demeure néanmoins importante et représente 94,4% du PIB en 2016.

En 2016, l'Allemagne a enregistré un excédent budgétaire estimé à 0,6% du PIB. L'encours de la dette par rapport au PIB s'est situé à 68,4%, soit l'un des plus bas des pays du G7.

Le déficit budgétaire de la Chine s'est chiffré à 2 830 milliards de yuans (385 milliards d'euros) en 2016, supérieur à l'objectif du gouvernement qui était de 2180 milliards. La dette gouvernementale a représenté 16% du PIB.

En 2016, la gestion de finances publiques dans la Zone CEMAC a été caractérisée par une aggravation du déficit budgétaire, base engagements, hors dons à 4,3% du PIB contre 3,4% en 2015. En effet, les recettes budgétaires totales ont diminué de 22,7% pour se situer à 7 325,2 milliards (16,6% du PIB). Ces évolutions proviennent principalement de la chute des recettes pétrolières, en raison de la faiblesse des cours mondiaux du baril de pétrole et de la baisse de la production.

Parallèlement, les recettes non pétrolières ont reculé de 11%, en rapport avec l'évolution de l'activité économique dans plusieurs États membres et les effets collatéraux de la baisse du prix de pétrole sur l'économie communautaire.

Les dépenses budgétaires ont, quant à elles, reculé de 16,3%, pour se situer à 9 220,9 milliards en 2016, en relation avec la baisse des dépenses courantes et en capital. En effet, l'évolution des dépenses publiques découle principalement de la baisse substantielle des dépenses en capital (-26,9%).

Le déficit budgétaire primaire de 0,4% du PIB en 2015 s'est davantage creusé, pour atteindre 1,2% du PIB en 2016. De même, le déficit budgétaire, base engagements, s'est situé à 2,3% du PIB en 2016 contre 1,2% en 2015.

1.1.6 Les taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont restés extrêmement bas dans les pays avancés, en vue de soutenir l'activité économique. Toutefois, cette faiblesse des taux n'a eu qu'un impact limité sur l'investissement et la consommation. Des incertitudes liées notamment au Brexit et à l'élection présidentielle américaine de novembre ont pesé davantage sur l'activité.

En 2016, la politique des taux d'intérêt a été marquée par la décision de la Réserve fédérale (Fed) de relever d'un quart de point ses taux directeurs qui se situent dans une fourchette de 0,50 % à 0,75 %.

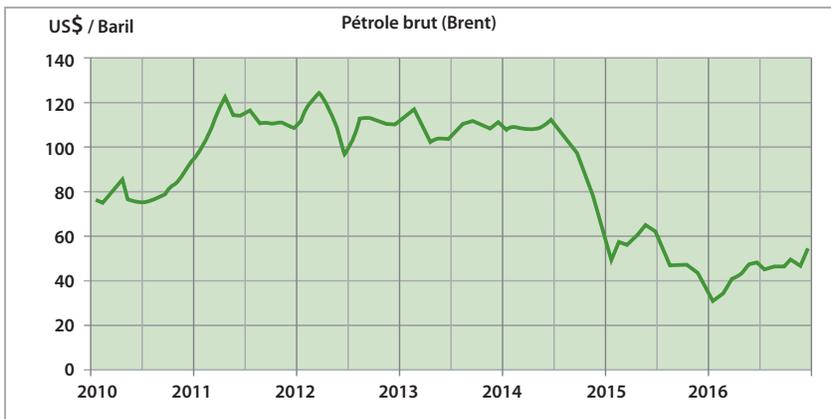
Par ailleurs, afin de tenter de relancer l'activité économique et l'inflation dans le pays, la banque du Japon a laissé son principal taux directeur inchangé à -0,1%. De même, dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. Celui des opérations principales de refinancement a été maintenu à 0% tandis que celui de la facilité de prêt marginal à 0,25% et le taux de dépôt à -0,4%.

I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Les cours des matières premières se sont appréciés en 2016, en raison de la fermeté de la demande, notamment chinoise. A ce facteur s'est ajoutée une offre insuffisante de certains produits de base, liée aux problèmes météorologiques (phénomène El Niño) ou réglementaires.

I.2.1 Le pétrole

L'année 2016 a été particulièrement mouvementée pour le pétrole. En effet, après la baisse enregistrée en début d'année, le prix du baril de Brent a rebondi progressivement à partir de la mi-février dans le sillage de l'amélioration de l'économie américaine et d'indicateurs révélant une contraction de l'offre, notamment la mise à l'arrêt progressive de nombreux puits de gaz de schiste aux Etats-Unis. La hausse s'est accélérée en novembre avec la signature d'un accord majeur au sein de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour réduire sa production. Dans ce contexte, malgré ces améliorations enregistrées à partir du deuxième trimestre, le prix moyen du Brent s'est situé à 43,7 dollars le baril en 2016 contre 52,5 dollars en 2015, soit une baisse de 16,9%.



Sources : DGEPP, INSEE

I.2.2 Le sucre

La fermeté retrouvée du marché du sucre en 2016 est liée, entre autres, à l'entrée du marché mondial dans une phase déficitaire, après cinq années d'excédents. Elle provient également de l'annonce du maintien du déficit sur la saison 2016/17, en raison de la sécheresse et des baisses de production en Inde, en Chine et en Thaïlande liées au phénomène climatique El Niño. Face

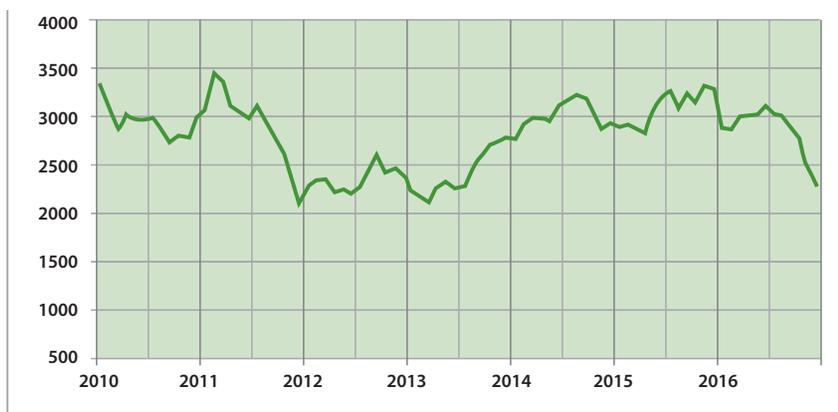
à une consommation qui augmente d'environ 2% par an, les cours du sucre ont progressé de 38,1% à 18,1 cents la livre en 2016.



Source : INSEE

1.2.3 Le cacao

Après une expansion des cours favorisée par la faiblesse de la livre sterling, les prix du cacao ont reculé de 7,8% à 2 892 dollars la tonne en moyenne en 2016. En effet, la perspective d'une bonne récolte ouest-africaine, notamment ivoirienne, pour la saison 2016-2017, a pesé sur les cours de ce produit.

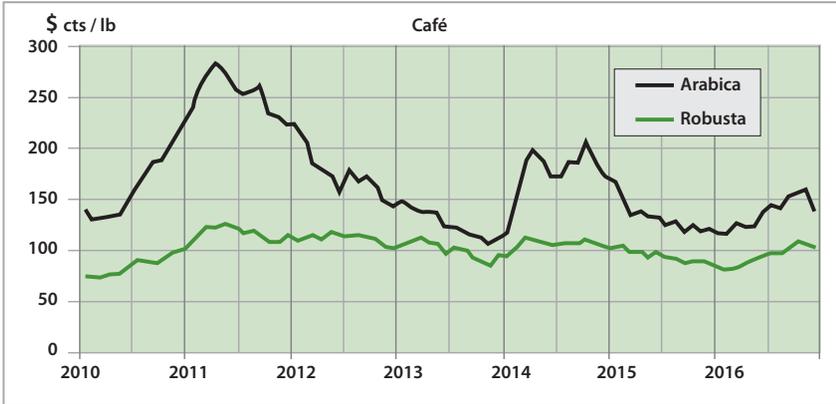


Source : INSEE

1.2.4 Le café

Les prix du café se sont accrus en 2016, en raison du phénomène El Niño qui

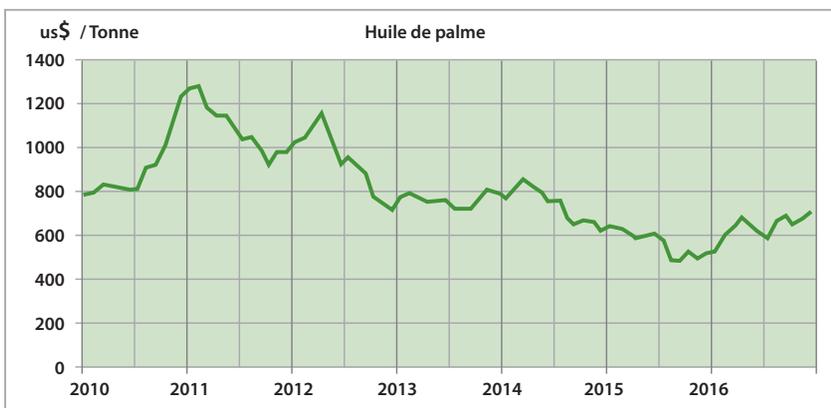
avait affecté les récoltes de la saison écoulée et de l'appréciation des devises des pays émergents par rapport au dollar américain. Ainsi, le cours de l'arabica s'est stabilisé à 94,3 cents la livre, tandis que celui du Robusta a progressé de 2,5% à 164,5 cents la livre.



Source : INSEE

1.2.5 L'huile de palme

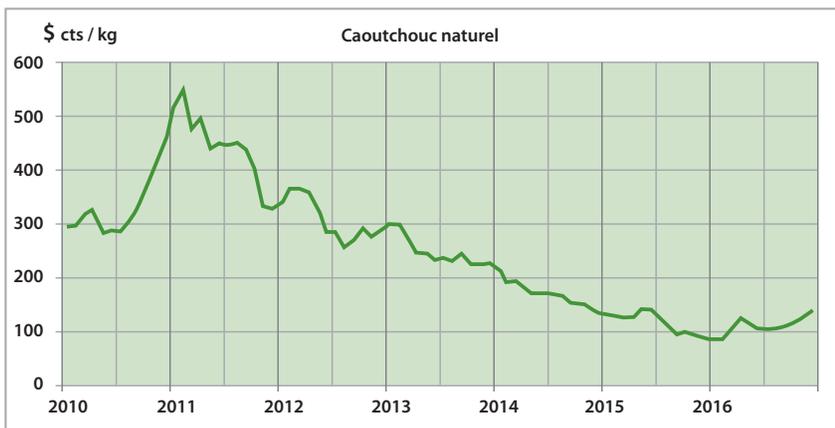
Le cours d'huile de palme a augmenté de 13,2% en 2016 pour s'établir à 639,9 dollars la tonne, suite à la sécheresse qui a impacté d'importantes régions de production, notamment en Asie. En effet, la baisse de l'offre mondiale (réserves et stocks) provoquée par le phénomène El Niño a continué de soutenir les prix.



Source : INSEE

1.2.6 Le caoutchouc naturel

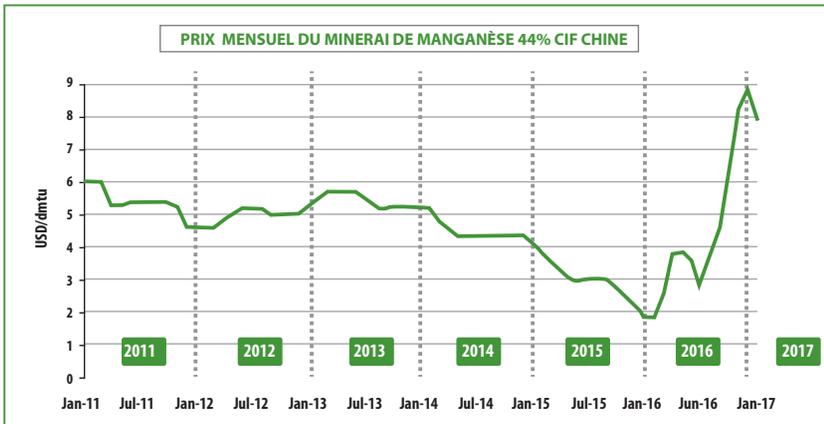
Les cours du caoutchouc naturel se sont appréciés de 5,4% pour se situer à 74,5 cents la livre en 2016. En effet, après les trois premiers trimestres de maintien à des niveaux bas, les cours du caoutchouc se sont fortement redressés à partir du quatrième trimestre, soutenus principalement par la baisse saisonnière de la production.



Sources : DGEPP, finances.net

1.2.7 Le minerai de manganèse

Les cours du manganèse ont amorcé une reprise à partir du deuxième trimestre 2016, suite à une réduction des stocks mondiaux de minerais. Après une forte baisse en 2015, le prix moyen du manganèse s'est amélioré de 38,3% à 4,30 USD/dmtu en 2016, rattrapant largement la baisse de l'année précédente (-17,5% à 3,77 USD/dmtu). Cette hausse résulte de la reprise de la production d'acier au carbone en Chine.



Source: CRU

1.2.8 Le minerai de fer

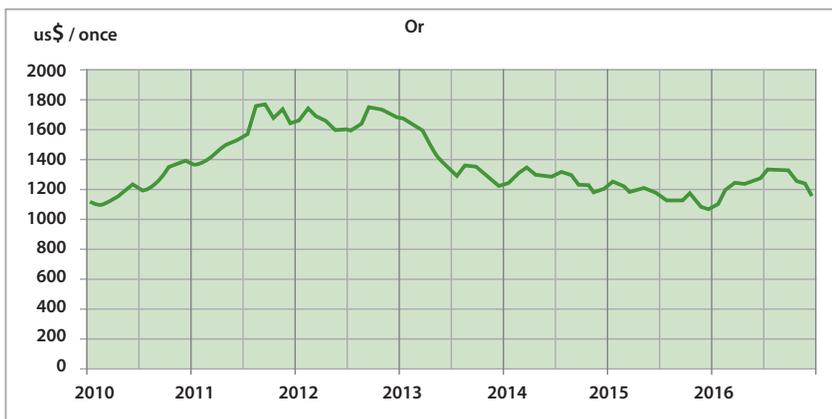
Les cours du minerai de fer ont augmenté de 4,7% en 2016 pour s'établir à 58,4 dollars la tonne, soutenus par la spéculation sur la demande chinoise. En effet, grâce aux mesures fiscales de soutien à l'activité en Chine, la demande, notamment celle de l'acier avec une progression de +2% en 2016 (après -6% en 2015) a été supérieure aux prévisions. Sur la période, la Chine a importé 1 024 millions de tonnes de minerai de fer, soit une progression de 7,5%.



Source : INSEE

1.2.9 L'or

Le prix de l'or s'est établi à 1 247,80 dollars l'once, en hausse de 7,6% sur un an. Cette augmentation s'explique par la fermeté de la demande mondiale et les politiques accommodantes des banques centrales. Cependant, les cours ont fortement ralenti au dernier trimestre, en raison du renchérissement du dollar lié aux anticipations d'une augmentation des taux d'intérêt.



Source : INSEE

L'activité nationale

2^e partie

II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2016

SECTEURS	2016
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Gaz naturel commercialisé	↗
Manganèse	↘
Or	↘
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Cultures de rente</i>	↘
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Minoterie et aviculture</i>	↘
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Industrie minière</i>	↗
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Terrestre</i>	↘
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Maritime</i>	↘
<i>Auxiliaires de transport</i>	↘
Télécommunications	
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules neufs</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
<i>Ouvrages et périodiques</i>	↘
Services	
<i>Parapétroliers</i>	↘
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

Source : DGEFP

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

La production

La production nationale de pétrole brut s'est établie à 11,48 millions de tonnes (83,84 millions de barils), en baisse de 3,7% par rapport à 2015. Ce repli est imputable au déclin naturel des champs matures et aux difficultés rencontrées par certains opérateurs (incidents techniques, mouvements de grèves...), notamment Total, Shell et Perenco.

Evolution de la production et des exportations

	2014	2015	2016	16/15
Production (en millions de tonnes)	10,98	11,922	11,484	-3,7%
Production (en millions de barils)	80,2	87,03	83,838	-3,7%
Exportations (en millions de tonnes)	9,937	11,017	10,53	-4,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les exportations

Parallèlement, les exportations ont diminué de 4,4% à 10,5 millions de tonnes. L'Asie, avec près de 60% de parts, reste la principale destination du brut gabonais, suivie de l'Europe et de l'Amérique latine & des Caraïbes.

Les prix

Face au surplus de l'offre mondiale de pétrole, le prix moyen du Brent en 2016 s'est établi à 43,69 dollars le baril, en recul de 16,7% par rapport à 2015. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a régressé de 15,7% à 40,55 dollars le baril. En revanche, le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar s'est légèrement apprécié (+0,3%) à 593,078 FCFA.

Evolution des prix et du taux de change

	2014	2015	2016	16/15
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	98,99	52,46	43,69	-16,7%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	95,58	48,13	40,55	-15,7%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	494,434	591,55	593,078	0,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a progressé de 13,6%, atteignant

530 milliers de m³ à fin décembre 2016. Cette hausse est impulsée par les bonnes performances de Perenco, le leader de la branche, qui contribue à plus de 95% de la production nationale. A contrario, le prix de vente moyen national a reculé de 3,8% à près de 0,12 dollar le mètre cube.

Evolution de l'activité de gaz naturel commercialisé

	2014	2015	2016	16/15
Production (en millions de m ³)	437 667	466 408	530 062	13,6%
Prix de vente moyen national (USD/ m ³)	0,141	0,130	0,125	-3,8%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.3 Le manganèse

La production

L'activité extractive du minerai de manganèse a été plombée par la conjoncture défavorable de l'industrie sidérurgique mondiale. Celle-ci a contraint les opérateurs nationaux à ralentir leur rythme de production face à la dégradation des cours qui ont atteint leur niveau le plus bas (1,83 USD/dmtu) en février 2016.

Dans ce contexte, la production nationale de manganèse s'est contractée de 14,2% sur un an, pour se situer à 3,6 millions de tonnes en 2016, suite à l'interruption de la production pendant un mois, sur le site de Moanda, et au maintien de l'arrêt total sur la mine de Ndjolé, depuis juin 2015.

Les exportations et les ventes

Sur le plan commercial, les exportations et les ventes de manganèse ont suivi une tendance baissière, soit respectivement -12,5% et -10,9%. Les principales destinations du minerai et d'agglomérés du manganèse gabonais sont la Chine, suivie des pays de l'Europe (Ukraine, Norvège, Espagne, France, et Belgique) et des Etats-Unis.

Evolution de l'activité minière

	2014	2015	2016	16/15
Production (milliers de tonnes)	3 862 556	4 179 548	3 586 190	-14,2%
Exportations (milliers de tonnes)	3 791 267	3 890 887	3 404 405	-12,5%
Ventes (milliers de tonnes)	3 789 483	3 823 430	3 408 554	-10,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	354 188	312 203	360 142	15,4%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	93 422	80 239	105 787	31,8%
Investissements (millions de FCFA)	59 298	38 120	46 568	22,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	31 935	39 620	40 290	1,7%
Effectifs (nombre d'agents)	2 594	1 995	1 764	-11,6%

Sources: Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

Cependant, malgré le repli des ventes en volume, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 15,4% pour s'établir à 360,1 milliards de FCFA, en raison de la remontée des cours du minerai de manganèse, à partir du mois d'avril, en liaison avec la réduction des stocks mondiaux de minerai et de la reprise de la demande chinoise.



Source : INSEE

Les investissements

Pour faire face à la dégradation des cours du manganèse sur le marché international constatée en début d'année, le leader du secteur a poursuivi en

2016 son plan de réduction des coûts. Cependant, en raison des importants travaux réalisés par la société Gabon Mining pour la construction de son usine d'enrichissement du manganèse, les investissements ont progressé de 22,2% par rapport à 2015, pour s'établir à environ 46,6 milliards de FCFA.

Les effectifs et la masse salariale

Le secteur a enregistré une diminution des effectifs de 11,6% à 1 764 agents en 2016, suite à la fermeture du gisement de Ndjolé. Par contre, la masse salariale s'est élevée à 40,3 milliards de FCFA, en hausse de 1,7% par rapport à 2015.

II.2.4 L'or

La production de l'or de Bakoudou a chuté de 30,7% à 1 020 kg. Cette évolution est imputable à l'approfondissement de la fosse, aux conditions pluviométriques difficiles et aux pannes électriques. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 23,7% à 22,9 milliards de FCFA contre 30 milliards de FCFA un an plus tôt.

Evolution de l'activité de l'or

	2014	2015	2016	16/15
Production (KG)	1 078	1 472	1 020	-30,7%
Lingots (nombre)	196	215	237	10,2%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	19,2	30,0	22,9	-23,7%
Effectifs (nombre d'agents)	251	244	248	1,6%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,4	1,7	2,2	29,4%
Investissements (en milliards de FCFA)	4,2	4,1	2,2	-46,3%

Sources : Reg Managem, SEM

L'investissement a porté sur la recherche et l'équipement, pour un montant de 2,2 milliards de FCFA, en retrait de 46,3% par rapport à 2015. Les effectifs ont progressé de 1,6% à 248 agents, pour une masse salariale de 2,2 milliards de FCFA. Celle-ci a progressé de 29,4% en raison des reclassements et glissements salariaux.

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité forestière a progressé à nouveau en 2016, avec une production de grumes qui a atteint 1 523 163 m³, soit une hausse de 7,1% consécutive à la demande croissante des unités industrielles. Parallèlement, les ventes aux industries locales ont observé la même tendance (+15,6%), suite à la forte demande exprimée par les unités de transformation sans permis forestiers. Ces

performances ont induit un accroissement de 12,2% à environ 31,4 milliards de FCFA du chiffre d'affaires. De même, les effectifs ont progressé de 8,3% à 1514 employés contre 1 398 en 2015.

Evolution de l'activité forestière

	2014	2015	2016	16/15
Production forestière (m ³)	1 228 592	1 421 531	1 523 163	7,1%
Ventes aux industries locales (m ³)	352 706	387 638	448 157	15,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	27 351	27 943	31 356	12,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 716	1 398	1 514	8,3%

Source : Enquête TBE

II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Les cultures maraichères

La filière des cultures maraichères et vivrières a consolidé ses performances au cours de l'année 2016. Ainsi, la production maraichère a progressé de 5,8% à 1017 tonnes. Celle des cultures vivrières s'est améliorée de 12,1%, suite à l'extension des surfaces cultivables et à l'augmentation des rendements, grâce à l'accompagnement de l'IGAD. Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est accru de 7% à 3,35 milliards de FCFA.

Cependant, en raison de la perspective de clôture en 2017 du PRODIAG, principal projet mis en œuvre par l'IGAD, les effectifs ont été réduits de 38,7% à 76 agents, pour une masse salariale de 755 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des cultures maraichères et vivrières

	2014	2015	2016	16/15
Productions				
Produits maraîchers (en tonnes)	888	961	1 017	5,8%
Produits viviers (en tonnes)	3 961	6 126	6 868	12,1%
Surface cultivée (en ha)	267	409	437	6,8%
En maraîchage	42	46	42	-8,7%
En cultures vivrières	225	363	394	8,6%
Nombre d'exploitations suivies	647	935	883	-5,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 361	3 133	3 353	7,0%
Produits maraîchers	1 115	1 001	922	-7,9%
Produits viviers	1 246	2 132	2 431	14,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 161	911	755	-17,2%
Effectifs (permanents)	126	124	76	-38,7%

ces : Igad, Agritropic

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1 La cacao-culture

Au cours de la campagne 2015/2016, les achats de cacao auprès des planteurs ont progressé de 38,7% pour une valeur estimée à 70,4 millions de FCFA. Cette embellie est inhérente à la mise en place d'un fonds d'achats cacao-café et à l'acquisition de moyens roulants. Toutefois, les ventes locales de cacao effectuées auprès d'un torréfacteur domestique ont atteint 8,5 tonnes, représentant un chiffre d'affaires de 5 millions de FCFA. Ainsi, le stock de cacao dans les dépôts est de 64,761 tonnes.

Evolution de l'activité cacao

	2013/2014	2014/2015	2015/2016	Variation
Achats (en tonnes)	69,4	52,8	73,2	38,7%

Source : Caistab

II.4.1.2.2 La caféiculture

Les achats de café ont presque doublé durant la campagne 2015/2016

comparativement à la campagne précédente pour se chiffrer à 43,9 tonnes. Parallèlement, les ventes locales ont progressé de 56,5% à 28 tonnes, en raison de la fermeté des commandes du principal client. Celles-ci ont généré un chiffre d'affaires de 24,9 millions de FCFA. Il est à noter qu'en l'absence des exportations en 2016, le stock de café s'est établi à 43,947 tonnes.

Evolution de l'activité café

	2013/2014	2014/2015	2015/2016	Variation
Achats (en tonnes)	23,0	23,2	43,9	89,2%
Ventes locales en tonnes	35,1	17,9	28,0	56,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	25,8	11,7	24,9	112,8%

Source : Caistab

II.4.1.2.3 L'huile de palme brute

La filière a été marquée par la mise en exploitation progressive des plantations d'Olam Palm Gabon à Kango (6 502 ha plantés /20.000 ha) et à Mouila (43 000 ha plantés/100 000 ha). De même, l'usine de transformation d'huile de palme d'Awala est opérationnelle depuis le mois d'août 2016, tandis que les travaux d'installation de l'usine de Mouila sont en cours d'achèvement. La production d'Olam s'est ajoutée à celle de SIAT Gabon.

Dans ce contexte, la production de régimes de palme s'est établie à 29 169 tonnes contre 4 924 tonnes en 2015. Sur le plan industriel, l'usine de Kango a produit 6 972 tonnes d'huile de palme brute et 435 tonnes d'huile d'amande (huile palmiste) en 2016.

Sur le plan commercial, 7 407 tonnes (huile de palme brute et d'huile d'amande) ont été vendues principalement à l'extérieur, notamment vers le Cameroun, le Nigeria et l'Espagne. Ces ventes ont généré un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2015	2016	16/15
Production (en tonnes)			
1. Régime de palme	4 924	29 169	492,4%
2. Huile brute	713	6 972	877,9%
3. Huile palmiste	129	435	237,1%
4. PKE	58	196	237,1%
Ventes (en tonnes)	842	7 407	779,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	363	2 835	681,1%
Investissements	76 052	89 162	17,2%
Effectifs (nombre d'agents)	5 614	8 414	49,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	40 594	48 713	20,0%

Source: Olam Palm Gabon

Les investissements réalisés en 2016 ont atteint près de 89,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 17,2% par rapport à 2015. Ils ont été orientés essentiellement vers l'extension des plantations (actif biologique), les équipements des usines de transformation et le matériel roulant.

Les effectifs employés dans les plantations et l'usine ont progressé de 49,9% à 8 414 agents, pour une masse salariale de 48,7 milliards de FCFA.

II.4.1.2.4 L'hévéaculture

La filière a enregistré de nouvelles contre-performances, avec une dégradation des volumes usinés. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a à nouveau reculé en 2016 (-6,9%), pour s'établir à 28 699 tonnes, en raison notamment du vieillissement des plantations. De même, la transformation de caoutchouc humide en granulé a diminué de 15,8% à 14 917 tonnes.

Parallèlement, les exportations de caoutchouc en granulé ont baissé de 21,6% sur la période sous-revue pour atteindre 14 122 tonnes. Le chiffre d'affaires a, quant à lui, chuté de 25,3% par rapport à 2015.

En matière d'investissement, un montant de 11,1 milliards de FCFA a été consacré à l'aménagement et à l'extension des plantations, la régénération du matériel végétal des fermes et l'amélioration de la productivité. Ces investissements sont essentiellement liés au développement du projet porté par Olam Rubber dans la région de Bitam. Les effectifs employés ont

augmenté de 19,1% en 2016 à 2 412 agents, induisant une masse salariale de près de 6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2014	2015	2016	16/15
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	36 881	30 818	28 699	-6,9%
Caoutchouc usiné	17 066	17 717	14 917	-15,8%
Exports caoutchouc usiné	17 153	18 006	14 122	-21,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 871	14 761	11 032	-25,3%
Investissements (en millions de FCFA)	3 661	14 035	11 145	-20,6%
Effectifs (nombre d'agents)	180	2 026	2 412	19,1%
Masse salariale (en millions)	1 295	5 871	5 968	1,7%

Sources : SIAT Gabon, Olam Rubber Gabon

II.4.2 L'élevage

Les résultats de la branche de l'élevage ont été mitigés en 2016. En effet, le cheptel du ranch de la Nyanga s'est accru de 8,5% à 5 361 têtes contre 4 941 en 2015, en raison de l'importation de veaux, de l'accroissement des naissances et de la diminution de la mortalité.

Cependant, l'élevage de porc a enregistré une baisse de 7,6% à 1 110 bêtes et ce, malgré la reprise des activités du Centre d'Application Agropastoral de Franceville (CAAF). De même, le ralentissement des activités du PRODIAG et les difficultés d'approvisionnement en aliments pour bétail ont contraint certains petits éleveurs indépendants à arrêter leurs exploitations. Ceci s'est traduit par un fort repli du cheptel des poules pondeuses ainsi que de la production des œufs.

Sur le plan commercial, la chute des ventes de viande (bœuf, porc et poules) a entraîné une régression de 49,9% du chiffre d'affaires de l'élevage qui s'est établi à 1,08 milliard de FCFA

Evolution de l'activité d'élevage

	2014	2015	2016	16/15
Cheptel				
Bœufs (nombre)	4 761	4 941	5 361	8,5%
Porcs (nombre)	1 224	1 201	1 110	-7,6%
Poules pondeuses (nombre)	85 000	62 597	22 290	-64,4%
Œufs (milliers d'unités)	21 420	15 774	5 617	-64,4%
Ventes de viande (en kg)	365 133	321 775	186 562	-42,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 816	2 146	1 076	-49,9%
Effectifs (nombre d'agents)	95	92	61	-33,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	902,2	873,7	755,9	-13,5%

Sources: SIAT Gabon, Olam Rubber Gabon

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières de la minoterie et aviculture, des huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. En 2016, le chiffre d'affaires du secteur agroalimentaire s'est amélioré de 2,3%.

II.5.1.1 La production meunière et avicole

La branche meunière et avicole a enregistré un tassement de son activité en 2016. Ainsi, la production de farine a diminué de 4,2% à 69 464 tonnes, en raison de la contraction de la demande plombée par la concurrence des produits importés. Cependant, soutenues par la fermeté de la demande locale, les productions des aliments pour bétail et les œufs se sont consolidées respectivement de 5,6% et 5,5%. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires, évalué à 32,9 milliards de FCFA en 2016, a baissé de 2,5%.

Les investissements, d'une valeur de 1,1 milliard de FCFA, ont été orientés vers l'amélioration de l'outil de production. Les effectifs ont reculé de 3,2% pour se situer à 209 agents pour une masse salariale de 2,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2014	2015	2016	16/15
Productions				
Farine (en tonnes)	72 935	72 472	69 464	-4,2%
Issues (en tonnes)	19 324	19 954	19 942	-0,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	28 551	27 593	29 127	5,6%
Œufs (en milliers d'unités)	40 213	42 789	45 159	5,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	34 788	33 739	32 883	-2,5%
Investissements (en millions de FCFA)	1 121	884	1 125	27,3%
Effectifs (nombre d'agents)	213	216	209	-3,2%
Masse salariale (en million de FCFA)	3 325	2 986	2 594	-13,1%

Source: Société Meunière et Avicole du Gabon

II.5.1.2 Les huiles et corps gras

En 2016, la filière a été marquée par la mise en service de l'usine d'Awala près de Kango et le rachat des installations de SIAT Gabon, à Lambaréné, par le groupe Olam. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du développement de son activité de transformation d'huile de palme brute.

En raison des travaux de réhabilitation de l'outil de production, les activités de l'usine de Lambaréné ont été suspendues au second semestre 2016. Suite aux travaux réalisés, la capacité de production du savon a été portée de 10 à 20 tonnes par jour. En raison de cet arrêt, toutes les productions ont enregistré une évolution négative comparativement aux résultats de 2015.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2014	2015	2016	16/15
Production (en tonnes)				
Huile rouge	6 466	7 702	2 927	-62,0%
Huile raffinée (oléine)	6 170	5 362	2 438	-54,5%
Savons	2 350	2 274	1 279	-43,8%
Ventes (en tonnes)	8 796	7 592	3 903	-48,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 241	7 446	3 408	-54,2%
Effectifs (nombre d'agents)	174	167	153	-8,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 170	1 113	551	-50,5%

Source : SIAT

II.5.1.3 La production sucrière

La branche de la raffinerie de sucre a enregistré de bonnes performances en 2016, aux plans agronomique et industriel. En effet, grâce aux conditions climatiques favorables, la raffinerie a produit 24 610 tonnes de granulé de sucre de 50 kg, soit une hausse de 4,6% par rapport à 2015. Dans le même temps, la transformation de sucre en morceaux a progressé de 34,6%, suite à l'installation des nouvelles machines sur la deuxième ligne de production.

De même, sur le plan commercial, l'augmentation des quantités vendues (+2,4%), grâce à la fermeté de la demande domestique (industriels et ménages), a généré un chiffre d'affaires de 20,3 milliards de FCFA, en amélioration de 2,8% par rapport à l'année précédente.

Compte tenu de la forte demande de sucre en morceaux, la SUCAF a investi 2,5 milliards de FCFA dont 1,2 milliard de FCFA pour l'achat d'une nouvelle machine de fabrication de sucre en morceaux. Les effectifs permanents ont enregistré une baisse de 2,6%, alors que la masse salariale a augmenté de 58,2% par rapport à 2015, en raison du recours accru à la main-d'œuvre temporaire (875 personnes contre 457 en 2015).

Evolution de l'activité sucrière

	2014	2015	2016	16/15
Production (en tonnes)	23 880	23 521	24 610	4,6%
Importations (en tonnes)	10 393	6 877	9 963	44,9%
Total sucre transformé	18 418	15 044	20 253	34,6%
Sucre (en morceaux)	10 176	8 536	9 772	14,5%
Autres (dose, granulé 1kg)	8 242	6 508	10 481	61,0%
Ventes (en tonnes)	32 333	32 231	33 005	2,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 922	19 738	20 290	2,8%
Investissements (en millions de FCFA)	2 034	2 913	2 504	-14,0%
Effectifs (nombre d'agents)	393	385	375	-2,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 463	3 456	5 467	58,2%

Source : Sucaf

II.5.1.4 Les boissons

II.5.1.4.1 Les bières et les boissons gazeuses

L'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées s'est affermie en 2016, portée par une demande domestique soutenue. La production totale a ainsi augmenté de 4,7%, pour un volume de 2,8 millions d'hectolitres. Cette progression s'explique par la bonne tenue de la production des bières et des diverses boissons, notamment de l'Alcoomix. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est consolidé de 6,3% à 167,8 milliards de FCFA.

Concernant l'emploi, les effectifs sont passés de 961 agents permanents à 976 agents en 2016, pour une masse salariale de 13,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2014	2015	2016	16/15
Productions (en hectolitres)	2 932 164	2 704 007	2 831 031	4,7%
Bières	1 694 114	1 542 169	1 654 120	7,3%
Boissons gazeuses	1 155 380	1 073 129	1 082 567	0,9%
Vins	30 859	45 484	47 046	3,4%
Divers	51 811	43 225	47 298	9,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	157 447	157 848	167 804	6,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	12 174	13 664	13 490	-1,3%
Effectifs (nombre d'agents)	961	961	976	1,6%

Sources : Sobraga, Sovingab.

II.5.1.4.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale a enregistré une hausse de 18,1% en 2016 pour un volume de 781 267 hectolitres. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à 14,8 milliards de FCFA, en hausse de 3,2%. Les effets liés aux problèmes techniques rencontrés par la Soboleco, ont été atténués, d'une part, par le fonctionnement optimal de la deuxième ligne de production. D'autre part, ils ont été compensés par la production additionnelle des nouvelles marques (Akewa et Aning'Eau) et la fermeté de la demande locale. Les effectifs ont été renforcés en 2016 à 64 agents, pour une masse salariale de 813 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2014	2015	2016	16/15
Production d'eau (en hectolitres)	569 922	661 776	781 267	18,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 041	14 370	14 829	3,2%
Effectifs (nombre d'agents)	48	54	64	18,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	569	706	813	15,2%

Sources: Soboleco, Sobraga

II.5.2 Les Industries du Bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2016 avec la création de huit (8) nouvelles unités de transformation tous segments confondus. Les industries du bois comprennent trois niveaux de transformation, à savoir :

- 1^{er} niveau : sciage et déroulage ;
- 2^{eme} niveau : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3^{eme} niveau : menuiserie et ébénisterie.

Les performances des industries de transformation du bois se sont raffermies en 2016, grâce à un meilleur approvisionnement des usines. Ainsi, la production totale, tous segments confondus, a progressé de 17,9% pour s'établir à 797 187 m³.

Sur le plan commercial, les exportations ont observé la même tendance, avec une hausse de 11% pour s'afficher à 677 621 m³, en liaison avec le dynamisme du marché international. Cependant, les ventes locales ont baissé de 13,7%, suite à la contraction de la demande. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,2% pour se situer à 186,987 milliards de FCFA.

Les emplois se sont accrus de 6,7% à 9 953 agents, en réponse au besoin en personnels induit par l'accroissement des capacités industrielles.

Evolution de l'activité industrielle

en mètres cubes	2014	2015	2016	16/15
Production	609 657	676 049	797 187	17,9%
Ventes locales	36 007	45 536	39 302	-13,7%
Exportations	554 194	610 515	677 621	11,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	156 077	177 665	186 987	5,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	19 970	57 376	67 095	16,9%
Investissement (millions de FCFA)	53 261	73 303	66 485	-9,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	32 913	38 553	42 980	11,5%
Effectifs (agents permanents)	8 476	9 325	9 953	6,7%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

Ce segment représente plus de 80% des unités de transformation de la filière avec 117 usines de sciage en 2016 contre 114 en 2015. Celles-ci sont identifiées dans tout le pays, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire, du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent principalement les bois débités, à savoir : les lattes les chevrons et les planches.

L'activité de sciage a enregistré des résultats mitigés. En effet, sur le plan industriel, la production a progressé de 10,6% à 470 479 m³, suite au maintien du rythme d'approvisionnement des unités de transformations en grumes.

Parallèlement, soutenues par la fermeté de la demande extérieure, les exportations ont progressé de 2,4% pour atteindre 407 503 m³. A contrario, les ventes locales ont baissé de 10,7% à 30 333 m³, suite à la concurrence des opérateurs informels. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 112,6 milliards de FCFA, en légère baisse par rapport à 2015. En matière d'emploi, les effectifs ont enregistré une hausse de 4,1%, pour répondre aux besoins en main-d'œuvre des nouvelles usines.

Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2014	2015	2016	16/15
Production	369 310	425 320	470 479	10,6%
Ventes locales	25 662	33 972	30 333	-10,7%
Exportations	358 929	397 919	407 503	2,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	97 426	113 522	112 604	-0,8%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	6 355	40 159	47 051	17,2%
Investissement (millions de FCFA)	40 359	58 579	50 934	-13,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	27 442	31 369	35 338	12,7%
Effectifs (agents permanents)	6 904	7 316	7 613	4,1%

Source : Enquête TBE

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend seize (16) unités de transformation fabriquant essentiellement des placages (dix unités) et des contreplaqués (six unités) à base d'okoumé. Le renforcement des capacités de production amorcé en 2012 a continué de dynamiser ce segment. Par ailleurs, les ventes

de contreplaqué se sont bien comportées en raison de la demande soutenue du marché européen.

Le placage

L'amélioration continue de l'approvisionnement des usines en matières premières a induit un accroissement de 28% à 246 726 m³ de la production de placage en 2016. De même, les exportations et le chiffre d'affaires ont progressé respectivement de 26,9% et de 16,1%, sous l'effet de l'embellie du marché international.

Evolution de l'activité des industries de placage

en mètres cubes	2014	2015	2016	16/15
Production	184 589	192 716	246 726	28,0%
Ventes locales	0	25	25	0,0%
Exportations	156 188	160 149	203 185	26,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	40 339	42 329	49 141	16,1%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	8 544	10 735	12 205	13,7%
Investissement (millions de FCFA)	11 617	13 333	13 724	2,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 610	5 058	5 457	7,9%
Effectifs (agents permanents)	1 351	1 288	1 369	6,3%

Source : Enquête TBE

Le contreplaqué

Le segment de fabrication de contreplaqué a enregistré une amélioration continue de ses performances en 2016, avec une augmentation de 37,9% de sa production. Sur le plan commercial, les exportations ont également progressé (+27,6%) pour se situer à 66 933 m³, en raison de l'affermissement du marché extérieur. Cependant, les ventes locales ont chuté de 22,5% à 8 944 m³, suite à la contraction de la demande. En dépit de cette contre-performance locale, le chiffre d'affaires s'est affermi (+15,7%) pour atteindre 25,2 milliards de FCFA. En une année, 250 emplois supplémentaires ont été créés, portant ainsi la masse salariale à environ 2,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

en mètres cubes	2014	2015	2016	16/15
Production	55 758	58 013	79 982	37,9%
Ventes locales	10 345	11 539	8 944	-22,5%
Exportations	39 077	52 447	66 933	27,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	18 312	21 814	25 242	15,7%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	5 071	6 482	7 839	20,9%
Investissement (millions de FCFA)	1 285	1 391	1 827	31,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	861	2 126	2 185	2,8%
Effectifs (agents permanents)	221	721	971	34,7%

Source : Enquête TBE

Les unités de menuiserie, d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

L'activité de la troisième transformation, qui était autrefois réalisée par les unités de menuiserie et d'ébénisterie de petite taille, a vu l'implantation d'unités industrielles ces dernières années. Il s'agit notamment de RFM, Gabon Wood Industries et Gorillain ainsi que Woodville Furniture installées au sein de la ZERP de Nkok et spécialisées dans la fabrication des portes, fenêtres et tables-bancs.

En 2016, la production de ce segment a enregistré une hausse de 112,3% pour atteindre 4 353 pièces contre 2 050 pièces en 2015, en raison de la forte demande locale.

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) est le seul opérateur de la branche. Celle-ci a consolidé ses performances industrielles dans le prolongement des résultats de l'année précédente.

Le brut traité

Le bon fonctionnement de la raffinerie a favorisé l'augmentation du volume de brut traité qui s'est accru de 11%, se situant à 1 007 568 tonnes métriques en 2016 contre 907 783 tonnes métriques en 2015. Afin de combler le déficit structurel en gasoil et en butane, la société a importé des produits pétroliers raffinés à hauteur de 185 890 tonnes métriques contre 248 945 tonnes métriques en 2015, soit une baisse de 25,3%.

Evolution de l'activité de production de Sogara

en tonnes métriques	2014	2015	2016	16/15
Total brut traité	832 828	907 783	1 007 568	11,0%
Total Importations	388 811	248 945	185 890	-25,3%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le plan commercial, les ventes locales des produits pétroliers raffinés ont baissé en 2016, notamment le gasoil (-11,1%) et le pétrole lampant (-5,6%), suite à la contraction des consommations de ces produits. Cependant, malgré le bon comportement du résidu atmosphérique à l'exportation (+10%), le chiffre d'affaires a chuté de 23,6% pour se situer à 268,07 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution a été exacerbée par la diminution des prix des produits pétroliers en début d'année, du fait de la réactivation du mécanisme d'indexation des prix à la pompe.

Evolution des ventes de Sogara

	2014	2015	2016	16/15
Marché intérieur				
Butane (TM)	35 975	40 361	40 012	-0,9%
Super (m ³)	106 913	71 271	74 010	3,8%
Pétrole lampant (m ³)	33 031	25 557	24 125	-5,6%
Turbine fuel 1 (m ³)	56 983	47 531	48 809	2,7%
Gasoil moteur (m ³)	630 064	446 933	397 107	-11,1%
Marché Export				
Résidu atmosphérique (TM)	462 672	519 011	570 688	10,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES	490 914	350 652	268 070	-23,6%
Chiffre d'affaires intérieur (millions de FCFA)	362 914	263 117	190 615	-27,6%
Chiffre d'affaires export (millions de FCFA)	128 000	87 535	77 455	-11,5%

Source : Sogara

Investissement, effectifs et masse salariale

Les investissements, d'un montant de 2,3 milliards de FCFA, se sont accrus de 8,5% et ont été consacrés à l'achat d'une chaudière, des compteurs et des appareils de laboratoire d'analyse. Les effectifs ont baissé de 8,8% à 280 agents en raison des départs négociés et à la retraite. Ces derniers ont nécessité le paiement de droits qui ont impacté le niveau de la masse salariale (+1,8%).

Evolution des effectifs et de la masse salariale

en millions de FCFA	2014	2015	2016	16/15
Investissements (millions de FCFA)	3 016	2 121	2 302	8,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	8 500	10 953	11 145	1,8%
Effectifs (nombre d'agents)	289	307	280	-8,8%

Source : Sogara

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

En 2016, la branche énergie a enregistré des résultats positifs confortés par l'amélioration de l'outil de production et le renforcement des dessertes en eau et en électricité.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2014	2015	2016	16/15
Abonnements (nombre)				
Electricité	280 639	284 493	306 064	7,6%
Eau	164 567	166 723	172 358	3,4%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 171	2 245	2 310	2,9%
Production SEEG	1 789	1 718	1 738	1,2%
Achats d'électricité (Télémenia)	382	527	572	8,5%
Eau (en millions de m ³)	99	109	116	6,4%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 650	1 704	1 807	6,0%
Moyenne tension	613	600,7	613,4	2,1%
Basse tension	1 037	1 102,90	1 193,20	8,2%
Eau (en millions de m ³)	70	73,9	69,1	-6,5%
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	194	201	209	4,0%
Electricité	164	161,3	172,1	6,7%
Eau	24	27,1	26,6	-1,8%
Prestations	6	8,8	6,3	-28,4%
Autres	-	3,9	4,2	7,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	64,7	76	73	-3,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	13	19	24	26,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	24,5	27	31	14,8%
Effectifs (agents permanents)	1 834	1 964	1 976	0,6%

Source : Seeg

II.5.4.1 L'électricité

La production de la branche électricité s'est accrue de 2,9% à 2 310 Gwh, suite au déploiement de nouveaux groupes électrogènes dans certaines localités du pays. De même, la demande soutenue des ménages explique la hausse de 6% des ventes d'électricité hors cession.

II.5.4.2 L'eau

La production de l'eau potable a progressé de 6,4% à fin décembre 2016, en liaison avec le renforcement des réseaux de distribution et la mise en service de nouveaux forages. Toutefois, les ventes hors cession ont reculé de 6,5%, en raison de nombreuses fuites d'eau sur le réseau.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires global des activités du secteur énergie a progressé de 4% à 209 milliards de FCFA en 2016, favorisé par la hausse du nombre d'abonnés tant en électricité qu'en eau.

La valeur ajoutée a enregistré une baisse de 3,9% pour s'établir à 73 milliards de FCFA. Celle-ci est imputable à l'augmentation des consommations de carburants suite aux difficultés d'approvisionnement des centrales thermiques en gaz naturel.

A l'inverse, les investissements de la société ont progressé de 26,3% à 24 milliards de FCFA. Ils ont été destinés au renouvellement des installations, à la pose de canalisations, à l'extension des réseaux de desserte et à la réalisation de forages.

Les effectifs ont été de 1 976 agents, en légère progression (+0,6%) par rapport à 2015, pour une masse salariale de 31 milliards de FCFA contre 27 milliards en 2015, soit une hausse de 14,8% induite par le paiement de droits de départ à la retraite.

II.5.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation sont constituées de la chimie, des matériaux de construction, la seconde transformation des métaux et de l'industrie minière. Globalement, l'activité des autres industries s'est améliorée sous l'impulsion des usines nouvellement installées à Owendo et dans la zone de Nkok.

II.5.5.1 La chimie

La chimie comprend les sous-branches peintures, gaz industriels, lubrifiants, industries des matelas, désinfectants et papier à base d'ouate de cellulose.

En 2016, l'activité de ces industries a pâti de la contraction de la demande des principaux clients et de la concurrence des produits importés. Ainsi, le chiffre d'affaires a reculé de 7,9% à 20,4 milliards de FCFA. Les investissements, d'une valeur de 353 millions de FCFA, ont été consacrés au renouvellement du parc informatique et à la réhabilitation de l'outil de production.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2014	2015	2016	16/15
Productions				
- Peintures (tonnes)	5 686	4 320	4 544	5,2%
- Plastique (tonnes)	-	131	137	4,6%
- Gaz industriels (m ³)	680 072	840 819	515 013	-38,7%
- Lubrifiants (tonnes)	5 215	3 009	3 202	6,4%
- Emballages métalliques et plastiques (unités)	303 720	146 959	86 861	-40,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	30 213	22 119	20 366	-7,9%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	858	1 914	2 072	8,2%
Investissements (millions de FCFA)	526	452	353	-21,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 214	3 134	2 805	-10,5%
Effectifs (nombre d'agents)	366	320	337	5,3%

Sources : Chimie Gabon, Gpl, Sgi, Air Liquide, Pizolub, Satoga, Mousse Industrie, Chimitechnic

Les peintures

A fin décembre 2016, la branche des peintures a consolidé les performances industrielles enregistrées en cours d'année. Ainsi, la production totale s'est établie à 4 544 tonnes, soit une augmentation de 5,2% par rapport à 2015.

Les gaz industriels

La morosité de l'activité de gaz industriels s'est poursuivie à fin décembre 2016. En effet, le fléchissement de la production de l'oxygène et de l'azote liquide (-57,5% et -30,5% respectivement) a entraîné la chute de 38,7% de la

production totale de gaz. Celle-ci s'est chiffrée à 515 013 m³, du fait de la diminution des consommations des gaz industriels par les secteurs pétrolier et parapétrolier.

Les lubrifiants

La branche de la fabrication des lubrifiants a enregistré des résultats mitigés. La production s'est établie à 3 202 tonnes en hausse de 6,4%. En revanche, la chute de la production des emballages métalliques et plastiques (-40,9%) est liée à la contraction de la demande de certaines industries chimiques et agroalimentaires.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

L'activité de fabrication de ciment s'est affermie en 2016, sous l'effet de la montée en puissance de l'usine nouvellement mise en service à Owendo. Ainsi, la production de ciment a progressé de 58,5% à 392 030 tonnes. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 32,3% à près de 38,4 milliards de FCFA.

Evolution des matériaux de construction

	2014	2015	2016	16/15
Production (tonnes)				
Ciment	161 347	247 278	392 030	58,5%
Sable (m ³)	1 100 000	650 000	764 000	17,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	26 343	29 023	38 383	32,3%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	2 762	9 036	14 370	59,0%
Investissements (millions de FCFA)	432	167	150	-10,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 701	2 202	1 958	-11,1%
Effectifs (nombre d'agents)	186	220	220	0,0%

Sources : CIMAF, Cimagabon, Sablière d'Owendo

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux a confirmé les performances enregistrées en début d'année, en raison de la demande soutenue des principaux clients, notamment les quincailleries et les ménages. La production des tôles a ainsi augmenté de 30,6% pour s'établir à 3 134 tonnes. Parallèlement, la production de fer à béton a atteint 9 263 tonnes.

Tableau de bord de l'économie

Malgré cette embellie, le chiffre d'affaires généré par les prestations et la vente des produits a régressé de 19,4% pour s'établir à 29,8 milliards de FCFA, sous l'effet de la faiblesse des commandes au niveau de la construction métallique et la chaudronnerie.

La masse salariale a reculé de 7,9% à 4,5 milliards de FCFA, en liaison avec les licenciements économiques opérés par certaines structures, alors que les effectifs ont progressé de 73% en raison du lancement des usines de fabrication des fers à béton et des batteries pour automobiles.

Les investissements, d'un montant de 12,9 milliards de FCFA en 2016, ont été alloués à l'installation de nouvelles unités industrielles dans la zone de Nkok et au renouvellement des équipements.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2014	2015	2016	16/15
Production (tonne)				
Tôles	2 726	2 399	3 134	30,6%
Fers à béton	1 986	2 627	9 263	252,6%
Batteries d'automobile (unités)			1 000	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	46 498	37 017	29 849	-19,4%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	5 496	10 197	7 393	-27,5%
Investissements (millions de FCFA)	2 790	2 001	12 914	545,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 029	4 877	4 490	-7,9%
Effectifs (nombre d'agents)	328	252	436	73,0%

Sources : Sotralga, Acieries du Gabon, Friedlander, Comerg, Hai Sheng

II.5.5.4 L'industrie minière

Après deux ans d'activité, le Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) est encore dans sa phase de rodage. Les quantités produites se sont établies à 20 323 tonnes en 2016, en hausse de 24,3% par rapport à 2015. Cette évolution a été soutenue par la bonne orientation du manganèse métal dont la production a plus que doublé.

Les exportations des produits élaborés ont généré un chiffre d'affaires de près de 11 milliards de francs CFA en 2016, en hausse de 48,5% par rapport à 2015. Ce résultat a été enregistré en dépit du recul des prix du silico-manganèse et du manganèse métal de 22,2% et 8,8% respectivement.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

En tonne	2015	2016	16/15
Production Silico Manganèse (SiMn)	14 547	15 067	3,6%
Production Manganèse Métal (Mn Métal)	1 807	5 256	190,9%
Production Totale	16 354	20 323	24,3%
Exportations	15 219	19 641	29,1%
Prix moyen Silico Manganèse (FCFA/tonne)	432 027	336 113	-22,2%
Prix moyen Manganèse Métal (FCFA/tonne)	996 419	908 998	-8,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 389	10 970	48,5%
Effectifs (nombre d'agents)	433	441	1,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	10 148	7 357	-27,5%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

II.5.6.1 L'imprimerie

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie s'est amélioré de 8,5%, soutenu, d'une part, par la fermeté de la demande liée à l'organisation de l'élection présidentielle, d'autre part, par la bonne tenue du marché des étiquettes. La relative hausse des effectifs (+0,5%) et le paiement des indemnités de départ ont induit une augmentation de la masse salariale de 3,9% à 2 585 millions de FCFA.

Evolution de l'imprimerie

	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 477	9 951	10 795	8,5%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	6 234	5 084	5 784	13,8%
Investissements (millions de FCFA)	3 325	4 148	4 103	-1,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 533	2 488	2 585	3,9%
Effectifs (nombre d'agents)	229	206	207	0,5%

Sources : Multipress Gabon, S.G.I.T, Imprilux, Dfi

II.5.6.2 L'édition et la presse

La branche de l'édition et de la presse a subi des perturbations en 2016, en raison des événements post-électorales qui ont entraîné la mévente de journaux. Elle a en outre souffert de la baisse des contrats publicitaires et de pe-

tites annonces. Le chiffre d'affaires s'est ainsi établi à 3,6 milliards de FCFA contre 4,04 milliards en 2015, soit un recul de 10,8%.

Evolution de l'édition et la presse

	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 550	4 036	3 600	-10,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	553	567	567	0,0%
Effectifs (nombre d'agents)	53	53	55	3,8%

Source : Sonapresse

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Malgré l'accélération de chantiers liés à l'organisation de la CAN 2017, le secteur des BTP a enregistré une nouvelle baisse d'activité en 2016, suite au ralentissement et à l'arrêt de certains grands chantiers. La production consolidée des deux segments a ainsi régressé de 5,5% à 436,4 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Cette contraction a été atténuée par les travaux de construction des infrastructures routières et portuaires (route PK5-PK12, route Port-Gentil-Omboué, nouveau port d'Owendo, etc.), ainsi que ceux liés aux stades (Oyem et Port-Gentil). La valeur ajoutée du secteur a régressé de 10,6%.

Dans ce contexte, certaines entreprises ont procédé aux licenciements économiques qui se sont traduits par une réduction de 1,8% des effectifs.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Production vendue	478 539	461 531	436 363	-5,5%
- Bâtiment-génie-civil	439 487	425 667	402 687	-5,4%
- Lignes eau, électricité, téléphone	39 053	35 864	33 676	-6,1%
Valeur ajoutée	49 654	42 718	38 203	-10,6%
Investissements	34 491	30 160	23 024	-23,7%
Masse salariale	43 138	32 562	33 151	1,8%
Effectifs permanents	7 014	4 723	4 636	-1,8%

Sources: SocobaEdtpl, Sericom-Santuillo, Colas Gabon, Sinohydro, MikaServices, Sobeas, Acciona, Cgpr, Avantis, Sogacer, Groa, Htpg, Cetex, Lnbtg, Soco Tp, Cscec, Nuez et Fils, Afcons, Crbc, SogafricServices, BouyguesEnergies et Services, Seteg, ETE, ShanghaiConstruction, Facoconstruction, DragagesGabon et Corail BTP.

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports est subdivisé en quatre branches représentant les différents moyens de transport les plus usités dans le pays, à savoir :

- le transport ferroviaire ;
- le transport aérien ;
- transport maritime et fluvial ;
- transport terrestre.

En plus des opérateurs œuvrant dans les branches citées en sus, on retrouve les auxiliaires de transport. Ces derniers sont spécialisés dans l'organisation du transport des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, commissaires de transport, transporteurs terrestres etc..).

II.7.1 Le transport ferroviaire

En 2016, le volume consolidé des marchandises acheminées par rails a reculé de 8,7% pour se situer à 4,2 millions de tonnes contre 4,6 millions de tonnes en 2015. Cette évolution est consécutive à la baisse des volumes de manganèse et des produits pétroliers transportés, en dépit des évolutions positives relevées au niveau des autres composantes.

Parallèlement, le nombre de passagers a progressé de 17,2%, en raison des déplacements des populations dans le cadre de la tenue des élections présidentielles. En conséquence, le chiffre d'affaires global a augmenté de 9,7%, pour atteindre 56,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonne)	2014	2015	2016	16/15
Total marchandises transportées	4 321 361	4 649 209	4 245 112	-8,7%
Grumes	340 039	333 389	375 603	12,7%
Bois débités	32 347	39 089	37 895	-3,1%
Manganèse	3 663 951	3 974 986	3 411 479	-14,2%
Produits pétroliers	60 851	56 763	50 740	-10,6%
Autres marchandises	224 173	244 982	369 395	50,8%
Passagers (en nombre)	215 221	237 399	278 316	17,2%

Source : Setrag

La valeur ajoutée s'est accrue de 53,6%, suite à des efforts de maîtrise des coûts. Les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 10,3% et 15,8%.

Evolution des performances du transport ferroviaire

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	44 604	51 661	56 661	9,7%
Valeur ajoutée	20 475	20 632	31 690	53,6%
Masse salariale	14 048	22 240	18 728	-15,8%
Investissements	22 855	19 372	18 365	-5,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 246	1 238	1 110	-10,3%

Source : Setragt

II.7.2 Le transport aérien

A fin 2016, la branche du transport aérien a confirmé la tendance baissière observée au cours de l'année, au regard de l'évolution descendante de tous les indicateurs d'activité. En effet, les mouvements commerciaux des avions, le nombre de passagers transportés et le volume du fret ont baissé respectivement de 3,9%, de 9% et de 9,6%. La morosité de l'activité dans le secteur pétrolier et le recours plus accru au transport terrestre du fait de l'amélioration de la qualité de certains axes routiers expliquent cette évolution.

Evolution de l'activité aérienne

	2014	2015	2016	16/15
Mouvements avions commerciaux	28 450	26 316	25 292	-3,9%
- réseau domestique	15 307	13 268	12 618	-4,9%
- réseau international	13 143	13 048	12 674	-2,9%
Nombre passagers	965 578	939 699	855 145	-9,0%
- vols domestiques	304 212	267 179	228 546	-14,5%
- vols internationaux	568 617	540 774	488 712	-9,6%
- en transit	92 749	131 746	137 887	4,7%
Volume du fret (tonnes)	19 457	15 183	13 722	-9,6%
- réseau domestique	1 755	1 093	797	-27,1%
- réseau international	17 702	14 090	12 925	-8,3%

Source: Aéroport de Libreville (ADL)

II.7.2.1 Le trafic aérien national

Les mouvements commerciaux des avions au niveau du trafic aérien national ont enregistré une baisse de 4,9% à 12 618 vols en 2016 contre 13 268 en 2015, du fait des difficultés d'exploitation d'Afric Aviation et de la cessation des activités d'Allegiance. Ces facteurs expliquent également l'évolution baissière du nombre de passagers transportés (- 14,5%).

II.7.2.2 Le trafic aérien international

En 2016, les mouvements commerciaux des avions sur le réseau international ont fléchi de 2,9%, suite aux contreperformances de certaines compagnies (Ethiopian Airlines, Camair-Co et Ecair). En conséquence, le nombre de passagers à régressé de 9,6% à 488 712 personnes.

II.7.2.3 Les résultats des compagnies aériennes.

La crise des secteurs pétrolier et parapétrolier a fortement ébranlé l'activité des compagnies aériennes en 2016. Elle s'est matérialisée sur le plan commercial par une baisse du chiffre d'affaires de 7,4% à 66,8 milliards de FCFA contre 72,1 milliards en 2015. De plus, les entreprises ont réduit leurs investissements de 10% par rapport à l'année précédente.

Evolution des performances du transport aérien

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	81,7	72,1	66,8	-7,4%
Masse salariale	5,8	3,6	3,8	5,6%
Investissements	0,32	0,1	0,09	-10,0%
Effectifs (nombre d'agents)	383	333	235	-29,4%

Sources: ADL, Africa Aviation, SolentaAviation, Heli-Union, Ram, Air France, NRT

II.7.3 Le transport maritime et fluvial

II.7.3.1 Le transport maritime

En 2016, les compagnies maritimes ont été pénalisées par la perte des contrats auprès des compagnies pétrolières et la faiblesse des commandes, en liaison avec la morosité de l'activité dans les principaux secteurs de l'économie. A cet effet, le chiffre d'affaires consolidé de la branche a baissé de 14,4% pour se situer à 107 milliards de FCFA. Les effectifs et la masse salariale ont diminué respectivement de 13,7% et 3,7%.

Evolution des performances du transport maritime

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	121	125	107	-14,4%
Valeur ajoutée	4,6	2,6	1,6	-38,5%
Investissements	9,5	0,3	0,5	66,7%
Masse salariale	27	13,4	12,9	-3,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 763	842	727	-13,7%

Sources: Maesk, Necotrans, Smit, Bourdon Osffshorre, CMA CGM Gabon

II.7.3.2 Les activités portuaires

Le port d'Owendo

Au port d'Owendo, malgré la baisse des mouvements de bateaux de 10,7%, le volume des marchandises manipulées a progressé de 6,3% à 6,7 millions de tonnes en 2016 contre 6,3 millions de tonnes en 2015. Cette évolution provient essentiellement du transport des autres produits et du manganèse.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2014	2015	2016	16/15
Mouvements des bateaux (nombre)	622	581	519	-10,7%
Volume total de marchandises	5 626 190	6 332 159	6 728 426	6,3%
Bois débités	446 773	462 698	454 541	-1,8%
Manganèse	2 978 982	3 807 520	3 940 159	3,5%
Autres marchandises	2 200 435	2 061 941	2 333 726	13,2%

Source: OPRAG Libreville

Le port de Port-Gentil

Le volume de marchandises manipulées a reculé de 2,8% pour se situer à 377 226 tonnes en 2016, nonobstant l'accroissement des mouvements des bateaux. Cette tendance résulte de la faiblesse des importations des autres marchandises consécutivement à la baisse de l'activité dans la province.

Evolution de l'activité portuaire de Port-Gentil

(en tonnes)	2014	2015	2016	16/15
Mouvements des bateaux (nombre)	681	249	326	30,9%
Volume total de marchandises	421 804	388 082	377 226	-2,8%
Produits forestiers	196 199	57 475	55 867	-2,8%
Autres marchandises	225 605	330 607	321 359	-2,8%

Source: OPRAG Libreville

Le Port Môle

Les mouvements des bateaux et les volumes de marchandises transportées au port Môle ont baissé respectivement de 3,1% à 749 rotations et de 40% à 2,5 millions de tonnes. A contrario, le trafic voyageur s'est amélioré de 2% pour se situer à 11 454 voyageurs transportés en 2016.

Evolution de l'activité du Port Môle

(en tonnes)	2014	2015	2016	16/15
Mouvements des bateaux (nombre)	NC	773	749	-3,1%
Volume total de marchandises (tonnes)	NC	4 158 854	2 495 213	-40,0%
Poissons (produits alimentaires)	NC	849	509	-40,0%
Nombre de passagers	NC	11 229	11 454	2,0%

Source: OPRAG Libreville

II.7.3.3 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe les entreprises dont l'activité est axée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Global Voyages, etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime (SDV, TTG, Necotrans, etc.).

En 2016, les auxiliaires de transport ont enregistré des contre-performances liées à la morosité de l'activité des différentes branches. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 18,9% pour se situer à 206 milliards de FCFA. Les autres indicateurs d'activité ont également évolué à la baisse.

Evolution du transport fluvial et lagunaire

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	260,43	254,1	206	-18,9%
Valeur ajoutée	82,78	80,6	64,4	-20,1%
Masse salariale	51,74	47,74	43	-9,9%
Investissements	13,59	11,94	11,87	-0,6%
Effectifs (nombre d'agents)	3 075	3110	2632	-15,4%

Sources : Stcg, Gpm, Nécotrans, Oprag, Adl, L2m, Asecna, Ags, Panalpina, Hpg, Eurafrique, Ortec, Universel

II.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet ;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

La branche des télécommunications a été marquée par l'acquisition d'Atlantique Telecom Gabon (MOOV) par Gabon Télécom au mois de juin 2016. Suite au déploiement de la technologie 3G/4G à Libreville et dans certaines villes de l'intérieur du pays, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a progressé de 4,4%, à 2,9 millions de clients actifs. Dans le même temps, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a augmenté de 0,6% à 18 866 clients. Par ailleurs, les parcs internet GSM et ADSL se sont accrus respectivement de 59,2% et 18,2%.

Evolution du nombre d'abonnés

	2014	2015	2016	16/15
Téléphone ordinaire	18 498	18 758	18 866	0,6%
Téléphone cellulaire	2 943 859	2 812 411	2 937 239	4,4%
Total abonnés téléphone	2 962 357	2 831 169	2 956 105	4,4%
Nombre abonnés ADSL	9 641	10 800	12 768	18,2%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	852 292	899 670	1 432 270	59,2%
Total abonnés Internet	861 933	910 470	1 445 038	58,7%
Nombre d'abonnés Télévision Satellitaire	83 514	243 852	288 739	18,4%

Sources : Télécom-Moov, Air tel Gabon, Azur Gabon, Groupe Canal + Gabon, TNT africa, Gabon et SAT Con Gabon

L'accroissement des offres promotionnelles par les sociétés en 2016 a induit une progression de 18,4% du nombre d'abonnés à la télévision satellitaire. Cependant, la baisse continue des tarifs de communication et de la connexion à internet a entraîné un repli de 3,4% du chiffre d'affaires des télécommunications, qui s'est établi à 290,1 milliards de FCFA en 2016.

Evolution des performances du secteur Courriers et Télécommunications

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	283,4	300,47	290,12	-3,4%
Valeur ajoutée	96,4	56,2	81,94	45,8%
Masse salariale	16,5	47,38	39,81	-16,0%
Investissements	63,7	70,7	32,9	-53,5%
Effectifs (nombre d'agents)	2 198	2 265	1 848	-18,4%

Sources : Gabon télécom-Moov , Air tel Gabon, Azur Gabon, DHL, TNT Africa, Groupe canal + Gabon, SAT CON, la Poste SA, Gabcel, ANINF

Le déploiement de la 3G/4G et le raccordement des opérateurs à la fibre optique à Libreville et dans certaines villes de l'intérieur du pays ont dynamisé l'utilisation des services et prestations de haute technologie. De ce fait, la valeur ajoutée des télécommunications a enregistré un bond de 45,8% en 2016.

Les efforts consentis, au titre de l'investissement, par les opérateurs ont été orientés vers la fiabilisation et l'amélioration de la qualité du réseau, ainsi que l'extension de la couverture nationale en téléphonie mobile et télévision satellitaire. Les investissements ont diminué à 32,9 milliards de FCFA contre 70,7 milliards de FCFA en 2015. En matière d'emploi, les effectifs ont été évalués

à 1 848 agents permanents, en diminution de 18,4%, pour une masse salariale de 39,8 milliards de FCFA.

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce est structuré en cinq branches :

- le commerce général ;
- le commerce des véhicules ;
- le commerce des produits pétroliers ;
- le commerce des produits pharmaceutiques ;
- le commerce des ouvrages.

En 2016, le chiffre d'affaires consolidé du secteur a fléchi de 10,8% à 1 086 milliards de FCFA, sous l'effet conjugué de la contraction de la demande et des événements post-électorales. De même, les investissements et la masse salariale ont régressé respectivement de 14,6% et 6%. Cependant, la valeur ajoutée s'est améliorée de 4,9%, en raison des efforts de maîtrise des coûts d'exploitation adoptée par la majorité des entreprises dans un contexte économique défavorable.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	1 262	1 218	1 086	-10,8%
Valeur ajoutée	182	143	150	4,9%
Investissements	92	41	35	-14,6%
Masse salariale	46	50	47	- 6%
Effectifs (nombre d'agents)	5 791	6 295	6 171	-2,0%

Source : L'échantillon d'entreprises du secteur commerce

II.9.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré s'est établi à 507,9 milliards de FCFA contre 539,9 milliards de FCFA en 2015, soit une baisse de 5,9%, expliquée, entre autres, par le ralentissement de la demande locale et les troubles postélectorales.

Les effectifs de la branche ont augmenté de 2,5% pour se situer à 4 790 agents contre 4 672 en 2015. Par contre, la masse salariale a baissé de 7,1%, suite à la

réduction des primes d'intéressement par certaines sociétés. Les investissements se sont chiffrés à 16,5 milliards de FCFA en 2016 contre 25,07 milliards de FCFA un an plus tôt, soit un recul de 34,2% consécutif au gel de projets d'ouverture de nouvelles structures.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	535,4	539,9	507,9	-5,9%
Valeur ajoutée	103,04	94,08	92,59	-1,6%
Investissements	71,1	25,07	16,5	-34,2%
Masse salariale	22,8	29,5	27,4	-7,1%
Effectifs (nombre d'agents)	4 166	4672	4790	2,5%

Sources : Ceca-Gadis, BernabeGabon, Bati-Plus, HMD, Nestlé Gabon, Cedicom, Sipagel, Gipa, Centre D'affaires, Les MatériauxRéunis, DieselGabon, Bricorama, Gabon Meca, Royal Piazza, APC, Electra, Mbolu, San, Davum, CGE, Prix Import, Gabonaise De Chimie

II.9.2 Le commerce des véhicules

Les ventes de véhicules neufs ont poursuivi leur tendance baissière en 2016. En effet, l'Union des Représentants des Automobiles Industrielles a enregistré un repli de 16,6% du nombre d'unités vendues à 3 026 véhicules, pour un chiffre d'affaires de 115,6 milliards de FCFA. Cette évolution tire son origine du recul des commandes de l'Etat et du privé (entreprises et ménages).

La masse salariale et les effectifs ont régressé respectivement de 3,4% et 17,8%, en raison des départs à la retraite et au non renouvellement des contrats à durée déterminée. Les investissements ont chuté de 43,1% pour s'établir à 3,25 milliards de FCFA en 2016.

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Ventes de véhicules neufs (nombre)	4 739	3 627	3 026	-16,6%
Chiffre d'affaires	158,7	121,4	115,6	-4,8%
Valeur ajoutée	26,96	17,02	18,11	6,4%
Investissements	1,8	5,71	3,25	-43,1%
Masse salariale	9,8	8,8	8,5	-3,4%
Effectifs (nombre d'agents)	839	800	658	-17,8%

Sources : Toyota Gabon, Sodim TP, CFAO, Tractafic Motors, Tractafic Equipement, Géant 241.

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers ont diminué de 5,2% du fait de la morosité de l'activité dans les mines et le transport aérien, principaux consommateurs de ces produits. Le chiffre d'affaires s'est établi à 396,1 milliards de FCFA, en repli de 19,7% par rapport à 2015.

Les effectifs se sont rétractés de 9% à 547 agents, pour une masse salariale de 10,1 milliards de FCFA en 2016, en hausse de 2% compte tenu du paiement des droits de départ.

La poursuite des travaux d'amélioration du réseau de distribution et la mise aux normes environnementales des cuves ont induit une hausse de 18,8% des investissements réalisés en 2016 par les marketeurs.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Ventes en volumes (TM)	753 352	742 163	703 812	-5,2%
Chiffre d'affaires	503	493,4	396,1	-19,7%
Valeur ajoutée	45	24,7	32,95	33,4%
Investissements	17,3	8,41	9,99	18,8%
Masse salariale	12,5	9,9	10,1	2,0%
Effectifs (nombre d'agents)	614	601	547	-9,0%

Sources: Total Marketing, Petro GABON, Engen, Olybia, SGEPP

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires des distributeurs des produits pharmaceutiques a atteint 61,9 milliards de FCFA en 2016 contre 56,8 milliards de FCFA en 2015, soit une augmentation de 8,9% consécutive à la demande soutenue des assurés de la CNAMGS.

La masse salariale et les effectifs ont baissé respectivement de 7,7% et 22,8%. A l'inverse, les investissements ont quasiment triplé pour se situer à 4,8 milliards de FCFA, suite à la construction du nouveau siège social par l'une des entreprises du segment.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	57,7	56,81	61,85	8,9%
Valeur ajoutée	6,2	6,19	6,24	0,8%
Investissements	1,93	1,61	4,79	197,5%
Masse salariale	1,03	1,3	1,2	-7,7%
Effectifs (nombre d'agents)	136	184	142	-22,8%

Sources: Pharmagabon, Ubipharm Gabon

II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques

L'activité de la distribution des ouvrages et périodiques s'est détériorée en 2016 en raison de la concurrence du secteur informel et de la presse en ligne. Le chiffre d'affaires a ainsi régressé de 19,9% pour s'établir à 5,04 milliards de FCFA. De même, les effectifs et la masse salariale se sont repliés respectivement de 10,5% et 6,9%.

Evolution du commerce des ouvrages

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	7,13	6,29	5,04	-19,9%
Valeur ajoutée	1,19	1	0,608	-39,2%
Investissements	0,09	0,034	0,067	97,1%
Masse salariale	0,21	0,29	0,27	-6,9%
Effectifs (nombre d'agents)	36	38	34	-10,5%

Source : Sogapresse

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des Autres services comprend les services rendus aux particuliers, les services de mécanique générale, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

L'activité des Autres services a fléchi en 2016, en liaison avec la morosité qui a prévalu dans plusieurs secteurs. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 44,4% à 272,1 milliards de FCFA, plombé particulièrement par les contreperformances des services parapétroliers. Parallèlement, les investissements, les effectifs et la masse salariale ont suivi cette tendance

baissière.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	609 355	489 250	272 134	-44,4%
Investissements	97 739	26 857	24 455	-8,9%
Masse salariale	121 682	99 272	68 756	-30,7%
Effectifs (nombre d'agents)	8 585	8 209	6 708	-18,3%

Source: Echantillon des entreprises des autres services.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Cette branche comprend les entreprises exerçant dans les jeux et les loisirs, les services médicaux, les prestations mortuaires, l'auto-école, la décoration, la photographie, etc.

En 2016, les services rendus aux particuliers ont enregistré un chiffre d'affaires de 49,9 milliards de FCFA, en baisse de 8,2%, suite au repli de la demande liée à la conjoncture défavorable et aux troubles postélectorales.

Au titre des investissements, les dépenses réalisées en 2016 ont atteint 8,4 milliards de FCFA et ont concerné le renouvellement du matériel dans les structures médicales. Le nombre d'employés a reculé de 2,3% à 1 709 agents, pour une masse salariale de 13,26 milliards de FCFA, intégrant le règlement des droits sociaux liés aux départs de certains employés.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	58 756	54 368	49 921	-8,2%
Valeur ajoutée	28 796	16 652	15 280	-8,2%
Investissements	21 186	4 447	8 388	88,6%
Masse salariale	10 856	12 349	13 265	7,4%
Effectifs (nombre d'agents)	1631	1750	1709	-2,3%

Sources : Staff Gabon, Franstel Plus, Evenements, Africa Vision, Médical Optic, Cabinet de Groupe des Médecins, Gesparc, Pmug, Sgjl, Sgcl, Saaf la Colome, Gabosep, Casepga, Labo Color, Polyclinique El Rapha

II.10.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers impliquent les transactions immobilières, le syndic

d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

Le chiffre d'affaire de cette branche s'est tassé de 16,8% à 4,9 milliards de FCFA contre 5,9 milliards en 2015. Ce résultat est consécutif à la faiblesse du stock immobilier des agences et à la contraction de la demande.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	5 624	5 891	4 902	-16,8%
Valeur ajoutée	1 965	2 062	2 057	-0,2%
Investissements	1 815	1 447	1 249	-13,7%
Masse salariale	2 725	2 690	2 777	3,2%
Effectifs (nombre d'agents)	199	184	187	1,6%

Sources : AICI, Agences n°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur IV, Imp Conseil, BICP

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels composent les services rendus aux entreprises.

En 2016, cette branche a été marquée par la baisse de 6,4% de son chiffre d'affaires qui s'est établi à 44,8 milliards de FCFA contre 47,8 milliards en 2015. Cette contreperformance s'explique par les difficultés de recouvrement des créances et la concurrence des structures informelles.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	42 253	47 820	44 771	-6,4%
Valeur ajoutée	18 245	24 043	24 308	1,1%
Investissements	1 205	9 642	4 877	-49,4%
Masse salariale	12 990	12 645	11 701	-7,5%
Effectifs (nombre d'agents)	2573	2538	2164	-14,7%

Sources: CFAO technologies, Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, Ernst & Young, Bureau Veritas, PWC, PWC tax&legal, GPS, GBM, FEAG, CIS, Averda, Solsi

II.10.4 Les services de mécanique générale

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la vente des pièces détachées et la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

En 2016, l'activité de mécanique générale s'est contractée, du fait de la diminution des commandes en pièces détachées d'origine, de la suspension de certains contrats de réparation et de la concurrence des vendeurs informels. Le chiffre d'affaires s'est ainsi situé à 18 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'Affaires	18 460	18 099	18 053	-0,3%
Valeur Ajoutée	3 865	3 425	3 377	-1,4%
Investissements	612	644	309	-52,0%
Masse salariale	1 934	2 050	1 982	-3,3%
Effectifs (nombre d'agents)	263	248	246	-0,8%

Sources: Mega Servis, Sorrelec, BIG, Ecig, GSA, Pièce Equip'Auto

II.10.5 Les services parapétroliers

L'absence de nouveaux contrats et la révision à la baisse des tarifs des prestations, à la demande, des sociétés pétrolières, ont entraîné une détérioration de l'activité des services parapétroliers en 2016. En conséquence, le chiffre d'affaires a décliné de 57,5% à 154,5 milliards de FCFA.

Dans ce contexte de morosité, certains sous-traitants pétroliers ont opté pour le gel des investissements dont le montant a reculé de 9,8% en 2016. De plus, ce segment a enregistré une réduction de 31,2% de ses effectifs consécutive aux licenciements économiques et à la fermeture de certaines sociétés.

Evolution de l'activité des services parapétroliers

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	484 262	363 072	154 487	-57,5%
Investissements	72 921	10 677	9 632	-9,8%
Masse salariale	93 177	69 538	39 031	-43,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	3 919	3 489	2 402	-31,2%

Sources : Spi , Bourbon Gabon, Nov Gabon, Sodexo Ga, Sesi, Hydrokarst Ga, Cop Schlumberger, Ortec Si, Geolog, Weatherford, Baker Hughes, Subsea 7, Tesiga, SpieOgs, Semts, Ctpm, Friedlander, Gsmg, OrtecSps, Lem , Sam Gabon, Mi Gabon Sa, Geoindustries, Schlumberger Overseas Sa

II.11 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et de loisirs, les réformes amorcées depuis 2011 et les travaux de réhabilitation de certaines structures hôtelières se sont poursuivis. Les opérateurs économiques de ce secteur interviennent dans les activités suivantes :

- l'hébergement (hôtels, résidences, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, réserves et sites touristiques, centres de loisirs, etc....).

II.11.1 L'hôtellerie

On compte trois segments dans la branche de l'hôtellerie :

- la grande hôtellerie (les hôtels de classe internationale gérés par le Groupe Wally hôtel and Resort, des chaînes intégrées et des Privés) ;
- la petite hôtellerie (les hôtels de moyenne capacité) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (location saisonnière d'appartements meublés, chambres et maisons d'hôtes).

II.11.1.1 L'hôtellerie de classe internationale

Le segment de l'hôtellerie de classe internationale a enregistré la livraison du Radisson Blu, l'amélioration de la capacité d'accueil et les réhabilitations d'autres hôtels, dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations.

En 2016, du fait de l'atonie de l'activité économique et de la crise post-électorale, le nombre de clients ayant séjourné dans les grands hôtels a baissé de 11,5% à 155 408 clients, induisant une perte de 17,76 points à 24,68% du taux d'occupation. Ainsi, le chiffre d'affaires global a diminué de 7,7% à 21 milliards de F CFA. Dans le même temps, les effectifs ont reculé de 8,1% à 790 agents, pour une masse salariale de 5,01 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	25,98	22,76	21	-7,7%
Nombre de clients	160 570	175 572	155 408	-11,5%
Taux d'occupation %	55,83	42,44	24,68	-17,76 pts
Prix moyen/chambre (en FCFA)	92 285	109 968	108 326	-1,5%
Masse salariale	6,19	5,89	5,01	-14,9%
Effectifs (nombre d'agents)	932	860	790	-8,1%

Sources : Onomo, Nomad, Etoile d'or, Radisson & Park inn, Rê-ndama, Boulevard, Résidence hôtelière du phare, Mandji.

II.11.1.2 L'hôtellerie de moyenne capacité

Les événements sociopolitiques observés aux mois d'août et septembre 2016 ont perturbé l'activité des hôtels de moyenne capacité. En conséquence, leur chiffre d'affaires est passé à 1,1 milliard de FCFA, soit une chute de 24,7% par rapport à 2015.

II.11.2 La restauration

La branche de la restauration, est composée de trois segments :

- les restaurants haut de gamme (installées dans les grands hôtels ou en implantations autonomes) ;
- les restaurants de classe moyenne ;
- la restauration collective ou catering.

Le ralentissement de l'activité de la restauration haut de gamme s'est traduit par un retrait de 23% à 5,7 milliards de FCFA de son chiffre d'affaires en 2016 contre 7,4 milliards en 2015. De même, l'activité de la restauration collective s'est détériorée (-20,4%) en raison de la crise pétrolière et de la fermeture de certaines structures. Le nombre d'employés a baissé de 16,9% pour s'établir à 1 624 agents, pour une masse salariale de près de 11 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la restauration collective

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	58 649	42 557	33 891	-20,4%
Valeur ajoutée	13 337	7 564	8 938	18,2%
Masse salariale	10 722	12 537	10 963	-12,6%
Effectifs (permanents)	1 824	1 954	1 624	-16,9%

Sources : Sodexo, Newrest, Servair, GSS Gabon, MDO services

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles au refinancement (AIBN) : Caisses Nationales d'Epargne ;

- les Institutions Bancaires en Liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnie d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse de valeurs) ;
- les Etablissements de Microfinance (EMF).

II.12.1 Les banques commerciales

L'activité des dix (10) banques recensées au Gabon a pâti de la situation économique atone, marquée par la faiblesse des cours du baril de pétrole et les tensions post-électorales, entraînant un repli du volume des dépôts.

En termes de développement du secteur, le déploiement des établissements de crédits s'est poursuivi, notamment avec la hausse conjointe du nombre d'espaces guichets automatiques bancaires (+16,1%) et du nombre de clients bancarisés (+8,7%).

Structure du réseau bancaire

Indicateurs	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Nombre d'agences	107	116	132	13,8%
Nombre de GAB	284	217	252	16,1%
Nombre de clients	598 927	680 748	920	8,7%
Effectifs	2 326	1 964	2 304	17,3%
Masse salariale (en milliards)	46	47	52	10,6%

Sources : banques, DGEPPF

Les opérations bancaires

L'activité des banques s'articule principalement autour de la collecte des fonds et de l'octroi des crédits aux agents économiques.

Les ressources

En 2016, les ressources bancaires, constituées essentiellement des dépôts à vue et des dépôts à terme de la clientèle (Etat, ménages et entreprises) ont diminué de 1,4% à 2 073,8 milliards de FCFA, en raison du ralentissement de l'activité économique.

Les dépôts de l'Etat se sont consolidés de 13,6% à 300,5 milliards contre 264,5 milliards de FCFA un an auparavant. Dans le même temps, les dépôts des ménages et des entreprises ont respectivement baissé de 0,5% à 614 milliards de FCFA et de 8,3% à 1088,5 milliards de FCFA.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA)

Clients	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Etat	253,8	264,5	300,5	13,6%
Ménages	670,7	617,0	614,0	-0,5%
Entreprises	1 109,2	1 187,0	1 088,5	-8,3%
Autres	74,6	35,2	70,8	101,1%
Total	2 108,3	2 103,7	2 073,8	-1,4%

Sources : COBAC, DGEPF

Les crédits distribués

Au 31 décembre 2016, l'encours des crédits distribués s'est raffermi de 6,6% à 1 792,6 milliards de FCFA, en relation avec les investissements publics réalisés par l'Etat gabonais.

Evolution des crédits distribués par type de client (en milliards de FCFA)

Clients	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Etat	400,0	367,8	577,5	57,0%
Ménages	218,4	223,9	170,2	-24,0%
Entreprises	1 040,9	1 071,9	846,7	-21,0%
Autres	100,8	17,8	198,2	-
Total	1 760,1	1 681,4	1 792,6	6,6%

Sources : banques, DGEPF

Les crédits octroyés à l'Etat se sont appréciés de 57% à 577,5 milliards de FCFA, suite aux nouveaux engagements contractés par le Gouvernement envers le système bancaire dans le cadre de la poursuite du financement des projets retenus dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

En revanche, les crédits consentis aux ménages ont reculé de 24% pour atteindre 170,2 milliards de FCFA. De même, les crédits octroyés aux entreprises ont régressé de 21% à 846,7 milliards de FCFA.

Les opérations de gestion

Au cours de la période sous revue, les créances en souffrance se sont élevées à 174 milliards de FCFA, soit une hausse de 7,9%. Ainsi, la qualité apparente

du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation qui prévalait à fin décembre 2015. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est situé à 57,7% contre 47,3% en décembre 2015.

Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 17 milliards contre 22 milliards de FCFA l'année précédente.

Le produit net bancaire (PNB) s'est renforcé de 15,7% à 217,1 milliards de FCFA, traduisant l'augmentation de la production, nonobstant l'augmentation des créances en souffrance.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Total des actifs	2 407,1	2 428,5	2 409,7	-0,8%
Fonds propres	236,5	278,0	325,8	17,2%
Fonds propres/Total actifs	9,8%	11,4%	13,5%	2,1 pts
Prêts bancaires improductifs (créances en souffrance)	141,9	161,2	174,0	7,9%
Total prêts	1 760,2	1 681,4	1 792,6	6,6%
Prêts bancaires improductifs/total prêts	8,1%	9,6%	9,7%	0,1 pt
Provisions pour prêts improductifs	76,6	76,3	100,4	31,6%
Résultats nets	41,7	44,2	39,0	-11,8%
PNB	174,4	187,6	217,1	15,7%

Sources : Banques, DGEPP

Les opérations de trésorerie

Les ressources des banques se sont accrues de 8,3% à 276,4 milliards de FCFA. Elles sont constituées de ressources à terme (66,2%) et de ressources à vue (33,5%). Les emplois se sont contractés de 14,9% à 789,8 milliards de FCFA. Ils sont répartis entre les emplois à terme (31,1%) et les emplois à vue (48,3%). L'excédent de ressources de trésorerie a baissé de 23,7% pour s'établir à 513,4 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

Evolution des opérations de trésorerie (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2014	2015	2016	Var 2016/2015
Emplois de trésorerie	743,5	928,5	789,8	-14,9%
Ressources de trésorerie	136,4	255,2	276,4	8,3%
Excédent/déficit de trésorerie	607,1	673,3	513,4	-23,7%

Sources : DGEPP, banques

II.12.2 Situation des établissements financiers

Les établissements financiers (3) recensés au Gabon ont pour activités principales le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement. A fin décembre 2016, leur activité s'est soldée par :

- une baisse considérable des ressources ;
- une contraction des emplois ;
- un amenuisement des investissements ;
- une forte hausse des créances impayées.

II.12.2.1 Les ressources

Au cours de la période sous revue, les ressources du secteur ont connu une régression de 35,1% à 68,5 milliards de FCFA, imputable à la diminution de la dette bancaire (-43,6% à 50,4 milliards de FCFA). Cette évolution s'explique par un contexte économique morose, marqué par un recul des investissements et des difficultés de trésorerie.

Evolution des ressources (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2015	2016	Var 2016/2015
Capitaux propres	16,2	18,1	11,7%
Dettes bancaires	89,3	50,4	-43,6%
Ressources	105,5	68,5	-35,1%

Source : établissements financiers

II.12.2.2 Les emplois

A fin 2016, les emplois se sont repliés de 25,7% à 85,7 milliards de FCFA, consécutivement à la baisse concomitante des crédits à moyen terme (-45,1%), des crédits à court terme (-30,8%) et du crédit-bail (-17,5%). Ce recul est essentiellement imputable aux effets de la crise pétrolière.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)

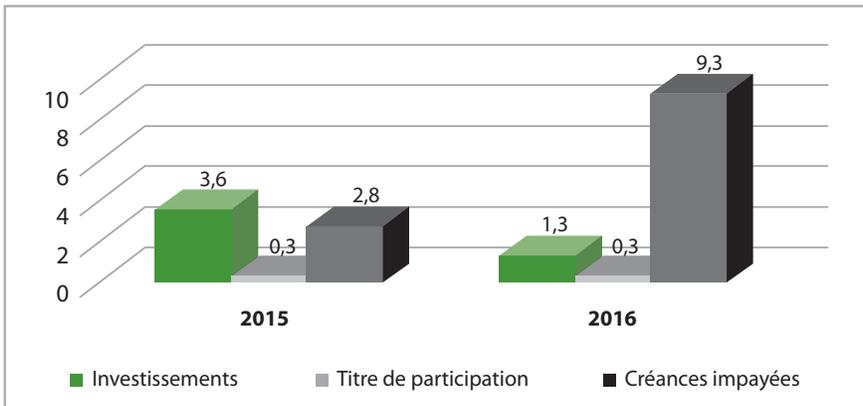
Indicateurs	2015	2016	Var 2016/2015
Crédits à court terme	1,3	0,9	-30,8%
Crédits à moyen terme	33,5	18,4	-45,1%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	80,5	66,4	-17,5%
Total	115,3	85,7	-25,7%

Source : établissements financiers

II.12.2.3 Investissements et créances impayées

Les investissements se sont établis à 1,3 milliard de FCFA en 2016 contre 3,6 milliards en 2015, soit une chute de 63%. Dans le même temps, les titres de participation sont restés quasi stables à 0,3 milliard de FCFA. Par ailleurs, on note un bond des créances impayées, passant de 2,8 milliards de FCFA en 2015 à 9,3 milliards de FCFA en 2016, liée aux vagues de licenciement observées dans le secteur privé gabonais.

Evolution des investissements et des créances impayées (en milliards de FCFA)



II.12.3 Les activités de microfinance

L'activité de Microfinance, en expansion continue, est dominée par les établissements de deuxième catégorie. En 2016, le secteur regroupe quatorze (14) EMF dont quatre (4) de type mutualiste (première catégorie) et dix (10) sociétés anonymes (deuxième catégorie).

La configuration du secteur

Le secteur a enregistré six (6) agences supplémentaires, suite au démarrage effectif des activités de deux (2) nouveaux établissements, ainsi qu'à l'extension des activités des établissements existants. La répartition géographique des EMF est demeurée inégale sur le territoire national, avec une forte concentration à Libreville (52 agences sur 64).

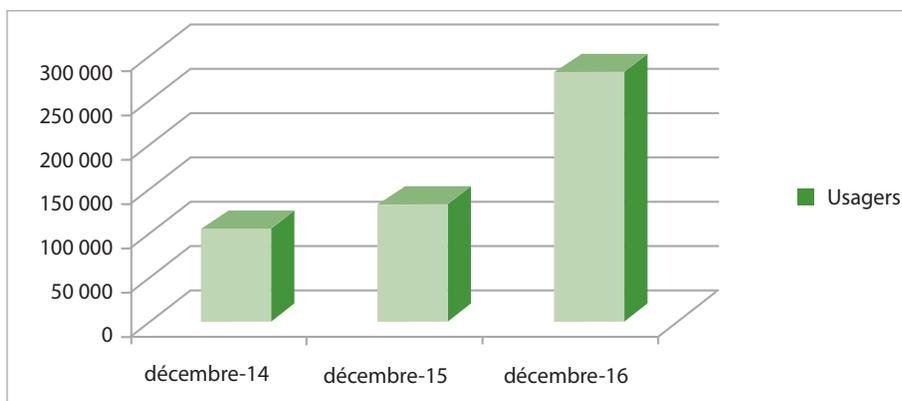
Evolution du nombre d'EMF et d'agences

Indicateurs	décembre 2014	décembre 2015	décembre 2016
Nombre d'EMF	9	12	14
Nombre d'agences	51	58	64

Sources : EMF/Cellule Microfinance

La couverture géographique et la clientèle des EMF

La politique de proximité initiée par les EMF s'est traduite par un accroissement de 112,1% du nombre de clients qui est passé de 133 201 usagers à 282 511 usagers. Elle est constituée de petits commerçants, des étudiants, des fonctionnaires et des salariés du secteur privé.

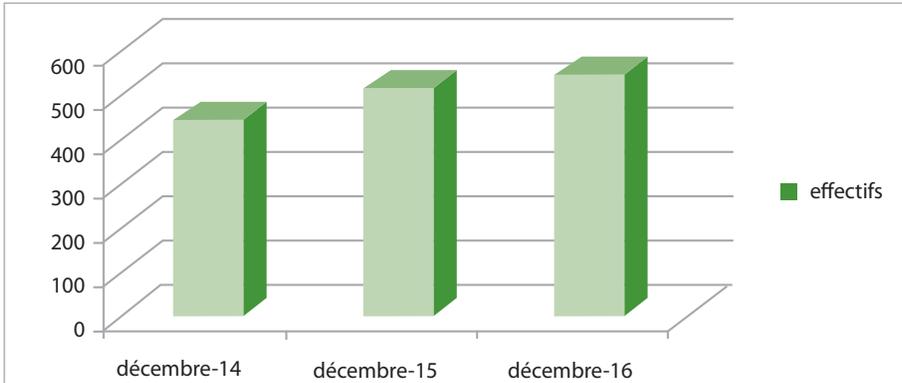


Pour répondre aux besoins de fonctionnement des structures, les effectifs ont progressé de 6,5%.

Evolution des usagers et des effectifs

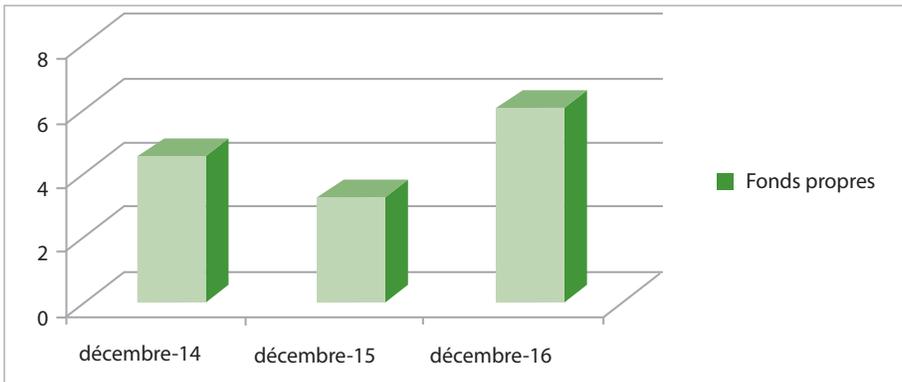
	décembre 2015	décembre 2016	Var2016 /2015
Usagers	133 201	282 511	112,1%
Effectifs	524	558	6,5%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les capitaux propres

La capitalisation des EMF s'est renforcée de façon significative en 2016. En effet, elle a progressé de 84,3% à 6,1 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 3,31 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Ce résultat s'explique par la consolidation de l'assise financière des sociétés anonymes autrefois en difficulté, et le démarrage effectif des activités des nouveaux établissements.



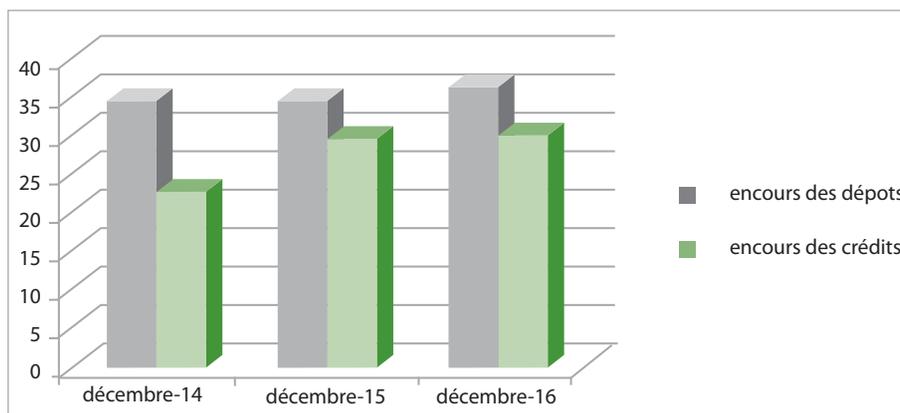
Les activités d'intermédiation financière

En dépit d'une faible augmentation du nombre d'EMF, le volume des dépôts a poursuivi sa progression, en raison du dynamisme commercial de ces établissements. Les dépôts collectés se sont élevés à 36,3 milliards de FCFA, en hausse de 4,7% par rapport à 2015.

Evolution des dépôts et des crédits

En milliards de FCFA	décembre 2015	décembre 2016	Var2016/2015
Encours de dépôts	34,67	36,3	4,7%
Encours de crédits	29,69	30,14	1,5%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les taux d'intermédiation financière sont demeurés stables sur la période de référence. Le taux de rémunération des crédits (taux débiteur) a oscillé entre 1,5% et 7% par mois (14% l'an pour les fonctionnaires) et celui des dépôts (taux créditeur) entre 3,5 et 5%. Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement des crédits aux fonctionnaires a continué à se dégrader, suite à la suspension par l'Etat des précomptes solde.

II.12.4 Les Compagnies d'assurance

Le marché gabonais de l'assurance a enregistré un opérateur supplémentaire « Assurances Gabonaises ». Le secteur compte désormais six compagnies « Non Vie », trois compagnies « Vie », une compagnie de réassurance et vingt-quatre courtiers agréés. Le marché gabonais occupe le 4^{ème} rang de la zone CIMA, perdant ainsi une place par rapport au classement de 2015. Il est dominé par les groupes OGAR, NSIA et la compagnie AXA qui représentent 63,7% des parts de marché en termes de chiffre d'affaires

II.12.4.1 Les Activités

Globalement, l'activité a pâti de la situation économique. En effet, la baisse du volume des primes entamée en 2015 s'est poursuivie en 2016. Ce, en raison du faible volume d'affaires nouvelles consécutivement aux tensions de trésorerie

des clients. Ce facteur est à l'origine des modifications ou du non renouvellement des polices d'assurances, notamment dans la branche Non Vie. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 11,5% à 105,1 milliards de FCFA en 2016.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	2016*	Var 16/15	Répartition du CA par Branche 2016
Branche Non Vie	96,6	102,1	101,2	86,2	-14,8%	82%
Branche Vie	17,8	18,1	17,6	18,9	-7,4%	18%
Total	114,4	120,2	118,8	105,1	-11,5%	100%

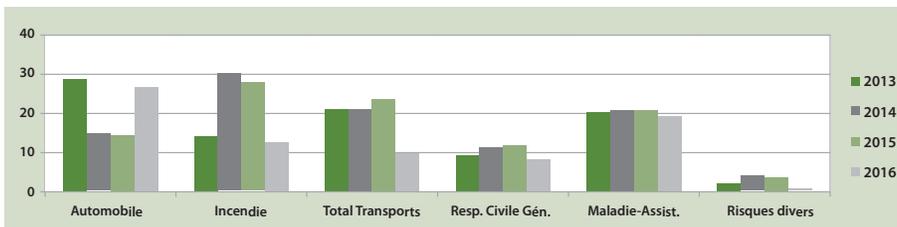
Source : Compagnies d'assurances ; 2015* = prévisions

II.12.4.2 La Branche Non Vie

La Branche Non Vie regroupe les opérations des produits d'assurance, portant sur le Transport (aérien, maritime et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Maladie et Assistance, Assurance crédit, Crédit caution, Assistance aux véhicules (aide au constat, remorquage et véhicule de remplacement), Assistance aux voyageurs, Multirisques habitation, Acceptations dommages, Risques divers. Cette branche représente 82% du total des émissions du secteur.

Le chiffre d'affaires Non Vie s'est contracté de 14,8% à 86,2 milliards de FCFA en 2016 contre 101,2 milliards de FCFA l'année précédente. La baisse du volume des primes est imputable à la durée courte de contrats, au non renouvellement en l'état des polices de groupes, combinée à l'article 13 du code CIMA portant obligation du paiement au comptant des primes par le client. Le recul touche essentiellement les produits à rendements garantis qui ont enregistré des contre-performances, notamment « l'Automobile » (-4,3% à 26,6 milliards de FCFA), « l'Incendie » (-12,4% à 12,6 milliards), « Total Transports » (-58% à 9,9 milliards) et « l'assurance Maladie/Assistance » (-7,3% à 19,3 milliards).

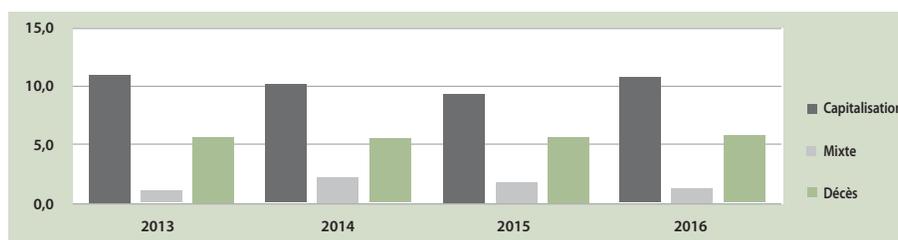
Chiffre d'affaires branche Non Vie (en milliards de FCFA)



II.12.4.3 La Branche Vie

La Branche Vie couvre les opérations des produits capitalisation, décès et Mixte. Elle représente 18% de l'encours des primes du secteur sur la période. La collecte pour le compte de la branche Vie a augmenté de 7,4% à 18,9 milliards de FCFA en 2016, soutenue par le volume des primes sur contrats à long terme, en dépit de la hausse du niveau des avances et des rachats sur les contrats d'épargne. Ainsi, les produits **Capitalisation** et **Décès** ont progressé respectivement de 16% à 10,9 milliards et de 1,8% à 5,8 milliards de FCFA.

Chiffre d'affaires branche Vie (en milliards de FCFA)



II.12.4.4 Les Charges financières

Commissions versées aux courtiers

Le total des commissions versées aux intermédiaires s'est contracté de 10,4% à 12,1 milliards de FCFA en 2016 contre 13,5 milliards en 2015, suite à la baisse du nombre de nouveaux contrats. Ainsi, les commissions versées pour le compte des activités Non Vie et Vie ont chuté respectivement de 10,2% à 11,4 milliards et de 12,5% à 665 millions de FCFA.

Sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés, en régression de 5,9%, s'est située à 38,1 milliards de FCFA en 2016 contre 40,5 milliards au cours de l'exercice précédent.

La branche Non Vie représente environ 70% des sinistres réglés du secteur. Les sinistres payés ont chuté de 30,4% à 26,5 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution provient, en grande partie, des produits Automobile (-30,7% à 6,5 milliards), Maladie/assistance (-17,9% à 12,4 milliards) et Incendie (-12,6% à 4,1 milliards) dont les montants réglés ont été moins importants. En revanche, dans la branche Vie, la charge des sinistres payés s'est appréciée de 30,3% à 11,6 milliards de FCFA en 2016.

Investissements et placements

Les investissements réalisés en 2016 ont diminué de 3,9% à 4,9 milliards de FCFA. Ils ont principalement servi à l'acquisition des équipements de pointe (logiciel de gestion). Les placements ont régressé de 9,3% à 112,58 milliards de FCFA en 2016, en raison de l'atonie de l'activité.

Les placements au Gabon demeurent les plus importants (76% de l'encours). Les placements dans la zone CIMA et hors CIMA ont représenté respectivement 21% et 3% du volume global. Les actifs des branches Non Vie représentent 47% et ceux de la branche Vie 53 % de l'encours total en 2016.

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs Non Vie et Vie

en milliards de FCFA	Placements Globaux				Parts de marché %	
	2012	2013	2014	2015	2016*	2016
Placements au Gabon	79,3	89,6	96,75	93,27	85,47	76%
.Immobiliers	24,1	25,3	16,62	51,28	57,61	
.Financiers	55,2	64,3	80,13	41,99	27,86	
Placements dans la zone CIMA	12,3	13,1	35,18	30,13	23,56	21%
.Immobiliers	0	0	0	0	0	
.Financiers	12,3	13,1	35,18	30,13	23,56	
Placements hors zone CIMA	2,4	2,1	1,74	0,75	3,55	3%
.Immobiliers	0	0	0	0	0	
.Financiers	2,4	2,1	1,74	0,75	3,55	
Total	94,0	104,8	133,67	124,15	112,58	100%

Source : compagnies d'assurance ; 2016* = données estimées

Effectifs et masse salariale

Les effectifs du pôle assurance se sont renforcés pour atteindre 529 agents, en rapport avec le recrutement des commerciaux, dans le cadre des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des produits d'assurance. Par contre, la masse salariale a fléchi de 6,4% à 7,43 milliards de FCFA en 2016, suite aux départs à la retraite et aux départs négociés des agents permanents.

L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) a été créée dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. Son activité a connu une baisse, avec un chiffre d'affaires de 13,08 milliards de FCFA en 2016 contre 13,47 milliards en 2015, soit un recul de 2,9%. L'atonie de l'activité assurantielle a entraîné la contraction du volume des primes en Cession Légale dont dépend en grande partie la SCG-RE.

Evolution des Principaux Agrégats de la S.C.G-RE

en millions de FCFA	2014	2015	2016	16/15
Chiffre d'affaires	12,38	13,47	13,08	-2,9%
Primes cession légale (Gabon)	11,21	11,75	10,97	-6,6%
Prime facultatives	1,171	1,59	2,11	32,7%
Commissions payées	1,97	2,15	2,24	4,2%
Sinistres réglés	2,01	1,75	2,72	55,4%
Fonds propres	7,83	9,56	7,41	-22,5%
Investissements physiques	0,07	0,92	0,37	-59,8%
Résultat Net	1,86	2,13	0,51	-76,1%
Placements Financiers (uniquement au Gabon)	2,41	4,20	6,66	58,6%
Effectifs Féminins (nbre)	9	9	9	0,0%
Total Effectifs (nbre)	19	23	22	-4,3%
Masse salariale	0,38	0,60	0,51	-15,0%

Source : SCG-RE ; 2016* = données estimées

II.12.4.5 Les Sociétés de Courtage d'Assurance

Le marché compte vingt-quatre (24) courtiers agréés, membres de la Fédération Gabonaise de Courtage d'Assurance (FGCA). Ils interviennent sur le marché en apportant des affaires aux compagnies d'assurances contre des rémunérations sous forme de commissions. Les sociétés de courtage Ascoma et Gras Savoye sont leaders du marché. Cette activité génère près de 80% des primes des sociétés d'assurance.

Le chiffre d'affaires consolidé ou primes encaissées pour le compte des compagnies d'assurance s'est contracté de 22,8% à 38,59 milliards de FCFA en 2016 contre 49,98 milliards en 2015. Cette évolution est imputable à la modification ou au non renouvellement des contrats par la clientèle suite à des difficultés financières.

Evolution des Principaux Agrégats des Sociétés de courtage d'assurance

En milliards de FCFA	2014	2015	2016*	16/15
Chiffre d'affaires	48,51	49,98	38,59	-22,8%
Commissions reçues	8,92	9,26	8,56	-7,6%
Placements	2,52	1,42	1,35	-4,9%
Investissements physiques	4,29	4,60	0,11	-97,6%
Effectif féminin (nbre)	152	170	163	-4,1%
Effectifs (nbre)	286	283	289	2,1%
Masse salariale	3,19	4,00	4,15	3,8%

Source : Stat. recueillies auprès de 17/ 24 Sociétés de courtage d'assurance agréées ;*2016=Estimations

Les grandeurs
macroéconomiques

3^e partie

III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2014	2015	2016	15/14	16/15
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5147,4	5347,1	5458,4	3,9%	2,1%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8988,3	8503,5	8310,6	-5,4%	-2,3%
PIB hors pétrole (réel)	Ratio au PIB	73,8%	77,2%	81,2%	-	-
PIB pétrole (réel)	Ratio au PIB	26,2%	22,8%	18,8%	-	-
Importations en valeur	Mds de FCFA	2606,6	2374,0	2246,8	-8,9%	-5,4%
Importations	Ratio au PIB	29,0%	27,9%	27,0%	-	-
Total Ressources (en valeur)	Mds de FCFA	11594,9	10877,4	10557,4	-6,2%	-2,9%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4434,8	4485,6	4573,0	1,1%	1,9%
Publique	Mds de FCFA	1334,7	1268,0	1212,2	-5,0%	-4,4%
Privée	Mds de FCFA	3100,1	3217,6	3360,8	3,8%	4,5%
Consommation	Ratio au PIB	49,3%	52,7%	55,0%	-	-
Formation Brute de Capital Fixe(FBCF) en valeur	Mds de FCFA	3208,4	2485,6	2317,2	-22,5%	-6,8%
Publique	Mds de FCFA	610,7	436,8	428,6	-28,5%	-1,9%
Publique/FBCF	%	19,0%	17,6%	18,5%	-	-
Privé	Mds de FCFA	2597,7	2048,9	1888,5	-21,1%	-7,8%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	1760,0	1232,0	932,0	-30,0%	-24,4%
Formation Brute de Capital Fixe	Ratio au PIB	35,7%	29,2%	27,9%	-	-
Dont Pétrole	Ratio au PIB	19,6%	14,5%	11,2%	-	-
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4001,7	3906,2	3667,3	-2,4%	-6,1%
Exportations	Ratio au PIB	44,5%	45,9%	44,1%	-	-
Absorption (hors variation de stocks)	Mds de FCFA	7643,2	6971,2	6890,1	-8,8%	-1,2%
Solde biens et services non-facteurs en valeur	Mds de FCFA	1395,1	1532,3	1420,5	9,8%	-7,3%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	15,5%	18,0%	17,1%	-	-
Taux de couverture (Export./Import.)	%	153,5%	164,5%	163,2%	-	-
Emploi	Effectifs	199 238	199 891	199 374	0,3%	-0,3%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	109 050	109 564	108 150	0,5%	-1,3%
Dont MONP	Effectifs	16 276	15 257	15 227	-6,3%	-0,2%
Public/Emploi Total	%	54,7%	54,8%	54,2%	-	-
Privé et parapublic	Effectifs	90 188	90 327	91 224	0,2%	1,0%
Masse salariale	Mds de FCFA	1933,9	1989,3	1992,1	2,9%	0,1%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	713,4	746,7	768,6	4,7%	2,9%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1220,5	1242,6	1223,5	1,8%	-1,5%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2271,0	2259,9	2080,8	-0,5%	-7,9%
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	4	3,8	4	-	-
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	127,9	127,4	130,1	-0,4%	2,1%

Sources : DGEPE, BEAC, DGBFIP

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2016, le contexte économique national a été influencé par le ralentissement de la croissance économique mondiale, le maintien des politiques monétaires accommodantes et la faiblesse des cours des matières premières (pétrole et bois). Malgré ce contexte difficile, l'activité économique a été marquée par la poursuite de la politique de diversification (montée en puissance des industries du bois, minière et de la production d'huile de palme), par l'accélération des travaux liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations Edition 2017 (construction des stades, réhabilitation des structures hôtelières et des routes...). Ce contexte a été aggravé par la crise post-électorale qui a perturbé le fonctionnement de certaines activités.

Ces facteurs ont conduit à un ralentissement du taux de croissance à 2,1% contre 3,9% en 2015. Cette évolution résulte des performances du secteur hors-pétrole (+2,9%) et du repli de l'activité du secteur pétrolier (-3,7%).

Evolution du taux de croissance de 2014 - 2016

(en %)	2014	2015	2016
PIB total	4,3	3,9	2,1
PIB pétrole	-0,3	8,6	-3,7
PIB hors pétrole	5,0	3,2	2,9

Source : DGEPP

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

L'analyse du produit intérieur brut par secteur d'activité, en 2016, indique une reprise dans le secteur secondaire (+3,2%), un ralentissement dans le secteur tertiaire (+5,0%) et une légère baisse d'activité dans le secteur primaire (-0,2%).

L'évolution des activités du secteur primaire s'explique principalement par la fermeté de l'activité agricole (+13,9%), l'exploitation forestière (+8,5%) et la production gazière (+13,6%), en dépit du repli des activités pétrolière (-3,7%) et minière (-14,2%).

La hausse de la valeur ajoutée agricole découle de l'accroissement substantiel de la production d'huile de palme d'OLAM (passant de 0,788 à 7,130 millions de tonnes en 2016). La performance enregistrée dans l'exploitation forestière résulte de la forte demande des industries du bois. En revanche, les dysfonctionnements opérationnels des installations, les incidents techniques enregistrés sur certains sites (notamment Obangue en mars 2016 et du terminal d'export de Gamba) et le déclin naturel des champs matures sont les principaux facteurs du recul de la production pétrolière à 11,5 millions de tonnes. La

contre-performance de l'activité minière provient du fléchissement simultané de la production du manganèse et de l'or.

La production du manganèse est passée de 4,179 en 2015 à 3,586 millions de tonnes en 2016. Cette évolution s'explique à la fois par l'arrêt de la production de la COMILOG au mois de mars et de celle de la CICMHZ (depuis le second semestre 2015), compte tenu de la faiblesse des prix sur le marché international.

L'activité aurifère a été marquée par une chute de la production de 30,7% à 1,02 tonne en 2016. Celle-ci est consécutive aux difficultés d'évacuation du minerai et aux interruptions de la production causées par de fortes pluies.

Le secteur secondaire a enregistré une reprise de 3,2% de ses activités en 2016. Cette évolution découle de la progression de la quasi-totalité des branches, à l'exception des BTP (-1,1%) et de la Recherche-Services pétroliers (-1,1%).

L'activité manufacturière a confirmé la tendance haussière observée en 2015, grâce notamment aux agro-industries (+6,5%) dont l'essentiel des composantes a enregistré des performances appréciables. Il en est de même pour l'industrie du bois (+17,7%), moteur de croissance du secteur. Les autres activités de transformation sont demeurées bien orientées, notamment l'industrie minière (+17,9%), le raffinage (+11,0%) et la production d'énergie (+3,2%).

La progression de la production de l'industrie minière s'explique par la forte remontée des prix du minerai de manganèse transformé, depuis le second semestre 2016. Le dynamisme de la branche Electricité et Eau est corrélé à l'optimisation des centrales thermiques (Alenakiri, Port-Gentil...), compte tenu de la forte demande locale. L'activité de raffinage a consolidé ses performances observées l'année précédente, suite au fonctionnement régulier de l'outil de production.

Dans la branche BTP, malgré l'accélération de chantiers liés à l'organisation de la CAN 2017, le secteur a enregistré une nouvelle baisse de l'activité, en raison du ralentissement et de l'arrêt de certains chantiers.

En 2016, l'activité du secteur tertiaire a enregistré la progression la plus significative (+5,0%), suite au dynamisme des branches Transports et communications (+5,9%), Banques et assurances (+6,6%) et Services (+3,4%). La croissance dans ce secteur a été principalement induite par la demande supplémentaire relative aux élections.

L'accroissement de l'activité des Télécommunications est lié au déploiement de la technologie 3G/4G (notamment à Libreville, Oyem et Franceville) et au développement de gros projets d'infrastructures haut débit (fibre optique en interconnexion entre Libreville et les autres chefs-lieux). La consolidation du

Tableau de bord de l'économie

Produit Net Bancaire explique l'évolution de la branche Banques et Assurances, traduisant ainsi la poursuite du développement des performances du secteur. Néanmoins, le Commerce a enregistré une légère baisse de 0,4% consécutivement au ralentissement global de l'activité.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2014 à 2016

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2014	2015	2016	15/14	16/15	2014	2015	2016	15/14	16/15
Produit Intérieur brut	8988,3	8503,5	8310,6	-5,4%	-2,3%	5147,4	5347,1	5458,4	3,9%	2,1%
PIB marchand	7694,5	7164,0	6942,0	-6,9%	-3,1%	4145,7	4300,8	4413,6	3,7%	2,6%
Secteur Primaire	2910,6	2458,4	2114,4	-15,5%	-14,0%	991,8	1069,3	1066,9	7,8%	-0,2%
Agriculture, élevage, Pêche	260,7	291,6	322,2	11,9%	10,5%	217,2	236,8	266,2	9,0%	12,4%
Exploitation Forestière	64,8	75,0	91,1	15,7%	21,5%	54,9	57,8	62,7	5,3%	8,5%
Pétrole Brut	2357,8	1937,3	1566,2	-17,8%	-19,2%	641,2	696,2	670,7	8,6%	-3,7%
Mines	227,3	154,5	134,9	-32,0%	-12,7%	78,5	78,5	67,4	0,0%	-14,2%
Gaz	0,0169	0,0166	0,0183	-1,7%	9,8%	0,0182	0,0194	0,0220	6,6%	13,6%
Secteur Secondaire	2153,8	2005,5	2052,5	-6,9%	2,3%	1038,3	1023,8	1056,9	-1,4%	3,2%
Industrie agro-al, boissons	144,9	151,2	161,8	4,3%	7,0%	110,8	110,5	117,7	-0,3%	6,5%
Industrie du bois	114,1	139,7	149,0	22,4%	6,6%	72,4	77,0	90,6	6,4%	17,7%
Industrie minière	0,0	6,3	6,9		11,0%	0,0	5,4	6,4		17,9%
Autres industries	254,8	231,6	273,3	-9,1%	18,0%	128,0	126,4	141,9	-1,3%	12,3%
Raffinage	12,6	8,9	10,0	-29,8%	13,0%	7,8	8,7	9,7	11,4%	11,0%
Electricité, eau	84,7	91,0	96,5	7,4%	6,0%	49,5	51,7	53,4	4,5%	3,2%
BTP	505,6	495,5	505,4	-2,0%	2,0%	298,4	287,4	284,2	-3,7%	-1,1%
Service pétroliers	1036,9	881,4	849,6	-15,0%	-3,6%	371,4	356,7	352,9	-3,9%	-1,1%
Secteur Tertiaire	1883,3	1979,4	2100,5	5,1%	6,1%	1558,5	1647,4	1730,3	5,7%	5,0%
Transport & Communication	433,8	476,1	515,8	9,7%	8,4%	436,9	492,5	521,7	12,7%	5,9%
Services	894,1	934,3	990,3	4,5%	6,0%	760,7	759,2	785,3	-0,2%	3,4%
Commerce	450,2	440,8	448,7	-2,1%	1,8%	281,9	280,0	278,8	-0,7%	-0,4%
Banques et Assurances	217,5	232,3	247,7	6,8%	6,6%	230,6	245,4	261,7	6,4%	6,6%
SIFIM	-112,3	-104,1	-102,1	-7,3%	-1,9%	-151,7	-129,7	-117,2	-14,5%	-9,6%
DTI et TVA	746,9	720,7	674,6	-3,5%	-6,4%	557,0	560,4	559,5	0,6%	-0,1%
Services non Marchands	1293,8	1339,5	1368,6	3,5%	2,2%	1001,7	1046,2	1044,7	4,4%	-0,1%

Source : DGEPPF

III.1.2 Le PIB par la demande

La croissance de l'économie gabonaise, du point de vue de la demande, s'est appuyée sur la dynamique interne, en dépit d'un fort recul de la demande nette externe. En effet, contrairement à l'année précédente, on note une reprise de la demande nette intérieure (+0,2% en 2016 contre -4,3% en 2015), alors que la demande extérieure s'est à nouveau contractée (-36,6%) en 2016.

La hausse de la demande intérieure provient de l'augmentation de la consommation totale (+0,3%), en dépit de la baisse de l'investissement total (-0,1%). L'évolution de la consommation totale résulte de la progression de la consommation privée (+2,3%). Cette tendance est soutenue par les effets de la revalorisation des salaires dans le public et la forte demande liée à la période électorale. Dans le même temps, la consommation de l'administration publique s'est repliée (-4,3%), en raison de la baisse des dépenses de fonctionnement.

Le léger fléchissement de l'investissement total découle du recul de l'investissement public (-4,2%) et d'une dégradation de l'investissement pétrolier (-19,2%), en dépit d'une augmentation de l'investissement hors-pétrole (+15,8%). En effet, la baisse des cours (-15,7%) et de la production de pétrole (-3,7%) ont conduit les entreprises du secteur à réduire les investissements notamment en recherche pétrolière (aucune acquisition sismique en 2D, une réduction de moitié des acquisitions sismiques en 3D et une activité de forage quasi-nulle). De même, pour la deuxième année consécutive, les dépenses publiques d'investissement se sont contractées sous l'effet du ralentissement et de l'arrêt de certains chantiers, malgré l'accélération des travaux liés à la CAN 2017.

La hausse de l'investissement hors-pétrole provient essentiellement des secteurs bancaire (+298% à 53 milliards de FCFA), agricole (+116,1% à 196,2 milliards de FCFA) et mines (+ 36,2% à 57,6 milliards de FCFA).

L'évolution baissière de la demande extérieure provient du recul de la demande mondiale de matières premières. Le retrait des exportations des mines (-12,5%) découle de la diminution de la demande des industries sidérurgiques. Celui du pétrole (-4,4%) est imputable à la faiblesse de la production nationale.

Dans le même contexte, l'évolution des importations s'explique par le fléchissement simultané des achats des biens d'équipement (-12,0%) et des biens de consommation (-3,0%), en liaison avec le ralentissement de l'activité économique, notamment le commerce, les BTP et les services pétroliers.

Evolution du PIB par la demande de 2014 à 2016

En milliards de FCFA	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2014	2015	2016	15/14	16/15	2014	2015	2016	15/14	16/15
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8988,3	8503,5	8310,7	-5,4%	-2,3%	5147,4	5347,1	5458,4	3,9%	2,1%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	7593,2	6971,2	6890,1	-8,2%	-1,2%	5876,9	5624,4	5634,2	-4,3%	0,2%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	1395,1	1532,3	1420,5	9,8%	-7,3%	-729,5	-277,3	-175,8	-62,0%	-36,6%
CONSOMMATION TOTALE	4434,8	4485,6	4573,0	1,1%	1,9%	3638,0	3651,6	3662,7	0,4%	0,3%
Ménages	3100,1	3217,6	3360,8	3,8%	4,5%	2446,5	2546,8	2605,4	4,1%	2,3%
Administrations	1334,7	1268,0	1212,2	-5,0%	-4,4%	1191,5	1104,8	1057,4	-7,3%	-4,3%
INVESTISSEMENT TOTAL	3158,4	2485,6	2317,2	-21,3%	-6,8%	2239,0	1972,7	1971,4	-11,9%	-0,1%
Privé	2597,7	2048,9	1888,5	-21,1%	-7,8%	1656,7	1489,1	1508,2	-10,1%	1,3%
Dont : Pétrole	1760,0	1232,0	932,0	-30,0%	-24,4%	771,4	617,1	498,3	-20,0%	-19,2%
Hors Pétrole	837,7	816,9	956,6	-2,5%	17,1%	885,3	872,0	1009,8	-1,5%	15,8%
Administration	610,7	436,8	428,6	-28,5%	-1,9%	644,8	483,6	463,3	-25,0%	-4,2%
EXPORTATIONS TOTALES	4001,7	3906,2	3667,3	-2,4%	-6,1%	2134,2	2319,0	2252,3	8,7%	-2,9%
Pétrole	3164,5	2942,7	2710,6	-7,0%	-7,9%	1357,5	1505,5	1439,3	10,9%	-4,4%
Hors Pétrole	654,3	764,8	751,4	16,9%	-1,8%	728,6	764,0	764,7	4,9%	0,1%
Dont Rentes et autres produits d'exportations	155,6	166,9	181,2	7,2%	8,6%	170,2	178,6	184,2	5,0%	3,1%
Mines	215,6	250,6	220,9	16,2%	-11,8%	293,0	301,8	264,1	3,0%	-12,5%
Bois transformé	283,0	345,1	346,6	21,9%	0,4%	265,5	281,1	313,5	5,9%	11,5%
Produits manufacturiers	0,0	2,3	2,7		19,8%	0,0	2,4	2,9		20,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2606,6	2374,0	2246,8	-8,9%	-5,4%	2863,7	2596,3	2428,1	-9,3%	-6,5%
Dont Consommations	445,2	457,2	448,1	2,7%	-2,0%	385,7	394,2	382,3	2,2%	-3,0%
Equipements	1060,0	970,6	859,8	-8,4%	-11,4%	1310,5	1204,5	1059,6	-8,1%	-12,0%
Intermédiaires	770,2	631,6	618,1	-18,0%	-2,1%	801,5	657,2	636,8	-18,0%	-3,1%

Source : MEGA/DGEPPF

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'Etat n'a pas été rectifié pour l'année 2016.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget de l'année 2016 a été arrêté à 2 626 milliards de FCFA en res-

sources et emplois. Il a diminué de 1,0%, par rapport à celui de 2015, du fait de la contraction des ressources d'emprunt.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA)	LRF 2015	LFI 2016	LFI 2016/LFR 2015
Nature des ressources			
Recettes propres	1 833,8	2 043,9	11,5%
Pétrole	540,6	600,7	11,1%
Hors pétrole	1 293,2	1 443,2	11,6%
Ressources d'emprunt	817,4	582,1	-28,8%
Total des ressources	2 651,2	2 626,0	-1,0%
Nature des charges			
Service de la dette	708,1	654,0	-7,6%
Fonctionnement	1 334,4	1 401,2	5,0%
Investissement	596,7	562,8	-5,7%
Autres dépenses	12,0	8,0	-33,3%
Total des charges	2 651,2	2 626,0	-1,0%

Source : DGCPT

III.2.1.1 Les ressources

Les prévisions budgétaires pour 2016 ont ressorti un niveau de ressources de 2 626 milliards de FCFA, en diminution de 1,0% par rapport aux prévisions révisées en 2015. Cette évolution résulte de la contraction des ressources d'emprunt, malgré le renforcement des ressources propres.

La baisse des ressources d'emprunt (-235,3 milliards de FCFA) provient du repli des emprunts d'équilibre (-339,2 milliards de FCFA), nonobstant l'accroissement des tirages sur emprunts extérieurs (+103,9 milliards de FCFA).

L'embellie des ressources propres résulte des perspectives d'amélioration de la production pétrolière, en dépit de la faiblesse des cours du pétrole, et des efforts à réaliser en matière de recouvrement des recettes fiscales.

III.2.1.2 Les emplois

Les postes **Service de la dette**, **Dépenses d'investissement** et **Autres dépenses** ont été ajustés, pour tenir compte de la diminution des ressources et de l'accroissement des dépenses de fonctionnement.

En matière de dépenses de fonctionnement, celles concernant les biens et services et les transferts et subventions ont augmenté, tandis que les dépenses de personnels sont restées quasi-stables par rapport aux prévisions révisées en 2015. L'accroissement des dépenses de biens et services s'explique par la hausse du remboursement de la TVA, la préparation des élections présidentielle et législatives ainsi que l'organisation de la CAN édition 2017. Celui des transferts et interventions est dû au relèvement des crédits destinés au soutien de l'activité de raffinage et des prix des produits raffinés.

La baisse du service de la dette est imputable essentiellement à la diminution du remboursement du principal tant sur les emprunts intérieurs courants (-64,6 milliards de FCFA) que sur les emprunts extérieurs courants (-44,2 milliards de FCFA).

La réduction des dépenses d'investissement s'explique par la diminution du financement intérieur (-137,9 milliards de FCFA), malgré une hausse des financements extérieurs (+103,9 milliards de FCFA), en liaison avec la poursuite des travaux d'infrastructures (routes, stades,...).

Le recul des Autres dépenses résulte de la contraction des coûts sociaux liés à la restructuration des entreprises (-2,0 milliards de FCFA), d'une part, aux protocoles transactionnels, aux condamnations pécuniaires, aux séquestres en gestion à l'Agence Judiciaire de l'Etat (AJE), dont le coût a baissé de 2,0 milliards de FCFA, d'autre part.

III.2.2 L'exécution du budget

A fin décembre 2016, l'exécution du budget s'est soldée par trois déficits : primaire, base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un déficit de 223,0 milliards de FCFA contre un excédent de 80,3 milliards de FCFA l'année précédente. Ce déficit est imputable à la contraction des recettes budgétaires et au renforcement des dépenses primaires.

Le déficit du solde base engagement (solde incluant la charge de la dette publique) s'est dégradé de 324,3 milliards de FCFA pour s'établir à 416,2 milliards de FCFA, suite à l'accroissement des intérêts réglés.

A l'instar du solde base engagement, le solde base caisse a vu son déficit se creuser. Il s'est établi à 549,4 milliards de FCFA en 2016, nonobstant une réduction moins importante des instances du Trésor (151,3 milliards de FCFA en 2016 contre 259,9 milliards en 2015).

Evolution des soldes

(En milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Recettes pétrolières	1 034,6	603,3	423,1	-29,9%
Recettes hors pétrole	1 266,0	1 090,5	1 001,2	-8,2%
Recettes comptes spéciaux	48,6	103,5	133,1	28,6%
Recettes totales	2 349,2	1 797,3	1 557,3	-13,4%
Dépenses de fonctionnement	1 366,3	1 277,0	1 219,5	-4,5%
Dépenses d'investissement	605,8	423,4	405,1	-4,3%
Autres dépenses*	37,0	16,7	155,7	-
Dépenses primaires totales	2 009,1	1 717,0	1 780,4	3,7%
Solde primaire	340,1	80,3	-223,0	-
Solde base engagement	229,3	-91,9	-416,2	-
Solde base caisse	-50,6	-350,7	-549,4	-

* Hors intérêts sur la dette publique

Source : DGCPT

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

A fin décembre 2016, le budget en recettes s'est établi à 1 557,3 milliards de FCFA, soit une diminution de 13,4% par rapport aux réalisations de 2015. Cette évolution est consécutive à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, malgré la consolidation des recettes des comptes spéciaux.

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières collectées ont de nouveau baissé en 2016. En effet, elles ont diminué de 29,9% à 423,1 milliards de FCFA. Le recul de la production pétrolière et le repli des cours du baril de pétrole sur les marchés internationaux expliquent cette contre-performance. En ratio du PIB, les recettes pétrolières ont baissé de deux (2) points par rapport à 2015.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Impôts sur les sociétés	151,4	44,3	1,2	-97,3%
Redevance Minière Proportionnelle	310,5	221,3	203,9	-7,9%
Autres	338,1	260,8	169,8	-34,9%
Transferts SOGARA	234,6	76,9	48,3	-37,2%
Total des recettes pétrolières	1034,6	603,3	423,1	-29,9%
En ratio du PIB	11,5%	7,1%	5,1%	
PIB en valeur	8988,3	8503,5	8310,7	

Sources : DGCPT, DGEPE

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

En 2016, les recettes hors pétrole (y compris les comptes spéciaux) ont baissé de 5,0% pour s'établir à 1134,3 milliards de FCFA, malgré l'amélioration des recettes sur les biens et services (+30,8%). Cette situation résulte essentiellement de la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-21,9%) que de l'impôt direct (-24,6%). La baisse des recettes douanières et des impôts directs provient du ralentissement de l'activité économique et des exonérations en faveur de certains contribuables.

Evolution des recettes hors pétrole

(En milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Droits de douanes	359,9	354,8	277,2	-21,9%
Taxes sur les biens et services	285,8	167,0	218,5	30,8%
dont TVA	216,6	100,7	154,7	53,6%
Impôts directs	382,4	397,7	299,9	-24,6%
Autres recettes	286,5	274,5	338,6	23,4%
Total de recettes hors pétrole y compris les comptes spéciaux	1314,6	1194,0	1134,3	-5,0%

Source : DGCPT

III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires cumulées se sont accrues de 4,5% à 1 973,5 milliards de FCFA en 2016. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont augmenté de 3,7% à 1 780,4 milliards de FCFA.

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses de personnel, les dépenses en biens et services ainsi que les dépenses de transferts et subventions.

En 2016, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 219,5 milliards de FCFA, soit 14,7% du PIB nominal. Comparativement à l'année précédente, elles ont baissé de 4,5%, suite au recul des transferts et subventions.

Les dépenses de personnel se sont chiffrées à 730,9 milliards de FCFA, soit une progression de 2,3%. Cet accroissement résulte de la hausse de la solde permanente (+23,1%), en dépit de la diminution de la rémunération de la MONP (-45,2%) et la suppression de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP).

Exécutées à 251,7 milliards de FCFA en 2016, les dépenses en biens et services fournis à l'Etat se sont accrues de 4,4% par rapport à 2015. Cette évolution résulte de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+5,1%), malgré la stagnation des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone.

Les dépenses effectuées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 236,9 milliards de FCFA. Elles ont enregistré une diminution de 26,2%, du fait de la baisse des autres transferts et interventions (-21,1%) ainsi que des transferts à la SOGARA (-66,4%). Ce, nonobstant le renforcement du fonds de sécurité et de souveraineté (+159,2% à 13,7 milliards de FCFA) et de l'allocation de 10,1 milliards de FCFA à Gabon Poste.

La baisse de la subvention à la SOGARA résulte de la suppression du soutien aux prix des carburants (hors pétrole lampant et gaz butane) et à l'activité de raffinage.

III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Du fait de la baisse des investissements sur ressources propres (-31,1%), les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 4,3% en 2016, pour s'établir à 405,1 milliards de FCFA. Elles ont représenté 4,9% de la production nationale et ont été financées à 59,0% sur ressources extérieures.

III.2.2.2.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses, composées notamment des protocoles transactionnels signés par l'Etat, des comptes spéciaux, des dépenses affectées au fonds

d'entretien routier et de la prise en charge des engagements des entreprises publiques et parapubliques se sont élevées à 155,7 milliards de FCFA. Elles se sont fortement raffermissées, comparativement à leur niveau de l'année précédente, suite au renforcement des dépenses relatives à l'entretien du réseau routier.

Evolution des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Fonctionnement	1 366,3	1 277,0	1 219,5	-4,5%
Salaires et traitements	691,3	714,7	730,9	2,3%
Biens et services	265,0	241,2	251,7	4,4%
Transferts et subventions	410,0	321,1	236,9	-26,2%
Investissements	605,8	423,4	405,1	-4,3%
Ressources propres	349,6	240,9	165,9	-31,1%
Finex	256,2	182,5	239,2	31,1%
Protocole transactionnel	0,0	8,4	7,2	-14,3%
Prêts nets (y.c prise de participation et FER)	37,0	4,5	44,2	-
Comptes spéciaux	-	-	104,3	-
Prise en charge Engagement EPP	-	3,7	-	-
Total dépenses hors paiement d'intérêts	2 009,1	1 717,0	1 780,4	3,7%
Intérêts sur la dette	110,8	172,2	193,2	12,2%
Total des dépenses	2 119,9	1 889,2	1 973,5	4,5%
PIB nominal	8 988,3	8 503,5	8 310,7	-
Fonctionnement/PIB nominal	15,2%	15,0%	14,7%	-
Investissements/PIB nominal	6,7%	5,0%	4,9%	-

Source : DGCP

III.2.3 La dette publique

En 2016, une enveloppe de 343,1 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique, contre 493,7 milliards de FCFA l'année précédente. Cette diminution (-30,5%) est imputable au repli conjoint du règlement de la dette extérieure et intérieure.

La baisse du paiement de la dette extérieure est liée à la réduction du règlement dans toutes ses composantes. Celle du paiement de la dette publique intérieure résulte de la contraction de la dette bancaire et des divers, nonobstant l'accroissement du règlement du moratoire et de la dette contractée auprès du marché financier sous-régional.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette rapportée aux recettes budgétaires a été moins importante, alors que celle des intérêts sur les recettes budgétaires a été sensiblement plus élevée. Le paiement de la dette a représenté 22,0% des recettes collectées en 2016 contre 27,5% en 2015. Celui des intérêts a représenté 8,5% des recettes budgétaires contre 8,0% une année auparavant.

Evolution des règlements

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Dette extérieure	259,4	345,8	211,6	-38,8%
Multilatérale	33,3	35,6	24,5	-31,2%
Bilatérale	36,9	50,1	47,4	-5,4%
Commerciale	131,8	159,2	51,8	-67,5%
Marché financier	57,4	100,9	87,9	-12,9%
Dette intérieure	42,9	147,9	131,5	-11,1%
Bancaire	36,2	81,0	42,4	-47,7%
Moratoires	1,4	41,1	43,2	5,1%
Divers	4,2	22,7	11,2	-50,7%
Marché financier	1,1	3,1	34,7	-
Total	302,3	493,7	343,1	-30,5%

Source : DGD

A fin 2016, le stock de la dette publique a augmenté de 28,6% pour s'établir à 4069,6 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable, essentiellement, à l'encours de la dette intérieure qui a considérablement augmenté de 249,2% à 982,0 milliards de FCFA en 2016.

La hausse de l'encours intérieur s'explique par l'accroissement des emprunts bancaires, du moratoire et des emprunts sur le marché financier régional, en dépit du recul des divers.

Le portefeuille de la dette publique reste dominé par la dette extérieure qui représente 75,9% du total de la dette dont 43,6% provient des marchés financiers.

Par conséquent, le taux d'endettement s'est renforcé de 11,8 points pour s'établir à 49,0% du PIB. Bien qu'en deçà du seuil communautaire (70,0%), il a dépassé le seuil stratégique du Gouvernement fixé à 35%. Cette situation est consécutive à l'accroissement de l'emprunt pour le financement des projets structurants, dans un contexte de repli du produit intérieur brut en valeur.

Evolution du stock

(en milliards de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Dette extérieure	2454	2884,4	3087,6	7,0%
Multilatérale	350,8	383,3	376,9	-1,7%
Bilatérale	573,3	695,9	742,8	6,7%
Commerciale	602,7	496,6	621,9	25,2%
Marché financier	927,2	1308,7	1346	2,9%
Dette intérieure	206,4	281,2	982	-
Bancaire	44,5	-	358,2	-
Moratoires	13,9	75,3	309,4	-
Divers	85,4	41,3	20	-51,6%
Marché financier	62,6	164,7	294,4	78,7%
Total	2660,4	3165,6	4069,6	28,6%

Source : DGD

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Au 31 décembre 2016, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur est caractérisée par :

- une diminution de la masse monétaire ;
- un raffermissement du crédit intérieur ;
- une dépréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une détérioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Situation monétaire large

Année	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16
	(en milliards de Fcfa)			
Avoirs extérieurs nets	1420,1	1303,8	1119,1	446,6
Banque centrale	1315,9	1221,6	1001,1	358,3
Banques commerciales	104,2	82,2	118,0	88,3
Avoirs intérieurs nets	1112,6	1118,4	1250,6	1510,1
Crédits intérieurs nets	1132,6	1207,6	1359,8	1761,9
Créances nettes sur l'Etat	-346,2	-183,5	55,8	589,4
Position Nette du Gouvernement (PNG)	-217,9	-193,7	136,2	547,8
Créances nettes sur les organismes publics	-128,3	10,2	-80,4	41,6
Crédits à l'économie	1478,8	1391,1	1304,0	1172,5
Autres postes nets	-20,0	-89,2	-109,2	-251,8
Quasi-monnaie	739,7	817,4	794,6	719,3
Monnaie au sens large	2280,0	2271,0	2259,9	2080,8
Ressources extra-monétaires	272,8	240,5	219,0	127,7
Circulation fiduciaire	384,7	402,1	379,0	358,1
Dépôts	1895,3	1868,9	1880,9	1722,7
	(variation en %)			
Monnaie au sens large	8,2%	-0,4%	-0,5%	-7,9%
Circulation fiduciaire	30,9%	4,5%	-5,7%	-5,5%
Dépôts	4,5%	-1,4%	0,6%	-8,4%
Avoirs extérieurs nets	29,0%	-8,2%	-14,2%	-60,1%
Avoirs intérieurs nets	-7,6%	0,5%	11,8%	20,8%
Crédits intérieurs nets	-7,7%	6,6%	12,6%	29,6%
Créances nettes sur l'Etat	-	-47,0%	-	-
Crédits à l'économie	25,6%	-5,9%	-6,3%	-10,1%

Source : Beac

III.3.1 Les ressources du système monétaire

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle a reculé de 7,9% à 2080,8 milliards FCFA en décembre 2016, corrélativement à la forte contraction des avoirs extérieurs nets (-60,1%). Au niveau de ses composantes, on note une baisse concomitante de la circulation fiduciaire (-5,5%) et des dépôts collectés (-8,4%).

III.3.1.2 La quasi-monnaie

La quasi-monnaie s'est repliée de 9,5% à 719,3 milliards de FCFA en décembre 2016, suite à l'effritement de l'épargne des agents économiques, notamment dans le secteur privé.

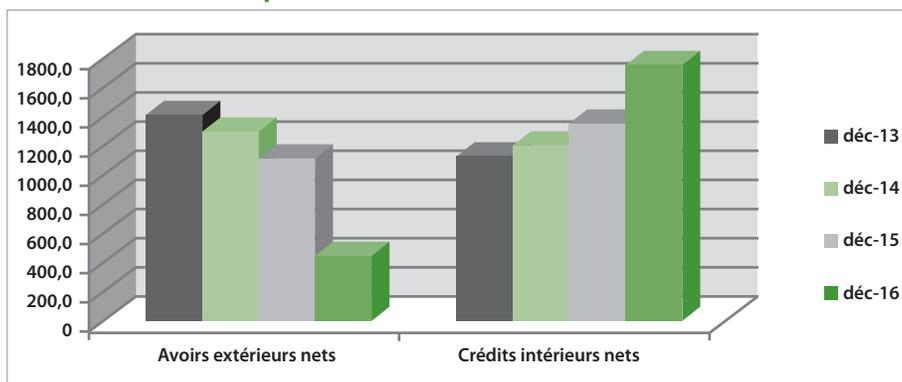
III.3.1.3 Les ressources extra-monétaires

Elles ont fléchi de 41,7% à 127,7 milliards de FCFA en décembre 2016, en raison de la dégradation des Autres Postes Nets, qui se sont chiffrés à -251,8 milliards de FCFA contre -109,2 milliards de FCFA en glissement annuel.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Au cours de la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires ont régressé de 10,9% à 2208,5 milliards de FCFA, en liaison avec la chute des avoirs extérieurs nets (-60,1%).

Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards de FCFA)



Source : BEAC

III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

La forte baisse des avoirs extérieurs nets est consécutive au repli des recettes d'exportation dans un contexte de baisse des cours du pétrole. Cette évolution est liée à la diminution simultanée des avoirs extérieurs nets (devises) de la Banque Centrale (-64,2% à 358,3 milliards de FCFA en décembre 2016) et de ceux des banques primaires (-25,2% à 88,3 milliards en décembre 2016).

III.3.2.2 Le crédit intérieur

A fin décembre 2016, le crédit intérieur s'est consolidé de 29,6% à 1761,9

milliards de FCFA, consécutivement à la forte hausse des créances nettes sur l'Etat qui se sont renforcées de 533,6 milliards de FCFA entre décembre 2015 et décembre 2016.

Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaires est établie à +589,4 milliards de FCFA en décembre 2016 contre +55,8 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une forte augmentation de la dette intérieure de l'Etat pour faire face à la baisse des recettes budgétaires.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée, passant de +136,2 milliards de FCFA en décembre 2015 à +547,8 milliards de FCFA en décembre 2016.

Les créances sur l'économie

Elles ont diminué de 10,1% à 1172,5 milliards de FCFA en décembre 2016, en rapport avec la baisse des crédits consentis au secteur privé non financier, représentant 92,7% des crédits bancaires.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

L'encours des crédits à l'économie recensés par la Centrale des Risques de la BEAC, en hausse de 24%, s'est établi à 1380,8 milliards de FCFA.

Répartition des crédits bancaires par secteur et par terme



Le secteur primaire

Les crédits accordés à ce secteur ont représenté 2,7% de l'ensemble des prêts bancaires en 2016. Ils ont progressé de 8,6% à 37,8 milliards de FCFA au cours de cette période, en raison de la hausse des prêts octroyés à la sylviculture et à l'exploitation forestière, absorbant 79,4% de l'encours sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement établis à 22,1 milliards et 15,7 milliards de FCFA ; soit 58,5% et 41,5% des prêts alloués à ce secteur. Sur le long terme, le secteur n'a bénéficié d'aucun financement.

Le secteur secondaire

Les crédits octroyés au secteur secondaire représentent 23,5% du total des concours bancaires. Ces prêts ont progressé de 15,7% à 323,8 milliards de FCFA en décembre 2016. Cette situation est due à la hausse des crédits consentis à la division Construction, absorbant 43% du financement sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement chiffrés à 214 milliards et 107,2 milliards de FCFA, soit 66,1% et 33,1% des crédits octroyés à ce secteur. Sur le long terme, les crédits se sont situés à 2,6 milliards de FCFA, soit 0,8% du financement sectoriel.

Le secteur tertiaire

Au cours de la période sous revue, ce secteur a engrangé 73,8% de l'encours des crédits distribués. Les crédits accordés à ce secteur se sont confortés de 27,6% à 1019,2 milliards de FCFA en décembre 2016, suite à la consolidation des crédits accordés aux Services, concentrant 81,5% de l'encours du secteur. Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement situés à 549,8 milliards de FCFA et 442,6 milliards FCFA, soit 53,9% et 43,4%. Sur le long terme, les crédits ont atteint 26,8 milliards de FCFA, soit 2,6% du total des crédits octroyés au secteur.

III.3.3 La politique monétaire

La politique monétaire de la BEAC a reposé sur le maintien du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO), de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.3.3.1 Le refinancement bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

III.3.3.2 La politique des taux d'intérêt

Au plan sous régional, le Comité de Politique Monétaire (CPM) du 20 décembre 2016 a noté une décélération de la croissance autour de 1% pour l'année 2016, essentiellement liée aux effets dépressifs de la morosité du secteur pétrolier. Aussi, le CPM prévoit une reprise des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation se situant au niveau de la norme communautaire de 3,0%, la persistance du déficit budgétaire à 7,9%, un repli du déficit extérieur courant et une situation monétaire qui se solderait par un taux de couverture extérieure de la monnaie d'environ 50%.

Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 2,45% ;
- Taux des Prises en Pension : 4,20% ;
- Taux Créditeur Minimum : 2,45%.

De même, les taux d'intérêt sur les placements, institués dans le cadre d'appels d'offres négatifs (retrait des liquidités) qui varient selon les échéances (7 jours, 28 jours ou 84 jours) ont été maintenus et fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0% ;
- Placements à 28 jours : 0% ;
- Placements à 84 jours : 0%.

III.3.3 La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le déficit du solde global, amorcé depuis 2014, s'est davantage détérioré en 2016, suite à la dégradation du solde courant, en dépit d'une amélioration du solde des mouvements de capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

La chute des cours des principales matières premières, enregistrée depuis le début de l'année 2014, a impacté considérablement la balance courante qui s'est fortement dégradée pour atteindre -272,8 milliards de FCFA en 2016 contre -61,5 milliards de FCFA en 2015. Cette diminution est liée à la dégradation du solde commercial (-27,8%).

III.4.1.1 La balance commerciale

En 2016, l'excédent commercial s'est situé à 1 204,9 milliards de FCFA contre 1 668,6 milliards de FCFA en 2015. Cette baisse s'explique par la contraction des exportations, malgré la diminution des importations.

En effet, les exportations en valeur se sont repliées de 19,2% à 2 677,6 milliards de FCFA, suite à la baisse des exportations pétrolières (-22,2%) et de manganèse (-33,6%). Cependant, ce recul de la valeur des exportations a été atténué par la hausse des ventes de bois sciés (+14,4%) et d'or brut (+33,3%).

Les importations, quant à elles, ont reculé de 10,6% à 1 472,7 milliards de FCFA en 2016, du fait de la baisse des approvisionnements en nouveaux outils et équipements, essentiellement dans les secteurs pétrolier et minier.

Evolution de la balance Commerciale de 2014 à 2016

En milliards de FCFA	2014*	2015*	2016*	Var 16/15
Exportations (fob)	4603,5	3315,2	2677,6	-19,2%
Pétrole	3809,7	2494,3	1940,5	-22,2%
Manganèse	420,1	420,6	279,2	-33,6%
Or	8,6	9,3	12,4	33,3%
Bois	239,9	292,5	334,6	14,4%
Autres	125,2	98,5	110,9	12,6%
Importations (fob)	1825,1	1646,5	1472,7	-10,6%
Balance commerciale	2778,4	1668,6	1204,9	-27,8%
Taux de couverture	252,2%	201,3%	181,9%	-

Source : BEAC, * Estimations

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit de la balance des services s'est amélioré (-718,2 milliards de FCFA en 2016 contre -874,6 milliards de FCFA en 2015). La hausse des entrées de devises dans la quasi-totalité des services, excepté le poste « autres assurances», explique principalement cette situation.

III.4.2. La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus s'est consolidé en 2016, passant de -712,4 milliards de FCFA en 2015 à -612,5 milliards de FCFA. Ce déficit moins élevé s'explique par la diminution de la sortie des devises liée à la rémunération des investissements publics (-472,5 milliards de FCFA en 2016 contre -580,0 milliards de FCFA en 2015). Par ailleurs, le solde déficitaire des transferts s'est davantage dégradé, passant de -143,1 milliards de FCFA à -147,0 milliards de FCFA, en corrélation avec les transferts publics et privés.

III.4.3 La balance des capitaux

Déficitaire en 2015, la balance des capitaux a amorcé une orientation positive en 2016. Elle est ainsi passée de -89,2 milliards de FCFA en 2015 à un solde excédentaire de 143,2 milliards de FCFA. Cette évolution provient, principalement, de la diminution des sorties de devises au titre des autres investissements.

De leur côté, les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) se sont inscrits à la hausse (+70,9%) pour se situer à 406,9 milliards de FCFA. Cette amélioration s'explique par l'accroissement des investissements réalisés, notamment dans l'agriculture, l'industrie du bois et la métallurgie.

Evolution de la balance globale de 2014 à 2016

En milliards de FCFA	2014*	2015*	2016*	Var 16/15
1- Transactions courantes	708,7	-61,5	-272,8	-343,6%
balance commerciale	2778,4	1668,6	1204,9	-27,8%
balance des services	-945,9	-874,6	-718,2	17,9%
balance des revenus	-973,9	-712,4	-612,5	14,0%
balance des transferts	-149,9	-143,1	-147,0	-2,7%
2- Balance des capitaux	-336,7	-89,2	143,2	260,5%
- Investissements directs	416,8	238,1	406,9	70,9%
- Investissements de portefeuille	-	-	-	-
- Autres investissements	-753,5	-327,3	-263,6	19,5%
Secteur privé	-800,4	-599,4	-519,8	13,3%
Secteur public	55,2	288,9	288,3	-0,2%
Banques commerciales	-8,3	-16,8	-32,2	-91,7%
3- Erreurs et Omissions	-466,2	-61,9	-423,8	-584,7%
BALANCE GLOBALE	-94,3	-212,6	-553,3	-160,3%

Source : BEAC

III.4.4 La balance globale

Déficitaire depuis 2014, les paiements globaux se sont davantage détériorés en 2016, affichant un solde de -553,3 milliards de FCFA contre -212,6 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette situation s'explique par le déficit du compte des transactions courantes qui n'a pas été compensé par l'excédent du compte des capitaux.

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2016, les effectifs ont diminué de 0,3% à 199 374 travailleurs. Cette évolution résulte de la baisse conjuguée des effectifs du secteur public et parapublic, nonobstant une légère hausse des emplois des entreprises du secteur privé.

Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

Désignation	2014	2015	2016	16/15
Sociétés	90 188	90 327	91 224	1,0%
Parapubliques	4976	5052	4052	-19,8%
Privées	85 212	85 275	87 173	2,2%
Secteur public	109 050	109 564	108 150	-1,3%
Fonction publique	86 555	87 075	85 697	-1,6%
MONP	16 276	15 257	15 227	-0,2%
Libreville	6 222	7 005	7 054	0,7%
Intérieur	10 054	8 252	8 173	-1,0%
Collectivités locales	6 219	7 232	7 226	-0,1%
Total général	199 238	199 891	199 374	-0,3%

Sources : DGBFIP, DGEFP

III.5.1.1 L'emploi dans le public

Le nombre de salariés dans le secteur public a reculé de 1,3% pour s'établir à 108 150 agents en 2016. Cette variation est liée à la diminution simultanée des effectifs de la Fonction Publique, de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) et des Collectivités locales. Il s'agit essentiellement des départs à la retraite n'ayant pas été systématiquement remplacés.

III.5.1.1.1 La variation des effectifs par département

En 2016, les effectifs de la Fonction Publique ont baissé de 1,6% à 85 697 agents. Cette évolution s'observe dans la quasi-totalité des départements : Pouvoirs publics (-6,6%); Administration économique (-11,6%) et Administration des transports (-9,3%). Cette situation traduit la volonté du Gouvernement de maîtriser le poids de la masse salariale, compte tenu de la baisse des recettes budgétaires.

Evolution des effectifs de la Fonction publique par département

Départements	Fin décembre		16/15
	2015	2016	
POUVOIRS PUBLICS	25 351	23 689	-6,6%
ADM. CENTRALE	11 427	13 662	19,6%
ADM. ECONOMIQUE	7 666	6 778	-11,6%
ADM. DEVELOPPEMENT	4 127	3 787	-8,2%
ADM. DES TRANSPORTS	1 325	1 202	-9,3%
ADM. DE L'EDUCATION	25 068	24 900	-0,7%
ADM. SOCIALE	11 995	11 475	-4,3%
AUTRES	117	204	74,4%
TOTAL	87 076	85 697	-1,6%

Sources : ANINF, DGEPP

II.5.1.1.2 Evolution de l'emploi des Collectivités locales

Les effectifs des collectivités locales ont légèrement reculé (-0,1%) en 2016, pour s'établir à 7226 agents. Cette régression est fortement observée dans les provinces de l'Estuaire (-3,3%), du Moyen-Ogooué (-5,7%) et de l'Ogooué-Ivindo (-6,0%). Ce fléchissement s'explique essentiellement par le non remplacement systématique des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

L'analyse de la répartition des agents par localité fait apparaître des disparités découlant notamment de l'importance de la démographie et de l'activité économique de chaque province. Ainsi, la province de l'Estuaire conserve le plus grand nombre d'emplois (3187 agents), suivie de l'Ogooué-Maritime (1672 agents) et du Haut-Ogooué (563 agents). Par contre, la Nyanga et le Moyen-Ogooué détiennent le plus faible nombre d'emplois avec respectivement 213 et 181 agents.

Evolution de l'emploi des collectivités locales par province

Localités	2014	2015	2016	16/15
Estuaire	3 225	3 297	3 187	-3,3%
Haut Ogooué	552	552	563	2,0%
Moyen Ogooué	204	192	181	-5,7%
Ngounié	513	521	506	-2,9%
Nyanga	213	213	213	0,0%
Ogooué Ivindo	233	234	220	-6,0%
Ogooué Lolo	302	302	302	0,0%
Ogooué Maritime	1 433	1 569	1 672	6,6%
Woleu Ntem	325	352	382	8,5%
TOTAL	7 000	7 232	7 226	-0,1%

Source : DGCPPT

III.5.1.1.3 Evolution de l'emploi de la Main d'Œuvre Non Permanente

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 0,2% en 2016, pour se situer à 15 227 agents, suite aux mesures gouvernementales visant à contenir l'évolution du nombre des agents.

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

Les effectifs des sociétés ont enregistré une légère hausse (+1,0%) par rapport à 2015, pour s'établir à 91 224 emplois. Cette évolution est relative à l'accroissement des effectifs dans le privé malgré la chute d'emplois dans le parapublic.

En effet, en dépit des pertes d'emplois enregistrées dans le secteur pétrolier (-22%) consécutives à la contraction de la demande, une progression des effectifs a été observée dans le secteur privé (+2,2%). Cette situation est due à la bonne tenue des secteurs tels que : Agriculture (+40,4%), Autres industries (+18,9%), Industries Agro-alimentaires (+14,1%) et Banques & Assurances (+6,1%).

Les grands projets initiés par le groupe OLAM notamment dans l'agriculture de rente, la poursuite de la politique de transformation locale des matières premières ainsi que la matérialisation du programme GRAINE sont autant de facteurs qui ont soutenu la création d'emplois en 2016. La perte d'emplois dans

le Parapublic (-19,8%) est liée au ralentissement de l'activité enregistrée par plusieurs entreprises de ce secteur.

Evolution de l'emploi dans les sociétés

Désignation	2014	2015	2016	16/15
Sociétés *	90 188	90 327	91 224	1,0%
Parapubliques	4 976	5 052	4 052	-19,8%
Privées	85 212	85 275	87 173	2,2%
Agriculture	8 061	8 917	12 523	40,4%
Pétrole	6 374	5 501	4 291	-22,0%
Mines	4 500	4 575	4 352	-4,9%
Bois	9 567	12 219	12 606	3,2%
Industries Agro-alimentaires	5 183	5 095	5 812	14,1%
Autres industries	4 744	4 277	5 085	18,9%
Eau, électricité et raffinage	4 499	4 758	4 726	-0,7%
Bâtiment et travaux publics	8 397	6 823	6 717	-1,6%
Transports et Télécom	9 414	9 094	7 919	-12,9%
Services	10 738	9 954	9 337	-6,2%
Commerce	10 481	10 787	10 331	-4,2%
Banques et Assurances	3 254	3 275	3 474	6,1%

Source : DGEPEF (*estimations)

III.5.2 La situation du marché de l'emploi

En 2016, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 8149 nouveaux demandeurs d'emploi contre 8 199 en 2015, soit une régression de 0,6%. Ces demandes sont réparties sur l'ensemble du territoire comme suit : Estuaire 6146, Ogooué-Maritime 990, Haut-Ogooué 565, Woleu-Ntem 300 et Nyanga 148.

Concernant l'offre d'emplois, 2 508 postes de travail ont été offerts en 2016, en hausse de 9,9% par rapport à 2015. Les emplois pourvus en 2016 se sont élevés à 908, soit un taux de placement de 36,2%, en baisse par rapport à 2015.

L'inadéquation formation/emploi reste la principale cause de l'écart constaté entre le nombre des places disponibles et les embauches réalisées, soit 1 600 postes à pourvoir principalement dans les domaines maritimes, de la mécanique, de la métallurgie, du bois et de la logistique.

Evolution de l'offre et de la demande d'emploi

	2015	2016	Var 16/15
Demandeurs d'emploi	8 199	8 149	-0,6%
Offres d'emploi	2 282	2 508	9,9%
Embauchés	1 335	908	-32,0%
Taux de Placement	58,5	36,2	-38,1

Sources : ONE, DGEPF

III.5.3 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne exécutée en 2016 a enregistré une légère progression de 0,1% pour s'établir à 1 992,1 milliards de FCFA. Cette évolution provient de la hausse des rémunérations du secteur public (+23,1%), nonobstant la baisse observée dans le secteur privé (-1,3%).

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

Désignation	2014	2015	2016	16/15
Sociétés (*)	1220,5	1242,6	1223,5	-1,5%
Privées	1062,5	1075,1	1061	-1,3%
Parapubliques	158	167,5	162,5	-3,0%
Secteur Public	713,4	746,7	768,6	2,9%
Secteur Public hors collectivités locales	691,3	714,8	730,9	2,3%
Fonction publique	518,9	562,9	692,8	23,1%
MONP	66,3	69,6	38,1	-45,3%
Collectivités locales	22,1	31,9	37,7	18,2%
Autres	106,1	82,3	-	
TOTAL	1933,9	1989,3	1992,1	0,1%

Sources : *Estimations DGEPF, ANINF, DGBFIP

III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

En 2016, la masse salariale du secteur public a progressé de 2,9% pour s'établir à 768,6 milliards de FCFA. Cette évolution résulte de la hausse des traitements des administrations de la Fonction Publique (solde permanente) qui se sont accrus de 23,1%, atteignant 692,8 milliards de FCFA comparativement à 2015, soit 129,9 milliards de plus.

III.5.3.1.1 La solde permanente par département

L'impact des nombreuses réformes mises en œuvre par le Gouvernement afin de maîtriser progressivement la masse salariale sont encore peu perceptibles dans l'ensemble des départements de la Fonction publique. En effet, la mise en œuvre du Nouveau Système de Rémunération à partir du deuxième semestre 2015 auquel s'ajoutent les régularisations administratives des agents de l'Etat expliquent essentiellement la hausse significative de la solde permanente en 2016. L'administration de l'Education (+35,5%) et l'administration générale (+29,5%) ont particulièrement influencé ce résultat.

Evolution de la solde permanente par département

Département ministériel	2015	2016	16/15
POUVOIRS PUBLICS	168,2	191,8	14,0%
ADM. GENERALE	73,1	94,7	29,5%
ADM. ECONOMIQUE	46,1	55,5	20,4%
ADM. DEVELOPPEMENT	27	31,6	17,0%
ADM. DES TRANSPORTS	8	10,2	27,5%
ADM. DE L'EDUCATION	160,3	217,2	35,5%
ADM. SOCIALE	79,1	88,9	12,4%
AUTRES	1,1	2,9	163,6%
TOTAL	562,9	692,8	23,1%

Sources : ANINF, DGBFIP

III.5.3.1.2 La masse salariale de la Main-d'œuvre Non Permanente

S'agissant de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP), elle a diminué de 45,3% en 2016 pour se situer à 38,1 milliards de Francs CFA. Cette situation est la résultante de la légère baisse des effectifs des agents de cette catégorie.

III.5.3.1.3 La masse salariale des collectivités locales

La masse salariale des collectivités locales a augmenté de 18,2% pour s'établir à 37,7 milliards de FCFA à fin 2016.

La province de l'Estuaire a absorbé 19,6 milliards de FCFA, suivie de l'Ogooué-Maritime (8,4 milliards de FCFA) et du Haut-Ogooué (2,0 milliards de FCFA). Le Moyen-Ogooué demeure depuis 2014, la province dont les dépenses en personnel sont les moins élevées.

Evolution de la masse salariale par province

(En millions de FCFA)	2014	2015	2016	16/15
Estuaire	15 963	16 984	19 605	15,4%
Haut-Ogooué	1 653	1 753	2 091	19,3%
Moyen-Ogooué	492	688	793	15,3%
Ngounié	1 261	1 420	2 128	49,9%
Nyanga	783	883	1 108	25,5%
Ogooué-Ivindo	643	702	1 075	53,1%
Ogooué-Lolo	842	868	1 100	26,7%
Ogooué-Maritime	7121	7678	8 449	10,0%
Woleu-Ntem	938	982	1351	37,6%
TOTAL	29 696	31 958	37 700	18,0%

Source : DGTCP

III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

En 2016, la masse salariale des sociétés a baissé de 1,5% à 1 223,5 milliards de FCFA. Cette baisse est observée aussi bien dans les entreprises parapubliques (-3%) que privées (-1,3%).

L'évolution de la masse salariale des entreprises privées résulte des licenciements économiques, du non-renouvellement des Contrats à Durée Déterminée (CDD) et de la mise en chômage technique dans les secteurs tels que : Pétrole (-12,0%), Transports et Télécommunications (-12,0%), Autres Industries (-6,4%) et Services (-5,4%). Toutefois, cette baisse a été atténuée par la hausse de la masse salariale des secteurs Agricole (+17,7%), Bois (+10,7%), Banques & Assurances (+8,3%) et Industries Agro-alimentaires (+6,3%), en raison de l'accroissement des effectifs.

La baisse de la masse salariale dans le Parapublic (-3,0%) provient de la réduction des effectifs issus des entreprises en difficulté économique.

Evolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activité

Désignation	2014	2015	2016	var 16/15
Sociétés*	1 220,50	1 242,60	1 223,40	-1,5%
Parapubliques	158	167,5	162,5	-3,0%
Privées	1 062,50	1 075,10	1 060,90	-1,3%
Agriculture	29,5	66,2	77,9	17,7%
Pétrole	145	111,4	98	-12,0%
Mines	70,1	85,1	88,4	3,9%
Bois	38	37,5	41,5	10,7%
Industries Agro-alimentaires	47,2	50,7	53,9	6,3%
Autres industries	24,6	19,5	18,3	-6,2%
Eau, électricité et raffinage	73,1	74	82,1	10,9%
Bâtiment et travaux publics	72,9	59,3	61	2,9%
Transports et Télécoms	245,1	220,8	194,3	-12,0%
Services	179,1	201,3	190,4	-5,4%
Commerce	78,7	82,7	83	0,4%
Banques et Assurances	59,2	66,6	72,1	8,3%

Source : DGEPP (* estimations)

III.5.4 Les prix

A fin 2016, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est situé à 2,1% en moyenne annuelle. Cette évolution est principalement tributaire de l'accroissement des prix des composantes suivantes :

- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+1,4%), suite à la révision annuelle des prix de l'eau et de l'électricité (+ 25,1%) ;
- Transports (+10,5%) essentiellement lié au renchérissement des prix des dépenses d'utilisation des véhicules (+2,5%) et des carburants et lubrifiants (+0,9%) en lien avec la décision de mise en œuvre de la libéralisation des prix du carburant ;
- Biens et services divers (+35,5%), sous l'effet de la hausse des coûts notamment des soins corporels (+48,7%) et des effets personnels, articles de bijouterie et d'horlogerie (+23,8%).

Tableau de bord de l'économie

En général, le renforcement des contrôles relatifs à la politique de lutte contre la vie chère a conduit à une maîtrise des prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées en 2016. Par ailleurs, la poursuite des offres promotionnelles des opérateurs téléphoniques continue de se traduire par une contraction des prix des Communications (-23,3%).

Par conséquent, pour la deuxième année consécutive, le taux d'inflation reste en dessous du critère de convergence CEMAC ($\leq 3\%$).

Evolution des Prix à la Consommation des Ménages

Regroupement	Pondération	Annuelle			Moyenne Annuelle			Glissement, déc. à déc. (%)
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	
INDICE GLOBAL	10000	127,9	127,4	130,1	4,7%	-0,3%	2,1%	4,1
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	135,8	139,9	139,8	2,9%	3,0%	-0,1%	-1,4
Pains et céréales	673	124,8	127,0	128,9	1,0%	1,8%	1,5%	-1,0
Viandes	720	129,4	136,1	135,5	5,2%	5,2%	-0,4%	-0,1
Poissons et fruits de mer	446	182,0	184,6	185,6	14,5%	1,4%	0,6%	-5,4
Lait, fromage et œufs	243	122,2	125,5	124,7	2,6%	2,7%	-0,6%	1,3
Huiles et graisses	183	130,0	138,7	128,7	-2,6%	6,7%	-7,2%	-6,6
Légumes et tubercules	534	146,4	152,2	152,8	-1,5%	4,0%	0,4%	-0,9
Boissons alcoolisées et tabac	185	117,7	119,6	122,6	-1,7%	1,6%	2,5%	-0,4
Articles d'habillement et chaussures	794	116,3	135,8	135,9	10,4%	16,8%	0,1%	2,8
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	140,1	125,7	127,5	7,0%	-10,3%	1,4%	12,2
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	118,4	117,7	122,6	11,5%	-0,6%	4,2%	3,0
Santé	357	118,6	105,0	99,4	-3,1%	-11,4%	-5,4%	-11,7
Transports	990	127,0	129,3	143,0	4,8%	1,8%	10,5%	11,2
Communications	355	105,6	80,5	61,8	4,4%	-23,8%	-23,3%	-6,7
Loisirs et cultures	503	107,6	118,4	121,6	5,1%	10,1%	2,7%	1,0
Enseignement	170	107,2	107,8	112,1	1,3%	0,6%	3,9%	1,6
Restaurants et hôtels	466	124,8	125,4	130,5	3,7%	0,5%	4,1%	2,9
Biens et services divers	275	99,4	106,5	143,9	1,7%	7,1%	35,2%	36,9

Source : DGS

La politique
économique
du gouvernement
en 2016

4^e partie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2016

La contraction des recettes budgétaires amorcée depuis la fin de l'année 2014 du fait, principalement, de la chute des cours du pétrole, a contraint le Gouvernement à recentrer l'action publique autour de certaines priorités, à savoir le social et les chantiers majeurs ayant un fort impact sur la croissance, le développement et le bien-être des citoyens.

A cet effet, des avancées ont été enregistrées dans l'opérationnalisation du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), par la poursuite des investissements structurants. Parallèlement, la mise en œuvre des orientations de la Stratégie Nationale d'Investissement Humain s'est traduite par le maintien des efforts déployés sur les activités génératrices de revenus et la consolidation du projet de la « Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés » (GRAINE).

IV.1 La politique budgétaire

En matière de politique budgétaire, l'accent a été mis sur la poursuite de la rationalisation des dépenses publiques, l'amélioration du rendement de l'impôt, à travers notamment l'élargissement de la base fiscale, et le recours à de nouveaux leviers de financement.

IV.1.1 L'optimisation des recettes

Le Gouvernement a intégré dans la loi de finances 2016 des mesures fiscales visant la diversification des recettes budgétaires. Son action a porté sur la poursuite des mesures suivantes :

- la maîtrise des dépenses fiscales, notamment par la réduction des exonérations fiscales et des abattements douaniers ;
- le renforcement des équipements et des capacités de contrôle ;
- le renforcement du civisme fiscal et la lutte contre les activités informelles ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, à travers le renforcement des missions de contrôle ;
- l'encadrement des prix des transferts et le contrôle des comptabilités informatisées ;
- l'interconnexion de l'ensemble des services fiscaux ;
- l'amélioration des recettes douanières à travers la modernisation des procédures de contrôle des conteneurs par scanner;
- le renforcement des actions de recouvrement à travers la modernisation des moyens de paiement et le rapprochement des services fiscaux des contribuables.

IV.1.2 La maîtrise des dépenses

S'agissant des dépenses budgétaires, et dans un souci de maintenir la dépense publique dans des proportions soutenables et garantir leur efficacité, le Gouvernement a poursuivi la mise en application des mesures visant l'allègement du train de vie de l'Etat initiées depuis près de deux ans.

IV.1.3 Nouvelles sources de financement

En ce qui concerne la mobilisation de ressources extérieures, le Gouvernement a contracté plusieurs emprunts auprès d'Institutions financières internationales afin de poursuivre le financement de plusieurs projets contenus dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), notamment :

- la fourniture en électricité et en eau potable dans les zones rurales ;
- l'extension de l'offre et l'amélioration de la qualité des établissements de formation technique et professionnelle ;
- l'investissement dans les structures sanitaires et le renforcement des capacités du personnel de santé ;
- la mise en place d'un programme d'investissement dans le secteur de l'Education ;
- le Projet Conception et Construction de la voie de contournement de l'aéroport de Libreville, financé par l'EXIMBANK, pour un montant 153 634 351 USD. La maturité de ce prêt est de 20 ans avec un différé de 5 ans.

IV.2 Les politiques sectorielles

La politique sectorielle adoptée par le Gouvernement en 2016 a poursuivi le programme d'investissement en matière d'infrastructures, la mise en œuvre de mesures visant l'amélioration du climat des affaires et le soutien au secteur productif, dans l'optique de la diversification de l'économie. Dans le même temps, l'opérationnalisation de la stratégie d'investissement humain a constitué une des priorités de l'action publique.

Développement des secteurs productifs

En 2016, la stratégie d'appui du Gouvernement aux secteurs productifs (l'agriculture, la pêche, le bois et la conservation de la biodiversité) s'est poursuivie en vue d'une meilleure contribution de ceux-ci à la croissance et à la création d'emplois. Ceci, par le recours, majoritairement, au partenariat public-privé.

Agriculture vivrière et Pêche

Deux projets majeurs ont marqué l'action gouvernementale en matière d'agriculture vivrière, il s'agit du programme GRAINE, mis en œuvre par le groupe OLAM et du Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon (PRODIAG), porté par l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD). Ce dernier a aidé les agriculteurs et les éleveurs périurbains à accéder à des parcelles agricoles et à un encadrement technique pour une professionnalisation de leurs métiers. Le projet GRAINE vise, quant à lui, à accompagner les gabonais dans la création et le développement de coopératives agricoles sur l'ensemble du territoire national.

En matière de pêche, les actions ont porté sur le développement et la sécurisation des ressources halieutiques. Les projets phares ont concerné :

- le renforcement du partenariat avec l'Union Européenne dans le cadre de l'accord bilatéral de pêche ;
- la poursuite des activités du Conseil National de la Mer et la mise en place des installations de l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiale (AGEOS) pour la surveillance des côtes et la prévention des activités des pêches illégales.

Forêt

En sus des actions de surveillance dans le secteur de la pêche, le Gouvernement, à travers les services techniques de l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observation Spatiale (AGEOS), a inauguré les installations du projet de Surveillance Environnementale Assistée par Satellite (SEAS-Gabon). Celui-ci a pour mission de produire, par imagerie satellitaire à haute définition, une cartographie des ressources forestières pour une gestion durable des écosystèmes. D'autre part, il est chargé de suivre l'évolution de l'émission des gaz à effet de serre pour la préservation de l'environnement.

Dans le domaine de l'industrialisation de la filière, le Gouvernement a accompagné le processus de développement des industries de troisième transformation, notamment avec la création au sein de la ZERP de Nkok d'un complexe destiné à la fabrication de meubles.

En outre, le Gouvernement a posé les jalons pour la création d'une Bourse Nationale du Bois du Gabon qui aura pour missions :

- de développer un marché de bois gabonais plus attractif et plus compétitif ;
- de réguler l'activité du commerce et de l'industrie de transformation ;
- de contribuer au contrôle de l'exploitation illégale de la ressource ;

- de maîtriser la traçabilité des produits de bois et mettre sur le marché des produits certifiés.

Plusieurs mesures ont été instituées, notamment :

- le séchage du bois destiné à l'exportation. Cette décision qui s'inscrit dans le cadre du « Plan Forêt-Bois » décliné dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), vise la transformation locale de tout bois du Gabon, tout en préservant les écosystèmes ;
- La révision des conditions d'exploitation du Kévazingo, du Moabi et de l'Ozigo. Il est dorénavant fait obligation aux opérateurs économiques de n'exporter les produits du Kévazingo et d'Ozigo qu'à condition qu'ils soient issus de la troisième transformation.

Cette mesure vise l'augmentation de la productivité dans les concessions forestières et la diversification de la gamme des produits ouvrés, en vue d'accroître la compétitivité des entreprises du secteur.

Mines et pétrole

Pétrole

Le Gabon a officiellement réintégré l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) en juillet 2016. L'Etat a par ailleurs apporté des améliorations sur les modalités d'exécution des opérations d'audit et de contrôle des activités d'hydrocarbures et sur la procédure d'accès au domaine pétrolier.

Mines

L'inauguration de l'Ecole des Mines et de Métallurgie de Moanda est venue renforcer l'ancrage stratégique du Gabon à une politique de diversification économique efficiente. C'est aussi une nouvelle étape dans l'instauration d'une filière de manganèse au Gabon, deuxième producteur mondial de ce minerai.

Energie et eau

En vue d'augmenter l'offre énergétique et d'étendre le projet d'adduction d'eau, aussi bien en milieu urbain que rural, le Gouvernement s'est attelé à améliorer les potentialités de production d'eau des usines de Ntoum par :

- le renforcement des capacités de production de l'énergie électrique ;
- la poursuite de l'extension de l'usine de traitement d'eau de Ntoum 7 ;
- la mise en œuvre du programme d'accès au service de base en milieu rural.

Le Gouvernement a poursuivi sa réflexion sur la concession de la SEEG.

Infrastructures

Pour soutenir la politique de diversification de l'économie et améliorer la compétitivité des entreprises, le Gouvernement a poursuivi le développement des infrastructures avec la mise en œuvre, depuis 2011, du Plan Directeur National des Infrastructures (PDNI).

Dans ce contexte, l'accent a été mis sur les infrastructures numériques, de transports, de l'énergie et des ressources hydrauliques ainsi que l'assainissement des villes. On peut citer, entre autres :

- la poursuite des grands projets d'infrastructures pour améliorer le réseau routier (axes PK5-PK12, PK12-Ntoum, Ntoum-Kougouleu-Pont Agoula, Port-Gentil-Omboué, Forasol-Mbega, Loubomo-Mougagara, Mouila-Ndende, Tchibanga-Mayumba, Pont sur la rivière Boumé-Boumé, etc.) ;
- la réforme de la gouvernance de l'ANGTI, afin de rendre son action plus efficiente et plus cohérente pour l'amélioration de son fonctionnement ;
- l'actualisation du Schéma Directeur National des Infrastructures ;
- la livraison de logements sociaux sur les sites de Bikélé et d'Angondjé, dans le cadre du Programme Prioritaire d'Assainissement de la ville de Libreville (APRIL). En effet, 420 logements sur 872 recensés ont été attribués aux ayants-droits sur le site d'Angondjé.
- La poursuite des travaux d'assainissement et d'aménagement de trois (3) bassins versants dans les villes de Libreville et de Port-Gentil ;
- la finalisation des travaux des stades de Port-Gentil et d'Oyem, en vue de la CAN 2017 et la poursuite des travaux du stade Omnisports Omar BONGO ;
- la livraison et la poursuite des améliorations des infrastructures portuaires et aéroportuaires (aéroports de Port-Gentil, d'Oyem et port minéralier d'Owendo) ;
- la poursuite des travaux de voiries au profit des capitales provinciales ;

En vue d'augmenter l'offre énergétique et l'adduction d'eau, le Gouvernement a poursuivi :

- la mise en œuvre du programme d'accès aux services de base en milieu rural ;
- la poursuite des travaux d'électrification et d'extension d'eau potable à Angondjé et au Cap Esterias ;
- la mise en service de la centrale thermique de Port-Gentil ;
- le renforcement et l'extension du réseau d'eau potable dans la zone d'Akournam ;

- les travaux d'adduction d'eau potable à Bakoumba ;
- le plan d'urgence d'eau potable de la commune de Lambaréné et l'alimentation en eau du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement et de douze (12) villas.

IV.3 La politique sociale

Malgré le contexte budgétaire difficile, la politique du Gouvernement a été de maintenir les efforts en matière de dépenses à caractère social. Ceci répond notamment au souci majeur d'un meilleur partage de la richesse nationale et d'une prise en compte des aspirations des citoyens.

Education

Les actions menées en 2016 dans le domaine de l'éducation de base (pré-primaire et primaire), de l'enseignement secondaire, supérieur, technique et professionnel ont visé trois objectifs, à savoir :

- la réhabilitation des infrastructures scolaires, notamment à l'intérieur du pays ;
- la poursuite des travaux de construction des centres de formation professionnelle (Akanda et Mouila).

Santé

En matière de santé publique, le Gouvernement a maintenu ses efforts dans le renforcement des plateaux techniques et l'accroissement de l'offre de santé. Ces efforts se sont concrétisés par :

- la finalisation et la poursuite des travaux de construction de plusieurs centres hospitaliers universitaires (Mère et Enfant, CHU Libreville phase II, Owendo, Lambaréné) ;
- la mise en œuvre du Programme d'Investissement Santé Renforcement des capacités ;
- la poursuite de la construction de l'Institut de Recherches Médicales de Lambaréné.

Protection sociale

S'agissant de la protection sociale, la mise en œuvre de la stratégie d'investissement humain s'est poursuivie à travers quatre volets :

- filet de protection économique et transferts solidaires ;
- portefeuille de projets à Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- minima sociaux ;
- politiques ciblées des travaux d'infrastructures.

Les perspectives
2017-2018

5^e partie

V . LES PERSPECTIVES 2017-2018

V.1. *L'économie mondiale en 2017 et 2018*

Les perspectives économiques mondiales en 2017-2018 restent tributaires, pour une large part, de l'orientation de la politique économique de la nouvelle administration américaine. Ainsi, il est prévu une accélération de la croissance dans les pays avancés, du fait d'une embellie de l'activité et de la relance budgétaire prévue aux Etats-Unis. L'évolution de l'économie mondiale serait davantage liée à l'amélioration des perspectives économiques des pays émergents et en développement, notamment la Chine et l'Inde.

Ces évolutions économiques mondiales devraient s'opérer dans un contexte d'affermissement progressif des cours du pétrole, suite à l'accord conclu par les principaux pays producteurs pour réduire l'offre, d'une part, et de reprise du commerce mondial des biens et services, d'autre part.

L'économie mondiale resterait néanmoins exposée à des facteurs importants de ralentissement à savoir : le renforcement du protectionnisme, le durcissement des conditions financières et la montée des tensions géopolitiques.

Au regard de ce qui précède, la croissance mondiale devrait s'accélérer et se chiffrer à 3,5% en 2017 et 3,6% en 2018.

V.1.1 *La conjoncture dans les principaux pays avancés*

Dans les pays avancés, la croissance atteindrait 2,0% en 2017 et 2018. Toutefois, des incertitudes liées à des changements imprévisibles de la politique économique américaine pourraient peser sur ces économies.

Aux Etats-Unis, l'activité serait plus dynamique en 2017 et 2018 avec une croissance annuelle de 2,3% et 2,5%, respectivement. Cette évolution serait portée par le raffermissment du marché immobilier et la vigueur de la demande privée, dans un contexte de relance budgétaire axée sur des investissements massifs en matière d'infrastructures et sur la réduction des impôts.

Au Japon, selon la BOJ, l'économie devrait poursuivre sa trajectoire de croissance avec un Produit Intérieur Brut qui évoluerait de +1,3% grâce à la reprise du commerce mondial et la préparation des jeux olympiques qui se dérouleront à Tokyo en 2020.

La zone euro enregistrerait une croissance de 1,8% en 2017 et 1,7% en 2018, dans un environnement marqué par des incertitudes liées au Brexit, à la nouvelle orientation de la politique économique américaine et à la tenue d'élections dans nombre de pays de ce bloc économique.

Au sein de cet ensemble, l'économie de l'Allemagne progresserait de 1,5% en 2017 et 1,8% en 2018, portée par la consommation. Cette décélération, par rapport à 2016, s'explique par un nombre de jours ouvrés moins important. En France, la consommation et l'investissement porteraient l'activité économique qui croîtrait de 1,3% en 2017 et 1,4% en 2018. A ces facteurs internes de soutien à la croissance, il convient d'adjoindre des variables externes, notamment la faiblesse de l'euro par rapport au dollar, des cours du pétrole et des taux d'intérêts à long terme. L'économie de l'Espagne resterait la plus dynamique (+2,8% en 2017 et 2,3% en 2018), tandis qu'en Italie, la croissance de l'activité réelle serait modérée (+0,6% en 2017 et 0,7% en 2018).

L'économie britannique enregistrerait une progression de 2,0% en 2017 et 1,6% en 2018, soutenue par le stimulus budgétaire prévu et le renforcement de l'activité économique mondiale.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

La croissance des pays émergents et en développement progresserait pour s'évaluer à 4,5% en 2017 et 4,8% l'année suivante. Cette amélioration serait favorisée par une remontée progressive des cours des matières premières et une embellie de la consommation.

La croissance dans les pays émergents d'Asie resterait robuste et se stabiliserait à 6,4%. Les efforts en matière de relance autoriseraient une croissance de 6,6% en Chine en 2017 et 6,2% en 2018. Toutefois, des risques de surchauffe économique existent en raison de l'expansion rapide du crédit et la lente réduction de l'endettement des entreprises.

En Inde, la production croîtrait de 7,2% en 2017 et 7,7% en 2018. Elle serait portée par la consommation privée, qui profiterait des niveaux des prix de l'énergie, et par la revalorisation des salaires.

Les pays émergents et en développement d'Europe seraient dans une dynamique de reprise après avoir subi les effets de l'atonie économique des pays de la zone euro. Ainsi, la croissance de ce bloc s'établirait à 3,0% en 2017 et 3,3% en 2018. Après deux années de récession, les pays de la communauté

des Etats indépendants enregistreraient une reprise timide estimée à 1,7% en 2017 et 1,8% l'année suivante. L'activité économique de la Russie, principale locomotive de cet ensemble, connaîtrait une évolution positive (+1,4% sur la période de prévision), nonobstant la poursuite des sanctions internationales.

Malgré un durcissement des conditions financières et une augmentation des vents contraires en Amérique latine, la zone sortirait de la récession avec une croissance estimée à 1,1%. Cette évolution découlerait d'une amélioration des cours des matières premières et de la bonne tenue de la consommation des ménages. Par pays, avec une prévision de 0,2% en 2017, le Brésil sortirait laborieusement de deux années de récession. L'activité devrait se renforcer en 2018, avec une croissance de 1,7%. Le Mexique réaliserait la meilleure performance de la zone en 2017(+1,7%) et consoliderait sa production en 2018 (+2,0%).

La croissance des pays du Moyen-Orient-Afrique du nord se situerait à 2,6% en 2017 et 3,4% en 2018, en liaison avec la remontée des cours et la bonne tenue de la demande interne, malgré la présence de conflits armés dans plusieurs pays. Dans ce contexte, en Arabie saoudite, la croissance serait faible (+0,4% en 2017 et 1,3% en 2018).

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une embellie économique en 2017 avec une prévision de croissance de 2,6%. Ces pays, durement touchés, pour la plupart, par la baisse des cours des matières premières, ont été au bord de la récession l'année précédente avec une croissance globale de 1,4%.

Ainsi, l'économie du Nigéria, première puissance économique du continent africain, enregistrerait un frémissement avec une croissance de 0,8% en 2017. Celle-ci se consoliderait à 1,9% en 2018, dans le sillage de la remontée des cours du pétrole. Les perspectives économiques des pays importateurs nets de pétrole (Côte d'Ivoire, Kenya, Sénégal...) devraient demeurer positives. Dans presque tous ces pays, moins dépendants du pétrole, les investissements d'infrastructures en cours et le dynamisme de la consommation privée permettraient des embellies économiques.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

En 2017, une reprise de la croissance devrait être observée dans les pays de la CEMAC, du fait d'un relèvement des cours des principaux produits de base et de l'ajustement des politiques macroéconomiques. Le PIB de la sous-région évoluerait de 1,6% contre 0,2% en 2016. Par pays, la croissance prévue se

présente comme suit : Congo +1,0% ; Cameroun +5,7% ; Tchad +2,4% ; Guinée Equatoriale -11,0% ; Gabon +1,1% ; RCA +5,9%.

V.1.4 L'évolution des produits de base

En 2017, le marché mondial des matières premières serait marqué par une remontée des cours. Ainsi, les produits énergétiques et les métaux devraient enregistrer une hausse assez importante, en raison notamment d'un resserrement de l'offre et d'une forte demande. Parallèlement, les prix des produits agricoles devraient continuer sur la même tendance que l'année précédente. Ainsi, l'indice des prix des produits énergétiques et non énergétiques augmenterait respectivement de 26% et 3%, tandis que l'indice des prix agricoles resterait stable.

Le Pétrole

Le cours moyen de pétrole brut s'évaluerait à 54,9 dollars/baril contre 42,8 dollars en 2016, soit une hausse de 28,3%. Celle-ci serait soutenue par le rééquilibrage du marché pétrolier, en liaison avec l'accord entre les pays membres de l'OPEP et d'autres pays producteurs non membres, à l'instar de la Russie. Cet accord vise la limitation de la production mondiale de pétrole. De même, le climat géopolitique incertain marqué par la guerre que se livrent les Etats-Unis, la Russie et l'Arabie saoudite, au travers de leurs alliés au Moyen-Orient, soutiendrait les prix. Cette hausse serait toutefois tempérée par la production du pétrole de schiste américain.

Les oléagineux

La production mondiale d'oléagineux pour la campagne 2016/2017 battrait un nouveau record à 548 millions de tonnes (MT), en hausse de 28 MT par rapport à la campagne précédente. Parallèlement, celle d'huile de palme brute grimperait de 11% à 65 MT, soutenue par la hausse des rendements. Cependant, du fait de la fermeté de la demande mondiale et de la forte production de biodiesel, les prix des oléagineux progresseraient de 3% et ceux de l'huile de palme croitraient de 4,6% à 670 dollars la tonne, après avoir atteint 800 dollars la tonne au premier trimestre 2017.

Le caoutchouc

L'impact du phénomène climatique El Niño se traduirait par une réduction de l'offre mondiale de caoutchouc naturel en 2017. Celle-ci, combinée à une forte

demande mondiale, notamment chinoise, induirait une progression des prix à 2,10 dollars le kilo en moyenne contre 1,61 dollar en 2016.

Le café

La production d'Arabica enregistrerait un record, en 2016/2017, à 95,5 millions de sacs de 60 kg (Ms), tandis que la production de Robusta chuterait de 6%, en raison de la baisse de la production au Brésil, en Indonésie et au Vietnam. Porté par une demande globale de café qui excèderait de 3,5 Ms le niveau de la production, le prix du Robusta augmenterait de 13% à 113,3 cents la livre en 2017. Celui de l'Arabica se situerait à 176 cents la livre.

Le cacao

Sur la campagne 2016/2017, la production mondiale de cacao augmenterait de près de 15% à 4,55 Mt, générant un excédent de 264 000 tonnes (t). De même, les broyages mondiaux croîtraient de 2,9% à 4,24 Mt. La plus forte hausse devrait être enregistrée en Afrique, soit 8% à 830 000 t. Dans ce contexte, les prix de la fève baisseraient de 10% en 2017, pour s'établir à 2 600 dollars la tonne, avant de remonter en 2018.

Le sucre

La remontée des cours du sucre amorcée l'année précédente devrait se poursuivre en 2016/2017 avec une hausse de 8,8% à 20,1 cents la livre, en raison de l'annonce du maintien du déficit au cours de la campagne sous analyse. En effet, le déficit du marché mondial passerait à 6,2 Mt en 2016/2017, avec un ratio stock/consommation qui atteindrait 43,6% en fin d'année, soit son plus bas niveau depuis 2010/2011. Cette situation fait suite à la sécheresse qui affecte lourdement les principales zones de production.

L'or

En 2017, l'once d'or se situerait à 1 150 dollars contre 1 249 dollars une année plus tôt, soit une baisse de 7,9%, en raison du contexte de hausse des taux d'intérêt réels de référence (Etats-Unis), d'une reprise de l'inflation et du ralentissement des placements refuges. Toutefois, la croissance de la demande d'or de la part du secteur de joaillerie en Chine et en Inde pourrait contrebalancer cette tendance.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

En 2017, la production nationale de pétrole s'établirait à 11,06 millions de tonnes (80,7 millions de barils), en baisse de 3,7% par rapport à 2016. En effet, cette situation proviendrait, entre autres, de l'allongement de la période des travaux de maintenance et de la baisse de la production nationale de 9 000 barils/jour pendant le premier semestre 2017, pour se conformer aux exigences de l'OPEP de contenir la production pétrolière mondiale.

Parallèlement, en raison du rééquilibrage du marché pétrolier, le prix moyen du brut gabonais s'élèverait à 43 dollars, soit une hausse de 6% par rapport à 2016 (40,6 dollars). Par ailleurs, le taux de change du dollar américain, par rapport au FCFA, s'apprécierait de 1,2% à 600 FCFA contre 593,1 FCFA en 2016.

V.2.1.2 Les mines

Le secteur minier se caractériserait en 2017 par la consolidation des activités de la Comilog, l'entrée en production de Gabon Mining et la reprise de l'activité du gisement de Ndjolé par le consortium chinois CICMHZ. Ainsi, la production de manganèse en 2017 se situerait à 4,65 millions de tonnes, soit une hausse de 29,7%, dans un contexte de fermeté des cours. En revanche, la filière aurifère verrait sa production se stabiliser autour de 1,5 tonne.

V.2.1.3 La filière bois

Pour l'année 2017, l'exploitation forestière enregistrerait une hausse de 9% à 1 680 000 m³ de la production de bois en grumes, soutenue par la demande croissante des industries locales.

L'activité des industries de transformation du bois se raffermirait en 2017, en raison des performances des industries existantes et de l'entrée en production de nouvelles unités. Par conséquent, la production des industries observerait une hausse de 16% pour atteindre près de 930 000 m³.

V.2.1.4 L'agriculture

Le secteur agriculture et pêche consoliderait ses résultats en 2017, avec la montée en puissance de la production des plantations de palmiers à huile d'Olam et l'entrée en production des plantations du programme GRAINE, dont

les premières récoltes sont prévues au mois d'avril. Cependant, l'arrêt des financements du PRODIAG entrainerait une baisse de la production des cultures maraichères.

V.2.1.5 Les Agro-industries

L'activité du secteur des agro-industries s'améliorerait en 2017, en liaison avec la modernisation de l'outil de production des boissons et de l'eau minérale, ainsi que l'accroissement des performances de la minoterie installée à Owendo. De même, les quantités d'huiles raffinées devraient se consolider, portées par les travaux de réhabilitation de l'usine et l'augmentation des capacités de production, suite au rachat de cette unité par le groupe Olam.

V.2.1.6 Les autres industries

Le renforcement de la production des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok, notamment la chaudronnerie et la production de batterie pour automobile indurait un accroissement de la production des autres industries de transformation en 2017. Dans le même temps, la production prévisionnelle de ciment avoisinerait 400 000 tonnes.

V.2.1.7 Le raffinage

Les résultats de la raffinerie des produits pétroliers se tasseraient en 2017, suite à un arrêt quinquennal de deux (2) mois pour la maintenance de l'outil de production. A cet effet, le traitement du pétrole brut enregistrerait une baisse de 16,3% à 843 427 tonnes métriques.

V.2.1.8 L'énergie

Dans le secteur de l'énergie, la production d'électricité augmenterait de 7,8%, en raison du démarrage de la centrale thermique à gaz de Port-Gentil, pour une puissance supplémentaire de plus de 100 MW, et du déploiement des groupes électrogènes à l'intérieur du pays. Parallèlement, la poursuite des forages de puits et des travaux d'extension du réseau devrait consolider la production de l'eau de 4% en 2017.

V.2.1.9 Les BTP

L'activité des BTP se replierait à nouveau en 2017, en raison de la fin des travaux liés à l'organisation de la CAN. Ce, malgré la poursuite des travaux d'aménagement routier (Pk5-Pk12, Port-Gentil-Omboué, etc.), de construction des nouveaux ports minéralier et commercial, d'électrification des villages et

de réhabilitation du réseau ferroviaire. Au total, la production vendue du secteur BTP baisserait d'environ 3,5% en 2017.

V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

La bonne tenue du secteur minier et des industries du bois bénéficierait à l'activité des transports et auxiliaires de transport, dont le volume global de marchandises acheminées par rails et manipulées aux ports (Owendo et Port-Gentil) augmenterait de 9%.

V.2.1.11 Les télécommunications

Le dynamisme de la téléphonie mobile et le déploiement de la fibre optique soutiendraient la branche des télécommunications en 2017. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile et celui des abonnés à internet GSM progresseraient respectivement de 10% et 8%.

V.2.1.12 Le commerce

Les effets induits de l'organisation de la CAN 2017 et la conjoncture favorable dans la plupart des secteurs de l'économie nationale entraîneraient une embellie de la branche commerce, dont le chiffre d'affaires se raffermirait de près de 2% en 2017.

V.2.1.13 L'hôtellerie

Malgré l'amélioration de l'offre d'hébergement, suite à la réhabilitation des structures hôtelières, et l'organisation de la CAN 2017, le chiffre d'affaires de « l'hôtellerie, restauration et tourisme » se replierait de 4,6% en 2017, en liaison avec la faible fréquentation des structures hôtelières.

V2.2 La Microfinance

L'activité du secteur de la microfinance poursuivrait son expansion en 2017, en raison de :

- l'arrivée de nouveaux établissements dont les dossiers sont actuellement en instruction à la COBAC ;
- le démarrage des activités des nouveaux établissements agréés ;
- la poursuite de l'assainissement du secteur ;
- la consolidation de l'assise financière des EMF en difficulté.

V.2.3 Les assurances et réassurance

En dépit des inquiétudes liées à la conjoncture économique, le secteur renferme des possibilités de développement, principalement dans les segments touchant les chantiers de construction routière, les B.T.P et les PME/PMI. Les assureurs espèrent intensifier la prospection commerciale au niveau national et international en proposant des produits innovants à des conditions attractives, afin de relever le taux de pénétration de l'assurance encore très faible (estimé à 3%).

En matière de réassurance, les perspectives 2017 et 2018 reposent, d'une part, sur le développement à l'international des branches Acceptations facultatives et Traités, d'autre part, sur l'approche de nouveaux marchés, à l'instar de ceux des pays du MENA (Algérie, Bahreïn, Koweït, Egypte, Iran, Liban, etc.). La SCG-RE compte apporter de l'assistance aux cédantes à travers l'organisation des séminaires de renforcement de capacité et l'introduction du logiciel de gestion de la réassurance (RMS-ARIMA) en 2017.

V.2.4 Les estimations macroéconomiques en 2017 et 2018

V.2.4.1 Les principales hypothèses

L'environnement international serait plus favorable en 2017. En effet, la croissance mondiale se situerait à 3,5% en 2017 et 3,6% en 2018 contre 3,1% en 2016. Celle-ci serait permise par l'amélioration des perspectives des pays avancés, mais surtout des pays émergents et en développement. Ce raffermissement de la demande, renforcé par la remontée attendue des cours des matières premières contribuerait au redressement de l'économie gabonaise.

Au plan national, la mise en œuvre d'un Plan de Relance de l'Economie devrait se matérialiser par une stabilisation des agrégats macroéconomiques, suite à une année 2016 marquée par leur régression.

Au regard de l'évolution de l'environnement économique international et national, les prévisions macroéconomiques de 2017 et 2018 se basent sur les hypothèses contenues dans le tableau ci-après :

Principales hypothèses 2017-2018

	2016	2017	2018	17/16	18/17
Production pétrolière (en millions de tonnes)	11,5	11,06	10,87	-3,7%	-1,8%
Production de pétrole (en millions de Barils)	83,8	80,76	79,34	-3,7%	-1,8%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	40,6	43,00	45,00	6,0%	4,7%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 284,8	4 701,3	4 900,0	43,1%	4,2%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	136,6	157,7	157,7	15,4%	0,0%
Production de l'Or (en tonne)	1,1	1,5	1,5	36,4%	0,0%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 248,3	1 211,89	1 224,98	-2,9%	1,1%
Production du gaz (en milliers de m ³)	530,1	565,2	622,3	6,6%	10,1%
Prix de vente de gaz (\$US/m ³)	0,13	0,17	0,21	30,76%	23,5%
Taux de change	593,1	600,0	600,0	1,2%	0,0%

Source : DGEPPF

V.2.4.2 La formation du PIB prévisionnel en 2017 et 2018

Sous les hypothèses présentées plus haut, le taux de croissance du PIB est projeté à 1,1% en 2017 et à 3,6% en 2018. La croissance économique serait tirée par le secteur hors-pétrole (+1,8% en 2017 et +4,3% en 2018), en dépit du recul du secteur pétrolier (-3,7% en 2017 et -1,8% en 2018).

Evolution du taux de croissance en 2017 et 2018

	2016	2017	2018
PIB total	2,1%	1,1%	3,6%
PIB pétrole	-3,7%	-3,7%	-1,8%
PIB hors pétrole	2,9%	1,8%	4,3%

Source : DGTCP

V.2.4.3 Les ressources du PIB prévisionnel en 2017 et 2018

L'analyse du produit intérieur brut optique production indique que l'activité économique progresserait dans l'ensemble des secteurs en 2017 et 2018.

Dans le secteur primaire, l'accroissement de l'activité (+2,7% en 2017 et +3,8% en 2018) proviendrait :

- de la hausse d'activité dans l'Agriculture (+12,7% en 2017 et +14,2% en 2018), en lien avec l'accroissement substantiel de l'agriculture de

rente, notamment l'entrée en production des plantations d'hévéa d'OLAM en 2018 (0,69 million de tonnes) ;

- du raffermissement de la branche minière (+22,5% en 2017 et +7,5% en 2018), attribuable à l'entrée en production de Nouvelle Gabon Mining, à la reprise de la production de la CICMHZ et aux perspectives favorables en termes de débouchés pour le manganèse sur le plan international ;
- des performances dans l'exploitation forestière (+7,0% en 2017 et +6,5% en 2018), en raison d'une hausse prévisionnelle de la demande des industries.

Ces évolutions seraient toutefois atténuées par la baisse d'activité prévue dans la branche pétrolière en raison du déclin naturel des champs matures.

Le secteur secondaire serait en hausse de 1,5% en 2017 et de 5,5% en 2018. Ces performances résulteraient de :

- la progression des industries du bois (+7,0% en 2017 et +6,5% en 2018), liée à la hausse de la commande publique, à la politique incitative pour la troisième transformation et à la demande mondiale ;
- la croissance des industries agro-alimentaires (+8,0% en 2017 et +15,0% en 2018), suite à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations édition 2017, à la transformation de l'huile de palme par OLAM et l'augmentation des capacités de production d'eau minérale ;
- le dynamisme de l'industrie minière (+18,0% en 2017 et 16,0% en 2018), provenant de la consolidation de l'activité, d'une demande internationale en hausse et des prix compétitifs ;
- la croissance dans les Autres Industries (+1,5% en 2017 et +5,5% en 2018), tributaire de l'accroissement de la production des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok, notamment la chaudronnerie et la production de batterie pour automobiles..

L'activité du secteur tertiaire s'inscrirait en hausse de 0,8% en 2017 et de 4,4% en 2018. Ces progrès découleraient essentiellement des performances des branches : transports et télécommunications (+4,3% en 2017 et +6,1% en 2018), dans un contexte de quasi-stagnation des branches Commerce (+0,2% en 2017 et +3,5% en 2018) et services (+0,1% en 2017 et +3,0% en 2018).

Tableau de bord de l'économie

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2017 à 2018

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2016	2017	2018	17/16	18/17	2016	2017	2018	17/16	18/17
Produit Intérieur brut	8310,6	8511,9	8850,2	2,4%	4,0%	5458,4	5518,7	5715,4	1,1%	3,6%
PIB marchand	6942,0	7117,1	7444,8	2,5%	4,6%	4413,6	4477,7	4674,6	1,5%	4,4%
Secteur Primaire	2114,4	2187,6	2247,7	3,5%	2,7%	1066,9	1095,7	1137,4	2,7%	3,8%
Agriculture, élevage, Pêche	322,2	370,7	422,6	15,1%	14,0%	266,2	300,0	342,5	12,7%	14,2%
Exploitation Forestière	91,1	101,8	108,4	11,7%	6,5%	62,7	67,1	71,4	7,0%	6,5%
Pétrole Brut	1566,2	1522,3	1509,5	-2,8%	-0,8%	670,7	646,0	634,7	-3,7%	-1,8%
Mines	134,9	192,7	207,2	42,9%	7,5%	67,4	82,6	88,8	22,5%	7,5%
Gaz	0,018	0,017	0,012	-7,1%	-28,7%	0,022	0,022	0,016	-0,3%	-28,7%
Secteur Secondaire	2052,5	2084,1	2199,7	1,5%	5,5%	1056,9	1072,8	1131,4	1,5%	5,5%
Industrie agro-al, boissons	161,8	178,6	208,9	10,4%	17,0%	117,7	127,2	146,2	8,0%	15,0%
Industrie du bois	149,0	148,6	158,3	-0,2%	6,5%	90,6	97,0	103,3	7,0%	6,5%
Industrie minière	6,9	8,2	9,5	18,0%	16,0%	6,4	7,5	8,7	18,0%	16,0%
Autres industries	273,3	280,3	297,4	2,5%	6,1%	141,9	144,0	152,0	1,5%	5,5%
Raffinage	10,0	8,2	8,8	-18,5%	8,1%	9,7	8,0	8,7	-17,7%	9,1%
Electricité, eau	96,5	103,5	111,7	7,3%	7,9%	53,4	55,5	58,6	4,0%	5,5%
BTP	505,4	509,5	532,0	0,8%	4,4%	284,2	280,4	290,1	-1,4%	3,5%
Service pétroliers	849,6	847,4	873,1	-0,3%	3,0%	352,9	353,3	363,9	0,1%	3,0%
Secteur Tertiaire	2100,5	2154,5	2279,0	2,6%	5,8%	1730,3	1743,5	1819,8	0,8%	4,4%
Transport & communicat°	515,8	560,4	616,8	8,6%	10,1%	521,7	544,1	577,3	4,3%	6,1%
Services	990,3	1002,0	1039,7	1,2%	3,8%	785,3	786,1	809,7	0,1%	3,0%
Commerce	448,7	454,8	475,5	1,3%	4,6%	278,8	279,3	289,0	0,2%	3,5%
Banques et Assurances	247,7	249,6	259,3	0,8%	3,9%	261,7	263,0	272,7	0,5%	3,7%
SIFIM	-102,1	-112,3	-112,3	10,0%	0,0%	-117,2	-128,9	-128,9	10,0%	0,0%
DTI et TVA	674,6	690,9	718,4	2,4%	4,0%	559,5	565,7	585,9	1,1%	3,6%
Services non Marchands	1368,6	1394,9	1405,4	1,9%	0,8%	1044,7	1040,9	1040,9	-0,4%	0,0%

Source : MEGA/DGPEP

V.2.4.4 Les emplois du PIB prévisionnel en 2017 et 2018

Du point de vue des emplois, l'activité serait soutenue en 2017 et 2018 aussi bien par la demande intérieure qu'extérieure.

La demande intérieure se stabiliserait autour de -0,01% en 2017 et de 3,1% en 2018, tirée par l'investissement total (+3,1% en 2017 et +4,5% en 2018) et la consommation totale (-1,7% en 2017 et +2,3% en 2018). La hausse de l'investissement total proviendrait essentiellement de l'accroissement de l'investissement privé, mais également de la poursuite des travaux d'infrastructures (routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaire, énergétiques,...). La consommation totale devrait également s'améliorer sous l'effet de la hausse de l'emploi du secteur moderne, de la poursuite des efforts de lutte contre la vie chère, dans un contexte de maîtrise de la consommation publique.

S'agissant de la demande extérieure, les exportations augmenteraient de 3,1% en 2017 et de 2,5% en 2018. Cette hausse proviendrait de la vigueur de la demande internationale du bois (augmentation de l'activité économique dans les pays émergents), du manganèse (raffermissement des cours du manganèse) et des produits de rente (renforcement de la demande d'huile de palme).

Tableau de bord de l'économie

Evolution des emplois du PIB prévisionnel de 2017 à 2018

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2016	2017	2018	17/16	18/17	2016	2017	2018	17/16	18/17
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8310,7	8511,9	8850,2	2,4%	4,0%	5458,4	5518,7	5715,4	1,1%	3,6%
DEMANDE INTERIEURE	6890,1	7065,9	7390,4	2,6%	4,6%	5634,2	5633,7	5807,4	-0,01%	3,1%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	1420,5	1446,0	1459,8	1,8%	1,0%	-175,8	-115,1	-92,0	-34,6%	-20,1%
CONSOMMATION TOTALE	4573,0	4616,7	4823,5	1,0%	4,5%	3662,7	3601,6	3684,4	-1,7%	2,3%
Ménages	3360,8	3460,7	3625,0	3,0%	4,7%	2605,4	2622,6	2699,0	0,7%	2,9%
Administrations	1212,2	1156,0	1198,5	-4,6%	3,7%	1057,4	978,9	985,4	-7,4%	0,7%
INVESTISSEMENT TOTAL	2317,2	2449,3	2566,9	5,7%	4,8%	1971,4	2032,1	2123,0	3,1%	4,5%
Privé	1888,5	2003,6	2115,6	6,1%	5,6%	1508,2	1572,1	1661,5	4,2%	5,7%
Dont : Pétrole	932,0	965,1	994,1	3,6%	3,0%	498,3	512,7	525,4	2,9%	2,5%
Hors Pétrole	956,6	1038,4	1121,5	8,6%	8,0%	1009,8	1059,4	1136,0	4,9%	7,2%
Administration	428,6	445,7	451,3	4,0%	1,3%	463,3	460,0	461,5	-0,7%	0,3%
EXPORTATIONS TOTALES	3667,3	3722,7	3787,2	1,5%	1,7%	2252,3	2322,1	2379,6	3,1%	2,5%
Dont : Pétrole	2710,6	2644,6	2627,0	-2,4%	-0,7%	1439,3	1391,7	1369,7	-3,3%	-1,6%
Rentes et autres produits d'exportations	181,2	205,3	242,5	13,3%	18,1%	184,2	197,4	233,2	7,1%	18,1%
Mines	220,9	323,5	344,3	46,4%	6,4%	264,1	346,5	368,8	31,2%	6,4%
Bois transformé	346,6	337,5	358,2	-2,6%	6,2%	313,5	334,7	355,3	6,8%	6,2%
Produits manufacturiers	2,7	3,6	4,2	34,7%	15,9%	2,9	3,4	3,9	15,5%	15,9%
IMPORTATIONS TOTALES	2246,8	2276,6	2327,4	1,3%	2,2%	2428,1	2437,1	2471,5	0,4%	1,4%
Consommations	448,1	456,2	469,9	1,8%	3,0%	382,3	384,7	390,5	0,6%	1,5%
Equipements	859,8	858,9	871,7	-0,1%	1,5%	1059,6	1051,6	1062,0	-0,8%	1,0%
Intermédiaires	618,1	631,4	648,6	2,2%	2,7%	636,8	649,6	663,9	2,0%	2,2%

Source : MEGA/DGEPPF

V.2.4.5 Les prévisions du budget 2017

En 2017, les perspectives budgétaires s'inscrivent dans le cadre d'un accroissement des cours du baril de pétrole, des efforts d'ajustement budgétaire pour la prise en compte des dépenses liées au plan de relance économique, à la Coupe d'Afrique des Nations édition 2017, et à la politique sociale.

V.2.4.5.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires progresseraient de 3,6% à 1664,8 milliards de FCFA en 2017. Cette embellie proviendrait du raffermissement simultané des recettes pétrolières et hors-pétrole, du fait respectivement de la hausse des cours de pétrole et des efforts des régies financières en matière de recouvrement.

Prévisions des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Recettes pétrolières	603,3	423,1	520,1	22,9%
Recettes hors pétrole (yc Comptes spéciaux)	1194,0	1134,2	1144,7	0,9%
Recettes totales	1797,3	1557,3	1664,8	6,9%

Source : DGCPT

V.2.4.5.2 Les dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires primaires se contracteraient de 5,8% à 1677,2 milliards de FCFA par rapport à celles exécutées en 2016. Cette évolution résulterait du repli conjoint des dépenses de fonctionnement en dépit de la hausse des dépenses en capital et des autres dépenses, notamment du remboursement de la TVA courante.

La diminution des dépenses de fonctionnement de 10,7% à 1089,2 milliards de FCFA proviendrait de la maîtrise des dépenses du personnel, des dépenses en biens et services et des dépenses de transferts. En effet, en 2017, les dépenses de personnel baisseraient de 2,9%, suite à la mise à la retraite systématique des agents et aux opérations d'assainissement du fichier solde. Celles en biens et services se réduiraient de 25,3%, en raison de la fin des travaux de la CAN, de l'élection présidentielle et des efforts de maîtrise des autres dépenses de fonctionnement de l'administration.

La hausse des dépenses en capital de 4% à 421,2 milliards de FCFA hors Fonds d'Entretien Routier résulterait essentiellement des efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre du Plan de Relance de l'Economie.

Prévisions des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Fonctionnement	1 277,0	1 219,5	1 089,2	-10,7%
Salaires et traitements	714,7	730,9	710	-2,9%
Biens et services	241,2	251,7	188	-25,3%
Transferts et subventions	321,1	236,9	191,2	-19,3%
Investissements	423,4	405,1	421,2	4,0%
Ressources propres	240,9	165,9	135,2	-18,5%
Finex	182,5	239,2	286,0	19,6%
Autres dépenses primaires	16,7	155,7	166,79	7,1%
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1 717,0	1 780,3	1 677,22	-5,8%
PIB nominal	8503,5	8310,6	8 511,9	-
Fonctionnement/PIB nominal	15,0%	14,7%	12,8%	-
Investissements/PIB nominal	5,0%	4,9%	4,9%	-

Source : DGCP, DGEFF

V.2.4.5.3 La dette publique

En 2017, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait un accroissement de 32,9% à 869,4 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la hausse conjointe de l'amortissement et des charges financières relatives à la dette extérieure et intérieure.

La hausse du règlement du principal de la dette extérieure (+140,2%) résulte essentiellement de l'amortissement des prêts contractés auprès du marché financier international. Celle du principal de la dette intérieure (-42,1%) est consécutive à l'amortissement des emprunts courants et au remboursement des arriérés.

L'augmentation du règlement de la charge financière de la dette publique intérieure et extérieure (+28,4%) est liée au reprofilage de la dette et à la prise en compte des nouveaux tirages.

Evolution du service prévisionnel de la dette

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Dette extérieure	345,2	341,8	669,9	96,0%
Intérêts	101,6	142,4	191,0	34,1%
Principal	243,6	199,4	478,9	140,2%
Dette intérieure	362,9	312,3	199,4	-36,1%
Intérêts	23,8	37,8	40,5	7,0%
Principal	339,1	274,5	159,0	-42,1%
Total	708,1	654,1	869,4	32,9%

Source : DGBFIP

V.2.5 La balance des paiements prévisionnelle en 2017-2018

En 2017, la balance des paiements amorcerait une orientation positive. Cette évolution se poursuivrait jusqu'en 2018 suite à l'amélioration de la quasi-totalité des comptes.

V.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le solde déficitaire de la balance courante s'améliorerait de 36,6% en 2017. Cette évolution proviendrait du raffermissement du solde commercial (+24,2%), dans un contexte marqué par la hausse des ventes des principales matières premières (manganèse, bois, etc.). Ce solde se dégraderait en 2018 du fait du ralentissement de la quasi-totalité des comptes, excepté la balance des revenus.

V.2.5.2 La balance commerciale

En 2017, le solde commercial afficherait une progression de 24,2% à 1 496,1 milliards de FCFA en liaison avec l'augmentation des exportations (+14,3%). Toutefois, ce solde régresserait une année plus tard (-0,6%) du fait de l'augmentation plus importante des importations (+4,9%) par rapport aux exportations (+2,2%). La hausse des importations serait liée notamment, à l'acquisition des biens destinés à l'accélération des travaux d'infrastructures (routières, ferroviaires, portuaires, énergétiques,...).

Evolution prévisionnelle de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2015	2016*	2017**	2018**	Var 17/16	Var 18/17
Exportations (fob)	3315,1	2677,6	3060,9	3128,3	14,3%	2,2%
Importations (fob)	1646,5	1472,7	1564,8	1640,7	6,3%	4,9%
Balance commerciale	1668,6	1204,9	1496,1	1487,6	24,2%	-0,6%
Taux de couverture	201,3%	181,8%	195,6%	190,7%		

Sources : BEAC, * Estimations** Prévisions

V.2.5.3 La balance des services

Le déficit de ce compte s'alourdirait en 2017 et en 2018 respectivement à -824,0 milliards de FCFA et à -834,9 milliards de FCFA. Cette situation s'expliquerait par la hausse des sorties de devises liées à la quasi-totalité des services.

V.2.5.4 La balance des revenus

En 2017, le solde déficitaire des revenus se creuserait, passant de -612,5 milliards de FCFA à -693,1 milliards de FCFA, en corrélation notamment, avec la baisse des entrées de capitaux liées à la rémunération des investissements publics et aux paiements des intérêts sur la dette publique. Le déficit de ce compte s'allègerait en 2018 de 0,9%, du fait principalement de l'amélioration du poste «rémunération des investissements publics».

V.2.5.5 La balance des capitaux

Le solde du mouvement des capitaux resterait excédentaire en 2017, suite à une remontée des Investissements Directs Etrangers (IDE) de 13,3% à 461,0 milliards de FCFA. Cette hausse serait engendrée non seulement par la bonne tenue des activités dans le secteur hors pétrole (agriculture, industries métallurgiques, bois, transport) mais aussi par l'entrée des capitaux, en liaison avec l'organisation de la CAN édition 2017. Cependant, l'excédent de ce solde diminuerait en 2018, du fait d'une atténuation des investissements directs (mouvements des capitaux entrants).

V.2.5.6 La balance globale

En définitive, la balance des paiements afficherait un solde positif en 2017 (+158,3 milliards de FCFA) et en 2018 (+53,9 milliards de FCFA). Cette évolution découlerait de l'allègement du déficit du compte courant et de la progression de l'excédent du compte financier en 2017. Par ailleurs, le surplus de devises dégagé par le solde global de la balance des paiements en 2018 serait lié au compte des capitaux.

V.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

V.2.6.1 L'emploi

En 2017, le marché du travail serait marqué par une hausse de l'emploi dans le secteur privé grâce à la croissance économique attendue. Cette bonne orientation de l'activité serait soutenue par la remontée du cours du baril de pétrole et la bonne tenue des secteurs agriculture, bois et mines. Dans le secteur public par contre, les emplois continueraient leur baisse, compte tenu de la maîtrise des effectifs de la fonction publique, en lien avec le Programme de Relance Economique.

V.2.6.2 Les salaires

La masse salariale reculerait dans le secteur public en 2017, suite à la maîtrise des effectifs et aux réformes engagées par l'Etat visant la réduction des dépenses

en personnel. Dans le secteur privé, la masse salariale augmenterait en raison de l'embellie des activités dans certains secteurs (agriculture, bois et mines).

V.2.6.3 Les prix

L'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) atteindrait 3,0% en 2017, en raison du relèvement simultané des prix dans les postes « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », notamment ceux de l'énergie (eau et électricité), et « Transports », sous l'effet de la libéralisation des prix des carburants. Par conséquent, le critère de convergence ($\leq 3\%$) serait respecté pour la troisième année consécutive.

V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2017-2018

La politique de développement économique et social du Gouvernement pour 2017-2018 s'inscrit dans un contexte de forte baisse des recettes d'exportations, de contraction du niveau des réserves de change et de déséquilibres sur la balance des paiements avec des répercussions sur les finances publiques. Pour faire face à l'impact négatif de la faiblesse des cours du pétrole sur les évolutions économiques, le Gouvernement mettra en œuvre, avec le concours de partenaires financiers internationaux, un plan de relance de l'économie, conformément à la feuille de route de sortie de crise de la CEMAC.

A cet effet, l'action du Gouvernement viserait à soutenir le développement du secteur privé, à continuer à doter le pays d'infrastructures modernes et compétitives (routes, ports, aéroports, etc.) et à accroître l'offre des services publics (éducation, santé, logement, sécurité, justice). De même, les efforts en faveur des populations vulnérables seraient maintenus à travers la poursuite des actions initiées dans le cadre de la politique de l'égalité des chances.

En matière de finances publiques, l'action du Gouvernement s'inscrirait dans une stratégie de maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'Administration, afin de créer des marges budgétaires permettant de poursuivre les investissements en cours (infrastructures), pour soutenir la croissance, tout en préservant les acquis sociaux.

V.3.1. Les infrastructures

Depuis 2010, pour soutenir la politique de diversification de l'économie et doter le pays d'infrastructures nécessaires au développement socio-économique, le Gouvernement s'est employé à la construction des infrastructures routières, énergétiques, hydrauliques et de communication.

En matière d'infrastructures routières, l'objectif du Gouvernement pour les exercices budgétaires 2017-2018 concernerait l'aménagement du réseau routier national et des voiries urbaines, la construction des ponts ainsi que les travaux d'entretien/réhabilitation des routes et d'aménagement des bassins versants. De même, les investissements en matière d'infrastructures ferroviaires, pour le soutien des activités minières et de transport de marchandises, s'orienteraient vers la rénovation et la sécurisation du chemin de fer.

Dans le domaine de l'énergie, il est prévu le démarrage des travaux de construction d'au moins trois nouveaux barrages hydroélectriques (chutes de l'Impératrice, Centrale Electrique de Ngoumendjim et Centrale Electrique de Dibwangui) dont deux seront réalisés sous forme de PPP portés par le FGIS. En plus de la construction de barrages, le Gouvernement veillera à la poursuite du projet de densification des réseaux de distribution publique de l'énergie électrique en zone rurale, dans le cadre de la convention sous forme de Partenariat Public Privé (PPP), signée avec le groupe GSEZ-OLAM. Le projet hydraulique viserait l'adduction d'eau dans les zones rurales. Celui de la communication porterait sur la poursuite du déploiement de la fibre optique.

Enfin, dans le cadre de l'accompagnement du processus de décentralisation, la deuxième phase du projet de développement des infrastructures locales (PDIL) sera mise en œuvre. L'objectif visé est de désenclaver les quartiers sous intégrés en leur apportant les infrastructures de base.

V.3.2 Secteur productif

Concernant la diversification de la base productive, le Gouvernement focaliserait ses efforts sur la poursuite de l'impulsion du secteur productif à travers l'appui aux secteurs susceptibles de porter la stratégie de relance de l'activité économique. Il s'agit notamment de l'agriculture, l'industrie avec transformation locale des matières premières, la promotion des PME évoluant dans le domaine de l'artisanat, la culture et l'art, ainsi que le tourisme et l'hôtellerie. Cette dynamique s'appuierait principalement sur la mise en place des partenariats public-privé (PPP).

L'Agriculture

En matière d'Agriculture, le Gouvernement exécutera le Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurités Alimentaires et Nutritionnelles (PNIASAN). De même, son action s'appuiera sur la stratégie de transformation de l'agriculture, de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur de l'agriculture et l'agrobusiness et l'initiative Gabon Vert, à travers la préparation d'un projet d'appui au programme GRAINE phase 2.

Par ailleurs, la caisse de stabilisation et de péréquation (CAISTAB) a initié un

plan d'action visant à produire 750 tonnes de café et de cacao par an au cours des trois prochaines années, contre 100 tonnes actuellement produites. Pour y parvenir, elle mise sur la revitalisation des plantations abandonnées et la création d'une nouvelle génération de cultivateurs. Elle a ainsi entrepris la formation, depuis février 2017, de 250 jeunes dans la culture et exploitation de ces deux produits. Dans ce cadre, un hectare de terre cultivable ainsi que les financements nécessaires seront mobilisés pour cette activité.

V.3.3 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires

L'action du gouvernement vise à faire du Gabon, dans un horizon temporel de trois ans, une destination de choix pour les investissements directs étrangers et à promouvoir les investissements au profit des petites et moyennes entreprises (PME), par le biais de plusieurs initiatives à l'instar du Haut Conseil de l'Investissement (HCI) qui est une plate-forme de prospection et d'échanges.

Développement du secteur privé

Pour le développement et le financement des PME, avec l'appui de l'Agence Française de développement (AFD), le Gouvernement mettra en place un fonds de garantie qui vise à faciliter l'accès au crédit des institutions et des entreprises de micro finance. Dans ce cadre, l'AFD se propose de garantir à travers ses banques partenaires 50% des crédits aux PME/PMI et 75% aux institutions de microfinance sous forme de garanties de portefeuille et de garanties individuelles.

Amélioration du climat des affaires

Pour améliorer le climat des affaires, le Gouvernement bénéficiera de l'assistance technique de la Banque mondiale (BM). En effet, le rapport « Doing Business 2017 » publié en octobre dernier par la BM, a classé le Gabon au 164^{ème} rang sur 190 pays à travers le monde. A cet effet, l'appui de la BM a pour objectif d'améliorer ce positionnement. Aussi, les actions retenues dans ce cadre concernent-elles :

- l'allègement des lourdeurs administratives en vue d'un ajustement de la stratégie de développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- la facilitation des affaires et de la création d'entreprises ;
- l'apurement de la dette intérieure ;
- l'amélioration du code de l'emploi et de la formation ;
- la protection des investisseurs minoritaires ainsi que l'exécution des contrats ou des règlements liés à l'insolvabilité.

V.3.4 Le secteur social

La politique sociale

La politique sociale prônée dans le cadre de l'égalité des chances promeut l'amélioration de l'accès pour tous à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé et à la sécurité sociale. En matière d'emploi, l'objectif poursuivi par le Gouvernement sur la période 2017-2018 consisterait à concentrer ses efforts sur le développement d'opportunités dans les secteurs créateurs de richesses. Ainsi, plusieurs actions phares seraient menées dans le cadre de la promotion de l'emploi chez les jeunes. Il s'agira :

- d'encourager l'esprit d'initiative dans le cadre du programme "un jeune = un métier" mené en collaboration avec les collectivités locales. Cette politique prône l'émergence d'une jeunesse active et dynamique à même de se prendre en charge ;
- d'appuyer le développement des compétences pour l'employabilité des jeunes en améliorant l'efficacité de l'enseignement technique et la formation professionnelle ;
- de développer des programmes d'entrepreneuriat dans les secteurs clés de croissance, à l'instar de ce qui est réalisé dans le programme GRAINE ;
- de reformer le dispositif des Activités Génératrices de Revenus pour financer la montée en capacité des petits opérateurs de services informels ;
- de mettre en place un dispositif de rééducation et réinsertion des jeunes désœuvrés.

La santé

Concernant l'accès aux soins de santé, il s'agira de pérenniser le financement de l'assurance-maladie. En effet, l'élargissement de l'assiette des cotisations du régime obligatoire d'assurance-maladie, supporté essentiellement par les quatre opérateurs de téléphonie mobile à hauteur de 10% de leur chiffre d'affaires, permettrait de mettre un accent particulier sur les Gabonais Economiquement Faibles.

C'est dans cette optique que le Gouvernement a mis en place la contribution spéciale de solidarité (CSS). La CSS répartit la charge fiscale sur un plus grand nombre de contribuables en assujettissant les entreprises des secteurs privé, public et parapublic, ayant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de FCFA. Le taux de cette contribution est de 1% du CA.

De même, l'on veillerait à la maintenance des plateaux techniques dans les Centres Hospitaliers Universitaires et autres structures de santé ainsi qu'à la formation et la spécialisation des personnels de santé.

L'éducation

Sur le plan de l'éducation, les interventions se concentreraient sur les grands domaines suivants :

- l'amélioration de la qualité de l'apprentissage et la compréhension des facteurs limitatifs ;
- le développement d'un système d'information permettant d'alimenter un nouveau plan sectoriel de l'éducation ;
- le renforcement institutionnel et la gouvernance du système au niveau central et régional ;
- la révision des curricula permettant de renforcer l'adéquation formation-emploi.

V.3.5 La politique budgétaire

L'une des mesures phares du plan de relance de l'économie est le redressement graduel du solde budgétaire pour le ramener dans un délai de moins de 5 ans en dessous de 3% du PIB. De ce fait, le Gouvernement entend accentuer les efforts de mobilisation des recettes budgétaires et de maîtrise des dépenses courantes.

Les prévisions des **recettes budgétaires** collectées seraient en retrait de 10,4% par rapport à celles affichées dans la loi de finances initiale de 2017 en raison du ralentissement de l'activité économique. Le taux de croissance passerait de 4,5% dans la loi de finances initiale à 1,1% dans le projet de loi de finances rectificative de 2017.

Malgré ce repli, le Gouvernement réitère les mesures relatives à l'élargissement de l'assiette fiscale des recettes non pétrolières, l'amélioration des recouvrements, la modernisation des procédures de déclaration et de paiement et au renforcement des administrations des Impôts et des Douanes

En matière de dépenses, la programmation repose sur la maîtrise des dépenses courantes, la promotion et la rationalisation de la dépense d'investissement, ainsi que la préservation des dépenses sociales.

L'accentuation des efforts d'ajustement se concentre ainsi sur les dépenses de personnel, les dépenses de fourniture de l'administration et des institutions, les dépenses de baux administratifs et surtout sur les dépenses de transferts.

CONCLUSION

En 2016, l'économie gabonaise a enregistré un nouveau ralentissement de son rythme d'expansion, comme quasiment tous les pays de la sous-région CEMAC, confrontés aux effets néfastes de la baisse des cours des principaux produits de bases exportés. Pour les pays exportateurs de pétrole, à la baisse des prix s'est ajouté le recul de la production. Néanmoins, dans cet ensemble, l'économie gabonaise, avec un taux de croissance positif à 2,1%, fait partie de celles qui ont le mieux résisté au choc, car la croissance moyenne de la zone a été quasi nulle à 0,2%.

Le défi qui s'impose au Gouvernement gabonais est celui de trouver les pistes de relance, dans un contexte de prix de pétrole projetés bas pour quelques années encore, réduisant ainsi les marges budgétaires potentielles. C'est pourquoi la mise en œuvre du plan de relance mis en place par le Gouvernement intègre l'apurement des arriérés et le financement de nouveaux projets. Pour y parvenir, l'Etat devra s'ajuster progressivement sur certains postes, de manière à libérer des marges afin de financer la relance de l'économie sur les trois prochaines années.

Aussi, les discussions entamées avec le FMI accorderont-elles une place centrale au traitement de la dette, dans le but d'assainir le cadre des affaires, de rétablir la confiance avec les entreprises et enfin, de relancer l'activité, tout en préservant autant que possible les programmes sociaux. Ces efforts de l'Etat, devront être complétés par la poursuite de la montée en puissance du secteur privé. A cet effet, des actions fortes devront être menées par les pouvoirs publics afin d'accélérer l'amélioration du climat des affaires.

Pour les trois années à venir, la mise en œuvre du programme de relance devrait se traduire par une remontée progressive de la croissance du PIB, mais surtout à partir de 2018, car pour l'année 2017, les actions correctives n'interviendront que tardivement en milieu d'années, après la conclusion des discussions avec le FMI qui ouvriront la voie aux interventions des partenaires financiers. C'est pourquoi, il est attendu une nouvelle baisse de la croissance en 2017, avant d'espérer retrouver en fin de programme les niveaux de croissance moyenne des années avant la crise.

annexes

Pétrole

Evolution de la production et des exportations

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production (en millions de tonnes)	13,50	12,89	12,56	13,43	13,48	13,31	11,93	12,13	11,81	11,83	12,44	12,14	11,63	11,01	10,98	11,922	11,484
Exportations	12,40	12,65	11,64	12,68	12,73	12,49	11,25	11,31	10,90	11,12	11,23	10,88	11,07	10,11	9,94	11,017	10,53
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,14	72,52	96,99	61,51	79,47	111,27	111,6	108,66	98,99	52,46	43,69
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	21,75	68,87	92,33	58,76	77,32	109,7	110,8	106,6	95,58	48,13	40,55
Taux de change moyen (FCFA/USD)	711,50	733,11	696,46	581,18	528,18	527,838	522,89	479,42	448,41	472,13	495,425	471,719	510,565	494,083	494,434	591,55	593,078

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Manganèse

Evolution de la production et des exportations de minerais et d'agglomérés de manganèse (en milliers de tonnes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production (milliers de tonnes)	1 743,0	1 791,0	1 856,0	2 000,0	2 459,0	2 751,0	2 979,0	3 333,8	3 247,8	1 992,1	3 200,6	3 562,3	3 132,0	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2
Exportations (milliers de tonnes)	1 939,0	1 659,0	1 932,0	1 944,0	2 491,0	2 889,9	2 896,6	3 292,8	3 199,1	2 146,9	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4
Ventes (milliers de tonnes)	2 003,0	1 664,0	1 924,0	1 942,0	2 494,0	2 884,5	2 900,3	3 301,5	3 200,2	2 149,3	3 198,3	3 382,9	3 035,0	3 930,0	3 789,5	3 823,4	3 408,6
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)				90 400	142 756	186 979	190 268	272 483	632 751	178 433	457 815	379 592	313 786	415 607	354 188	312 203	360 142
Prix de vente moyen (en FCFA/tonnes)	41 883	42 718	52 238	46 550	57 240	64 822	65 603	82 533	197 725	83 019	143 145	112 207	103 389	105 752	93 422	80 239	105 787

Source : Comilog, CCIH/MZ

Industries du bois

Evolution de la production et des ventes des bois débités (en mètres cubes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production	86 598	115 048	130 850	331 032	343 666	447 693	469 156	608 222	623 592	281 331	603 392	732 222	706 758	648 739	609 657	676 049	797 187
Ventes locales	32 968	37 807	37 016	44 797	19 122	27 020	73 125	76 883	70 067	44 905	66 645	77 911	270 874	49 935	36 007	45 536	39 302
Exportations	50 869	54 078	58 831	258 679	287 987	340 351	401 726	515 408	467 007	269 277	499 425	625 361	373 420	528 509	554 194	610 515	677 621

Sources : BEAC, * Estimations** Prévisions

Evolution des cours des matières premières

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Pétrole Brent daté (US\$/baril)	28,3	24,4	25,0	28,9	38,3	54,4	65,4	72,7	97,7	61,9	79,6	111,0	112,0	108,8	98,9	52,4	44,0
Sucre (cents/livre)	8,1	8,2	6,2	6,9	7,5	10,1	14,8	10,0	12,5	18,2	20,9	26,2	21,4	17,7	17,1	13,2	18,5
Cacao (US\$/tonne)	903,9	1 088,4	1 779,0	1 753,1	1 550,7	1 544,7	1 590,6	1 958,1	2 572,8	2 895,0	3 130,6	2 978,5	2 377,1	2 439,1	3 062,8	3 135,2	2 892,0
Café Arabica (US cents/livre)	85,0	61,9	60,4	64,0	80,1	114,3	114,0	123,3	138,1	141,6	194,4	273,2	187,6	141,1	202,8	160,5	164,5
Café Robusta (US cents/livre)	42,2	27,3	30,8	38,4	37,3	53,4	70,3	88,3	106,2	77,1	84,1	116,0	110,6	100,5	105,6	94,2	94,3
Caoutchouc naturel (US\$/livre)	30,3	26,1	34,7	49,1	59,2	68,1	95,6	103,9	118,6	87,2	165,7	218,5	153,2	126,8	88,8	70,7	74,5
Huile de palme brute (US\$/tonne)	261,1	238,4	356,7	410,4	434,7	367,7	416,8	719,1	862,9	644,1	859,9	1 076,5	939,8	764,2	739,4	565,1	639,8
Fer (US\$/tonne)	12,5	13,0	12,7	13,8	16,4	28,1	33,5	36,6	61,6	80,0	146,7	167,8	128,5	135,4	97,4	56,1	58,6
Or (US\$/once)	277,1	271,3	312,7	368,0	411,4	448,6	613,9	705,5	876,8	984,8	1 237,8	1 574,1	1 676,3	1 394,4	1 251,3	1 152,3	1 247,4

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Principales hypothèses

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
Production pétrolière (en millions de tonnes)	11,829	12,445	12,143	11,628	11,014	10,980	11,922	11,48	11,06
Production de pétrole (en millions de Barils)	86,352	90,846	88,645	84,884	80,401	80,157	87,028	83,84	80,76
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	58,8	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,6	43,0
Exportation de manganèse (milliers de tonnes)	2 146,9	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 905,8	3 404,4	4 701,3
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	175,8	288,9	237,9	202,5	219,9	198,0	134,6	136,6	157,7
Production de l'Or (en tonne)	-	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	1,5
Prix de vente de l'Or (\$US/l once)	973,0	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 211,9
Production du gaz (en milliers de m3)				352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	565,2
Prix de vente de gaz (\$USD/m3)				0,15	0,16	0,14	0,13	0,13	0,17
Production de Manganèse	1 992,1	3 200,6	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 650,0
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	-	-	14,5	14,1
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	-	-	1,8	5,1
Taux de change	472,1	495,4	471,7	510,6	494,3	494,4	591,6	593,1	600,0

Source : DGEPE

Répartition sectorielle du PIB à prix constant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	947,3	1015,0	1010,0	982,7	975,4	991,8	1069,3	1066,9	1095,7
Agriculture, Elevage, Pêche	172,6	180,7	186,0	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	300,0
Agriculture	140,6	147,8	154,0	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	255,8
Chasse et Elevage	13,8	16,1	16,7	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	20,5
Pêche	18,2	16,8	15,3	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,7
Exploitation forestière	61,3	41,0	40,7	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	67,1
Pétrole brut	690,5	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	646,0
Mines	23,0	66,6	74,1	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	82,6
Gaz					0,01	0,02	0,02	0,02	0,02
Secteur secondaire	680,3	784,6	925,0	960,8	1020,0	1038,3	1023,8	1 056,9	1 072,8
Industries agro-alimentaires, boissons	79,9	81,6	86,8	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	127,2
Industrie du bois	30,4	41,0	50,0	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	97,0
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6,4	7,5
Autres industries	108,7	109,2	121,8	126,6	129,4	128,0	126,4	141,9	144,0
Raffinage	2,0	32,1	11,2	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	8,0
Electricité, Eau	34,0	37,1	39,0	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	55,5
BTP	146,9	181,1	304,2	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	280,4
Recherche, services pétroliers	278,3	302,4	312,1	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	353,3
Secteur tertiaire	1145,0	1224,5	1241,3	1344,9	1465,3	1558,5	1647,4	1730,3	1743,5
Transports & Communications	295,5	310,5	333,8	366,1	403,3	436,9	492,5	521,7	544,1
Transport	150,1	156,0	172,0	176,7	194,0	204,3	217,6	225,0	238,5
Communications	145,3	154,4	161,8	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	305,6
Services	569,4	599,8	647,8	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	786,1
Commerce	230,2	236,5	244,5	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	279,3
Services bancaires, assurances	167,0	192,6	163,7	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0
SIFIM	-117,0	-114,9	-148,6	-149,9	-149,6	-151,7	-129,7	-117,2	-128,9
Services non marchands	633,6	669,6	783,4	880,2	946,7	1001,7	1046,2	1044,7	1040,9
Education	86,2	95,0	106,6	112,9	115,4	288,4	302,5	302,3	305,3
Santé	45,2	49,2	52,9	58,4	58,2	138,0	144,2	143,3	145,5
Autres services non marchands	502,1	525,4	623,9	708,8	773,0	575,3	599,5	599,1	590,1
PIB au coût des facteurs	3406,1	3693,7	3959,7	4168,6	4407,4	4590,4	4 786,7	4 898,8	4 952,9
DTI et TVA	463,7	450,5	478,4	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	565,7
PIB au coût du marché	3869,8	4144,1	4438,0	4671,1	4934,5	5147,4	5 347,1	5 458,4	5 518,7

Répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	1839,1	2660,4	3368,3	3458,5	3086,1	2910,6	2458,4	2114,4	2187,6
Agriculture, Elevage, Pêche	208,3	224,6	243,8	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	370,7
Agriculture	166,1	181,3	202,1	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	337,7
Chasse et Elevage	15,3	16,0	14,9	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,9
Pêche	27,0	27,3	26,8	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,1
Exploitation forestière	79,0	53,7	50,7	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	101,8
Pétrole brut	1469,2	2082,8	2805,4	2946,7	2526,8	2357,8	1937,3	1566,2	1522,3
Mines	82,6	299,2	268,3	217,7	270,0	227,3	154,5	134,9	192,7
Gaz					0,01	0,02	0,02	0,02	0,02
Secteur secondaire	1322,2	1543,0	2150,9	1992,4	2122,8	2153,8	2005,5	2 052,5	2 084,1
Industries agro-alimentaires, boissons	90,7	96,7	106,7	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	178,6
Industrie du bois	42,7	62,2	79,2	92,5	84,6	114,1	139,7	149,0	148,6
Industrie minière						0,0	6,3	6,9	8,2
Autres industries	130,6	138,2	187,7	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	280,3
Raffinage	-1,1	20,8	18,6	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	8,2
Electricité, Eau	53,0	58,1	61,2	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	103,5
BTP	185,4	270,2	446,0	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	509,5
Recherche, services pétroliers	820,8	896,7	1251,5	989,1	1030,7	1036,9	881,4	849,6	847,4
Secteur tertiaire	1397,6	1516,1	1523,7	1634,0	1765,3	1883,3	1979,4	2100,5	2154,5
Transports & Communications	305,7	313,7	334,8	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	560,4
Transport	204,8	215,2	244,9	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	468,3
Communications	100,8	98,4	89,9	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	92,1
Services	737,6	755,6	812,4	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	1002,0
Commerce	307,2	329,8	363,1	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	454,8
Services bancaires, assurances	159,9	197,7	157,2	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	249,6
SIFIM	-112,8	-80,7	-143,8	-132,3	-123,3	-112,3	-104,1	-102,1	-112,3
Services non marchands	699,9	790,4	838,2	958,6	1003,7	1293,8	1339,5	1368,6	1394,9
Education	95,9	103,3	107,2	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	197,3
Santé	51,9	56,0	58,0	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	86,3
Autres services non marchands	552,1	631,2	673,1	772,9	807,6	1054,0	1 071,9	1 092,2	1 111,3
PIB au coût des facteurs	5258,8	6509,9	7881,0	8043,5	7977,9	8241,5	7 782,7	7 636,0	7 821,0
DTI et TVA	438,1	601,6	700,5	723,0	712,6	746,9	720,7	674,6	690,9
PIB au coût du marché	5697,0	7111,5	8581,6	8766,5	8690,5	8988,3	8 503,5	8 310,6	8 511,9

Source : DGEPPF

Taux de croissance du PIB sectoriel

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	-6,0%	7,1%	-0,5%	-2,7%	-0,7%	1,7%	7,8%	-0,2%	2,7%
Agriculture, Elevage, Pêche	1,7%	4,7%	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	9,0%	12,4%	12,7%
Agriculture	1,8%	5,1%	4,2%	3,8%	4,9%	6,9%	9,3%	13,9%	14,6%
Chasse et Elevage	-7,3%	16,6%	4,0%	1,5%	2,5%	3,5%	8,0%	2,7%	3,0%
Pêche	8,7%	-7,5%	-9,1%	8,3%	7,7%	12,4%	7,0%	7,5%	2,5%
Exploitation forestière	-25,0%	-33,1%	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	5,3%	8,5%	7,0%
Pétrole brut	-1,1%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-3,7%
Mines	-61,0%	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	0,0%	-14,2%	22,5%
Gaz						36,7%	6,6%	13,6%	-0,3%
Secteur secondaire	-1,3%	15,3%	17,9%	3,9%	6,2%	1,8%	-1,4%	3,2%	1,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	4,6%	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	-0,3%	6,5%	8,0%
Industrie du bois	-0,3%	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	6,4%	17,7%	7,0%
Industrie minière						0,0%	0,0%	17,9%	18,0%
Autres industries	3,1%	0,5%	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	-1,3%	12,3%	1,5%
Raffinage	-84,6%	1479,8%	-65,1%	27,3%	-43,5%	-2,9%	11,4%	11,0%	-17,7%
Electricité, Eau	-15,1%	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	4,5%	3,2%	4,0%
BTP	7,4%	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	-3,7%	-1,1%	-1,4%
Recherche, services pétroliers	-3,0%	8,6%	3,2%	6,0%	6,1%	5,8%	-3,9%	-1,1%	0,1%
Secteur tertiaire	-5,0%	6,9%	1,4%	8,3%	9,0%	6,4%	5,7%	5,0%	0,8%
Transports & Communications	-2,5%	5,1%	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	12,7%	5,9%	4,3%
Transport	-1,2%	3,9%	10,2%	2,7%	9,8%	5,3%	6,5%	3,4%	6,0%
Communications	-3,8%	6,3%	4,8%	17,1%	10,5%	11,1%	18,2%	7,9%	3,0%
Services	-11,1%	5,4%	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	-0,2%	3,4%	0,1%
Commerce	2,1%	2,7%	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	-0,7%	-0,4%	0,2%
Services bancaires, assurances	13,9%	15,4%	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	6,4%	6,6%	0,5%
SIFIM	5,9%	-1,8%	29,3%	0,9%	-0,2%	1,4%	-14,5%	-9,6%	10,0%
Services non marchands	7,5%	5,7%	17,0%	12,4%	7,5%	5,8%	4,4%	-0,1%	-0,4%
Education	17,9%	10,2%	12,2%	6,0%	2,2%	149,8%	4,9%	-0,1%	1,0%
Santé	6,7%	8,9%	7,4%	10,5%	-0,3%	136,9%	4,5%	-0,6%	1,5%
Autres services non marchands	6,0%	4,6%	18,8%	13,6%	9,0%	-25,6%	4,2%	-0,1%	-1,5%
PIB au coût des facteurs	-2,4%	8,4%	7,2%	5,3%	5,7%	4,2%	4,3%	2,3%	1,1%
DTI et TVA	24,2%	-2,9%	6,2%	5,0%	4,9%	5,7%	0,6%	-0,1%	1,1%
PIB au coût du marché	0,1%	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	1,1%

Source : DGEPPF

Répartition du PIB emploi en valeur

(En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE									PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Pib total	5 697,0	7 111,5	8 581,6	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,7	8 511,9	
Pib pétrole	1 469,2	2 082,8	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,2	1 522,3	
Pib hors pétrole	4 227,8	5 028,7	5 776,2	5 819,7	6 163,7	6 630,6	6 566,2	6 744,4	6 989,6	
Importations totales	1 785,0	2 239,7	2 467,5	2 752,0	2 892,0	2 606,6	2 374,0	2 246,8	2 276,6	
Biens	1 415,3	1 859,4	2 100,4	2 321,4	2 410,5	2 275,5	2 059,4	1 925,9	1 946,5	
Consommations	277,7	319,4	378,6	413,1	459,0	445,2	457,2	448,1	456,2	
Equipements	740,0	1 003,9	1 059,7	1 168,2	1 261,3	1 060,0	970,6	859,8	858,9	
Intermédiaires	397,6	536,0	662,1	740,2	690,2	770,2	631,6	618,1	631,4	
Services	369,8	380,3	367,1	430,7	481,5	331,1	314,5	320,8	330,2	
Total des ressources	7 482,0	9 351,2	11 049,1	11 518,5	11 582,5	11 594,9	10 877,4	10 557,4	10 788,6	
Consommation totale	2 915,7	3 138,3	3 464,1	3 811,3	4 061,9	4 434,8	4 485,6	4 573,0	4 616,7	
Ménages	1 997,2	2 179,1	2 366,2	2 581,3	2 805,6	3 100,1	3 217,6	3 360,8	3 460,7	
Administrations	918,6	959,1	1 097,9	1 230,0	1 256,3	1 334,7	1 268,0	1 212,2	1 156,0	
Investissement total	1 594,1	2 112,2	2 286,3	2 364,0	2 535,9	3 158,4	2 485,6	2 317,2	2 449,3	
Formation brute de capital fixe	1 682,2	2 233,5	2 461,2	2 431,6	2 602,4	3 208,4	2 485,6	2 317,2	2 449,3	
Administration	260,3	867,3	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	428,6	445,7	
Secteur privé	1 421,9	1 366,2	1 518,5	1 613,5	1 727,2	2 597,7	2 048,9	1 888,5	2 003,6	
Pétrole	949,3	833,8	906,2	927,1	963,2	1 760,0	1 232,0	932,0	965,1	
Hors pétrole	472,6	532,4	612,3	686,4	764,0	837,7	816,9	956,6	1 038,4	
Variation des stocks	- 88,2	- 121,3	- 174,9	- 67,6	- 66,5	- 50,0	-	-	-	
Exportations	2 972,2	4 100,7	5 298,6	5 343,2	4 984,7	4 001,7	3 906,2	3 667,3	3 722,7	
Biens	2 868,6	3 990,5	5 191,8	5 210,7	4 848,3	3 818,8	3 707,4	3 461,9	3 514,5	
Pétrole	2 281,9	3 181,1	4 450,0	4 590,2	4 218,7	3 164,5	2 942,7	2 710,6	2 644,6	
Hors pétrole	586,7	809,4	741,8	620,5	629,6	654,3	764,8	751,4	869,9	
Rentes	338,6	340,4	321,7	204,8	176,1	155,6	166,9	181,2	205,3	
Mines	150,6	321,0	217,9	183,7	230,5	215,6	250,6	220,9	323,5	
Bois transformé	97,5	148,0	202,2	231,9	223,0	283,0	345,1	346,6	337,5	
Services	103,6	110,2	106,8	132,6	136,3	182,9	198,8	205,4	208,2	
Total des emplois	7 482,0	9 351,2	11 049,1	11 518,5	11 582,5	11 594,9	10 877,4	10 557,4	10 788,6	

Source : DGEPP

Répartition du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE									PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Pib total	3 869,8	4 144,1	4 438,0	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,4	5 518,7	
Pib pétrole	690,5	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	646,0	
Pib hors pétrole	3 179,3	3 417,5	3 728,8	3 991,6	4 291,3	4 506,2	4 650,9	4 787,7	4 872,6	
Importations totales	1 602,4	2 108,6	2 372,0	2 589,0	2 654,9	2 863,7	2 596,3	2 428,1	2 437,1	
Biens	1 284,2	1 622,1	1 896,3	2 203,3	2 347,7	2 497,7	2 255,9	2 078,8	2 085,9	
Consommations	258,7	293,5	339,1	358,6	403,4	385,7	394,2	382,3	384,7	
Equipements	660,7	859,4	962,4	1 224,0	1 272,8	1 310,5	1 204,5	1 059,6	1 051,6	
Intermédiaires	364,7	469,2	594,8	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	649,6	
Services	318,2	486,5	475,7	385,6	307,2	366,1	340,5	349,3	351,2	
Total des ressources	5 472,2	6 252,7	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 943,4	7 886,5	7 955,8	
Consommation totale	2 581,6	2 781,0	3 008,6	3 191,8	3 490,7	3 638,0	3 651,6	3 662,7	3 601,6	
Ménages	1 750,6	1 882,0	2 017,8	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 622,6	
Administrations	831,1	898,9	990,8	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 104,8	1 057,4	978,9	
Investissement total	1 053,7	1 362,9	1 587,8	1 935,2	1 972,9	2 239,0	1 972,7	1 971,4	2 032,1	
Formation brute de capital fixe	1 106,1	1 468,2	1 774,9	1 995,4	2 135,9	2 301,5	1 972,7	1 971,4	2 032,1	
Administration	226,2	741,1	890,2	899,6	871,7	644,8	483,6	463,3	460,0	
Secteur privé	879,9	727,1	884,7	1 095,7	1 264,2	1 656,7	1 489,1	1 508,2	1 572,1	
Pétrole	455,2	291,3	329,2	444,7	507,5	771,4	617,1	498,3	512,7	
Hors pétrole	424,7	435,8	555,5	651,0	756,7	885,3	872,0	1 009,8	1 059,4	
Variation des stocks	- 52,4	- 105,3	- 187,1	- 60,2	- 163,0	- 62,5	0,0	-	-	
Exportations	1 836,9	2 108,9	2 213,6	2 133,1	2 125,8	2 134,2	2 319,0	2 252,3	2 322,1	
Biens	1 788,8	2 060,8	2 165,6	2 085,0	2 077,7	2 086,2	2 269,5	2 204,0	2 273,6	
Pétrole	1 354,9	1 415,9	1 497,3	1 434,6	1 361,4	1 357,5	1 505,5	1 439,3	1 391,7	
Hors pétrole	433,9	645,0	668,3	650,5	716,3	728,6	764,0	764,7	881,9	
Rentes	267,8	290,8	196,0	183,3	186,4	170,2	178,6	184,2	197,4	
Mines	84,7	245,8	277,2	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	346,5	
Bois transformé	81,4	108,4	195,1	220,1	216,2	265,5	281,1	313,5	334,7	
Services	48,1	48,1	48,1	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	48,5	
Total des emplois	5 472,2	6 252,7	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 943,4	7 886,5	7 955,8	

Source : DGEPPF

Taux de croissance du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Pib total	0,1%	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	1,1%
Pib pétrole	-1,1%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-3,7%
Pib hors pétrole	0,4%	7,5%	9,1%	7,0%	7,5%	5,0%	3,2%	2,9%	1,8%
Importations totales	0,1%	31,6%	12,5%	9,1%	2,5%	7,9%	-9,3%	-6,5%	0,4%
Biens	4,0%	26,3%	16,9%	16,2%	6,6%	6,4%	-9,7%	-7,9%	0,3%
Consommations	-30,7%	13,4%	15,5%	5,8%	12,5%	-4,4%	2,2%	-3,0%	0,6%
Equipements	107,5%	30,1%	12,0%	27,2%	4,0%	3,0%	-8,1%	-12,0%	-0,8%
Intermédiaires	-32,9%	28,6%	26,8%	4,3%	8,2%	19,4%	-18,0%	-3,1%	2,0%
Services	-12,9%	52,9%	-2,2%	-18,9%	-20,3%	19,2%	-7,0%	2,6%	0,5%
Total des ressources	0,1%	14,3%	8,9%	6,6%	4,5%	5,6%	-0,8%	-0,7%	0,9%
Consommation totale	5,4%	7,7%	8,2%	6,1%	9,4%	4,2%	0,4%	0,3%	-1,7%
Ménages	5,0%	7,5%	7,2%	6,2%	8,2%	5,5%	4,1%	2,3%	0,7%
Administrations	6,3%	8,2%	10,2%	5,8%	11,8%	1,6%	-7,3%	-4,3%	-7,4%
Investissement total	-8,4%	29,3%	16,5%	21,9%	1,9%	13,5%	-11,9%	-0,1%	3,1%
Formation brute de capital fixe	-1,3%	32,7%	20,9%	12,4%	7,0%	7,8%	-14,3%	-0,1%	3,1%
Administration	-8,4%	227,7%	20,1%	1,1%	-3,1%	-26,0%	-25,0%	-4,2%	-0,7%
Secteur privé	0,8%	-17,4%	21,7%	23,9%	15,4%	31,1%	-10,1%	1,3%	4,2%
Pétrole	-5,8%	-36,0%	13,0%	35,1%	14,1%	52,0%	-20,0%	-19,2%	2,9%
Hors pétrole	8,9%	2,6%	27,5%	17,2%	16,2%	17,0%	-1,5%	15,8%	4,9%
Variation des stocks	-272,4%	101,0%	77,6%	-67,8%	170,9%	-61,6%	-100,0%	-100,0%	0,0%
Exportations	-1,6%	14,8%	5,0%	-3,6%	-0,3%	0,4%	8,7%	-2,9%	3,1%
Biens	-1,7%	15,2%	5,1%	-3,7%	-0,4%	0,4%	8,8%	-2,9%	3,2%
Pétrole	2,6%	4,5%	5,7%	-4,2%	-5,1%	-0,3%	10,9%	-4,4%	-3,3%
Hors pétrole	-13,1%	48,6%	3,6%	-2,7%	10,1%	1,7%	4,9%	0,1%	15,3%
Rentes	3,3%	8,6%	-32,6%	-6,5%	1,7%	-8,7%	5,0%	3,1%	7,1%
Mines	-38,0%	190,0%	12,8%	-10,9%	27,0%	-6,6%	3,0%	-12,5%	31,2%
Bois transformé	-21,5%	33,2%	80,0%	12,8%	-1,8%	22,8%	5,9%	11,5%	6,8%
Services	5,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,0%	-2,4%	0,3%
Total des emplois	0,1%	14,3%	8,9%	6,6%	4,5%	5,6%	-0,8%	-0,7%	0,9%

Source : DGEPP

Principaux indicateurs macroéconomiques et financiers

	Unités	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	15/14	16/15
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	4263,4	4536,6	4804,0	4934,5	5147,4	5347,1	5458,4	3,9%	2,1%
PIB en valeur	Mds de FCFA	6918,5	8384,2	8925,7	8690,5	8988,3	8503,5	8310,6	-5,4%	-2,3%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	4071,8	4408,3	4749,1	252,6	73,80%	77,2%	81,2%	-	-
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	2847,6	3975,8	4176,6	6163,7	26,20%	22,8%	18,8%	-	-
Importations en valeur	Mds de FCFA	1346,2	1510,3	1634,2	2892,0	2606,6	2374	2246,8	-8,9%	-5,4%
Importations	Ratio au PIB	19,5%	18,0%	18,3%	33,3%	29,0%	27,9%	27,0%	-	-
Total Ressources en valeur	Mds de FCFA	8264,7	9894,5	10559,9	11582,5	11594,9	10877,4	10557,4	-6,2%	-2,9%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	3138,3	3464,1	3811,3	4061,9	4434,8	4485,6	4573	1,1%	1,9%
Publique	Mds de FCFA	2179,1	2366,2	2581,3	2805,6	1334,7	1268	1212,2	-5,0%	-4,4%
Privée	Mds de FCFA	959,1	1097,9	1230,0	1256,3	3100,1	3217,6	3360,8	3,8%	4,5%
Consommation	Ratio au PIB	45,4%	41,3%	42,7%	46,7%	49,3%	52,7%	55,0%	-	-
FBCF en valeur	Mds de FCFA	2233,5	2461,2	2431,6	2602,4	3208,4	2485,6	2317,2	-22,5%	-6,8%
Publique	Mds de FCFA	867,3	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	428,6	-28,5%	-1,9%
Publique/FBCF	%	38,8%	38,3%	33,6%	33,6%	19,0%	17,6%	18,5%	-	-
Privé	Mds de FCFA	1366,2	1518,5	1613,5	1727,2	2597,7	2048,9	1888,5	-21,1%	-7,8%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	833,8	906,2	927,1	963,2	1760	1232	932	-30,0%	-24,4%
FBCF	Ratio au PIB	32,3%	29,4%	27,2%	29,9%	35,7%	29,2%	27,9%	-	-
Dont Pétrole	Ratio au PIB	12,1%	10,8%	10,4%	11,1%	19,6%	14,5%	11,2%	-	-
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4100,7	5298,6	5343,2	4984,7	4001,7	3906,2	3667,3	-2,4%	-6,1%
Exportations	Ratio au PIB	59,3%	63,2%	59,9%	57,4%	44,5%	45,9%	44,1%	-	-
Absorption (hors variation des stocks)	Mds de FCFA	5371,8	5925,4	6242,9	6664,3	7643,2	6971,2	6890,1	-8,8%	-1,2%
Solde biens et services non-facteurs (X-M) en valeur	Mds de FCFA	2754,5	3788,3	3709,0	2092,7	1395,1	1532,3	1420,5	9,8%	-7,3%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	39,8%	45,2%	41,6%	24,1%	15,5%	18,0%	17,1%	-	-
Taux de couverture (Export./Import.)	%	304,6%	350,8%	327,0%	172,4%	153,5%	164,5%	163,2%	-	-
Emploi	Effectifs	132423	149869	161212	176703	199 238	199 891	199 374	0,3%	-0,3%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	77576	89867	100442	106999	109 050	109 564	108 150	0,5%	-1,3%
Dont MONP	Effectifs	9682	13063	15436	18715	16 276	15 257	15 227	-6,3%	-0,2%
Public/Emploi Total	%	58,6%	60,0%	62,3%	60,6%	54,7%	54,8%	54,2%	-	-
Privé et parapublic	Effectifs	54847	60002	60770	69704	90 188	90 327	91 224	0,2%	1,0%
Masse salariale	Mds de FCFA	1263,50	1388,50	1641,80	1789,50	1933,9	1989,3	1992,1	2,9%	0,1%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	437,9	475,6	539,9	576,8	713,4	746,7	768,6	4,7%	2,9%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	825,60	912,90	1101,90	1212,70	1220,5	1242,6	1223,5	1,8%	-1,5%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	1401,8	2256,2	2908,4	2193,8	2271,0	2259,9	2080,8	-0,5%	-7,9%
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	4,9	3,7	3,1	4,0	4,0	3,8	4,0	-	-
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	116,9	118,3	121,5	122,1	127,9	127,4	130,1	-0,4%	2,1%

Source : DGEFF

Tableau de bord de l'économie

Tableau des indicateurs clés

	HISTORIQUE						PROJECTIONS		
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Croissance et Inflation (Croissance annuelle, %)									
Gabon Vert									
Agriculture, Elevage, Pêche	1,7%	4,7%	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	9,0%	12,4%	12,7%
Sylviculture et Exploitation forestière	-25,0%	-33,1%	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	5,3%	8,5%	7,0%
Gabon Mines									
Pétrole brut	-1,1%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-3,7%
Mines	-61,0%	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	0,0%	-14,2%	22,5%
Gaz	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,6%	13,6%	-0,3%
Gabon Industriel									
Industries agro-alimentaires, boissons	4,6%	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	-0,3%	6,5%	8,0%
Industries du bois	-0,3%	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	6,4%	17,7%	7,0%
Industrie minière	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0%	17,9%	18,0%
Autres Industries	3,1%	0,5%	11,5%	4,0%	0,0	0,0	-1,3%	12,3%	1,5%
Gabon des Services									
Transports et télécommunications	-2,5%	5,1%	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	12,7%	5,9%	4,3%
Commerce	2,1%	2,7%	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	-0,7%	-0,4%	0,2%
Services bancaires et assurances	13,9%	15,4%	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	6,4%	6,6%	0,5%
Autres services (y.c Restauration et Hôtels)	-11,1%	5,4%	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	-0,2%	3,4%	0,1%
Facteurs de la Croissance									
Electricité, gaz et eau	-15,1%	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	4,5%	3,2%	4,0%
Batiments et Travaux publics	7,4%	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	-3,7%	-1,1%	-1,4%
Administrations (Services non marchands)	7,5%	5,7%	#####	12,4%	7,5%	5,8%	4,4%	-0,1%	-0,4%
Profil de la croissance (taux de croissance annuel, %)									
PIB global	0,1%	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	1,1%
Pétrole	-1,1%	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-3,7%
Hors pétrole	0,4%	7,5%	9,1%	7,0%	7,5%	5,0%	3,2%	2,9%	1,8%
Prix (taux de croissance annuel, %)									
Déflateur du PIB	-18,1%	16,6%	12,7%	-2,9%	-6,2%	-0,9%	-8,9%	-4,3%	1,3%
Pétrole	-43,8%	34,7%	38,0%	9,6%	-9,4%	-6,4%	-24,3%	-16,1%	0,9%
Hors pétrole	-2,2%	10,7%	5,3%	-5,9%	-1,5%	2,4%	-4,1%	-0,2%	1,8%
Prix à la consommation	1,1%	1,5%	1,3%	2,7%	0,5%	4,7%	-0,3%	2,1%	2,3%
Transformation de l'économie (ratio au PIB, %)									
Secteur primaire	32,3%	37,4%	39,2%	39,5%	35,5%	32,4%	28,9%	25,4%	25,7%
Secteur secondaire	23,2%	21,7%	25,1%	22,7%	24,4%	24,0%	23,6%	24,7%	24,5%
Secteur tertiaire	24,5%	21,3%	17,8%	18,6%	20,3%	21,0%	23,3%	25,3%	25,3%
Secteur Pétrole	25,8%	29,3%	32,7%	33,6%	29,1%	26,2%	22,8%	18,8%	17,9%
Secteur Hors Pétrole	74,2%	70,7%	67,3%	66,4%	70,9%	73,8%	77,2%	81,2%	82,1%
Consommation et Investissement									
Taux d'investissement global (ratio au PIB, %)	27,2%	32,9%	35,8%	41,4%	40,0%	43,5%	20,7%	19,4%	17,7%
Taux d'invest. hors pétrole (ratio au PIB hors pétrole, %)	20,5%	34,4%	38,8%	38,8%	37,9%	34,0%	29,1%	30,8%	31,2%
Taux de consommation privée (ratio au PIB, %)	45,2%	45,4%	45,5%	45,9%	47,0%	47,5%	68,3%	67,1%	65,3%
II. Prélèvements fiscaux et Dépenses (ratio au PIB, %)									
Recettes									
Recettes totales	30,9%	28,3%	30,8%	30,1%	30,2%	26,1%	21,1%	19,6%	19,6%
Recettes pétrolières	16,0%	16,8%	19,6%	17,5%	15,5%	11,5%	7,1%	5,1%	6,1%
Recettes non pétrolières	14,9%	11,6%	11,2%	12,6%	14,7%	14,6%	14,0%	14,5%	13,4%
Dépenses									
Dépenses courantes	16,1%	13,9%	13,1%	16,5%	17,3%	16,5%	17,0%	17,2%	15,9%
Salaires et traitements	6,7%	5,8%	5,3%	5,9%	6,4%	7,7%	8,4%	8,8%	8,3%
Biens et services	3,8%	3,2%	3,1%	3,7%	2,7%	2,9%	2,8%	3,0%	2,2%
Transferts	4,2%	3,5%	3,6%	5,9%	6,4%	4,7%	3,8%	3,1%	2,4%
Intérêts sur la dette	1,5%	1,3%	1,1%	1,0%	1,7%	1,2%	2,0%	2,3%	2,9%
Dépenses en capital	5,4%	11,9%	10,7%	11,4%	10,6%	6,7%	5,0%	4,9%	4,9%
Financées sur ressources intérieures	3,7%	8,8%	7,8%	9,3%	7,5%	3,9%	2,8%	2,0%	1,6%
Financées sur ressources extérieures	1,7%	3,1%	2,9%	2,1%	3,1%	2,9%	2,1%	2,9%	3,4%
III. Soldes (ratio au PIB, %)									
Solde primaire hors recettes pétrolières	14,9%	11,6%	11,2%	12,6%	14,7%	14,6%	13,8%	14,1%	13,1%
Solde global (hors dons)	5,8%	0,3%	5,4%	2,2%	0,2%	-1,4%	-4,1%	-6,6%	-5,7%
V. Autre indicateur									
Masse salariale/ recettes fiscales	34,9%	40,1%	37,8%	41,2%	39,4%	51,4%	65,7%	73,7%	67,1%

Source : DGEPP

Équipes de Rédaction

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Ferdin LEMAMI

Chefs de Service

Mme LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme NDAMANGANA Marie-France

Mme MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme OKOUMBA ALILA Hortense

Mme ESSENG MEZUI Chimène

Mme ESSENG OGNANE Sandrine

Mme KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme Cécile MAGANGA NZIENGUI ép. BOUSSOUGOU
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme Laure Fanny MOUKETOU NZEDY
Mme Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme Agnès Sophia ONGOUORI MOUBOTOUTO
Mme Sacha Lee MARINO ODJA
Mme Nicole TONDA
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Lionel ASSEMI OUMBOGA
M. Florent MANEMBE
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. Guy Ulrich OBANDJI

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme Lucie NSANNE EMANE
Mme Julie-Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme Josiane Stéphanie AVOME NGUEMA
Mme ElzyYolene BOUYOU
Mme Anuarite LOUBAKI-DIMBOU
Mme Ariane MOUANANDA BABONGUI
Mme Estimée NDOUNOU née BOUABE NDJALATSIA
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Martial MBA BISSIGHE

M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA
M. Noël MAGANGA
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Dorlan ODJAGHA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. Brice YOUOMO

DIRECTION DES SYNTHES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUE (DSPE)

Directeur

Mme Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Pierre Dieudonné THATY
Mme Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA
M. Kevin BOUNGOUNGO

Chargés d'Etudes

Mme Yolande MOUBELOU
Mme Milène N'GANGA
Mme Marie Irène IBOMBO
Mme Pauline LEMBOUMBA NGROUND
Mme Perpétue ABORIE BOETOUMBA
M. Richard MBOUMBA
M. Félicien Farlane NGANI

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service

Mme Raïssa NTSAME DZIGHE ép. WORA

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEMBOUBA
M. LIPOCKO MOMBO

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
 - Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
 - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
 - LES NOTES DE LA DEM
 - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
 - ÉCO-RATIOS
 - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
 - BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
 - TABLEAU DE BORD MENSUEL
 - TABLEAU DE BORD SOCIAL.



Achévé de rédiger en Juin 2017
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Politique Fiscale
Ministère de l'Économie, de la Prospective
et de la Programmation du Développement Durable